



CULTIVONS

LA TERRE. LA VIE. LE MONDE.

CULTIVER UN AVENIR MEILLEUR

La justice alimentaire dans un monde aux ressources limitées



www.oxfam.org/cultivons

Auteur : Robert Bailey

Contributions

Ce rapport a été rédigé par Robert Bailey et coordonné par Gonzalo Fanjul. Il a été développé en coopération avec le personnel d'Oxfam et les organisations partenaires. Il s'appuie sur les conclusions d'un programme de recherche supervisé par Richard King, Javier Pérez et Kelly Gilbride. Alex Evans, Javier García, Silvia Gómez, Duncan Green, Kirsty Hughes, Richard King, Kate Raworth, Jodie Thorpe, Kevin Watkins et Dirk Willenbockel ont également apporté leur précieuse contribution à ce rapport, qui se base en outre sur une liste étendue d'études de cas, de notes et d'études de référence toutes disponibles sur le site www.oxfam.org/cultivons.

De nombreux collègues ont participé à l'élaboration de ce rapport, par le biais d'une multitude de commentaires et d'appréciations, plus particulièrement Nathalie Beghin, Sarah Best, Phil Bloomer, Stephanie Burgos, Tracy Carty, Teresa Caverro, Hugh Cole, Mark Fried, Stephen Hale, Paul Hilder, Katia Maia, Duncan Pruett, Anna Mitchell, Bernice Romero, Ines Smyth, Alexandra Spieldoch, Shawna Wakefield, Marc Wegerif et Bertram Zagema.

La rédaction de ce rapport a été supervisée par Anna Coryndon et le texte original (anglais) modifié par Mark Fried.

© Oxfam International, juin 2011

Le présent rapport et des informations sur la campagne « Cultivons » sont disponibles à l'adresse www.oxfam.org/cultivons

Ce document est protégé par droits d'auteur, mais peut être utilisé librement à des fins de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être accordée et des frais peuvent être demandés. Courriel : publish@oxfam.org.uk.

Publié par Oxfam Grande-Bretagne pour Oxfam International sous le numéro ISBN 978-1-84814-853-6 en juin 2011. Oxfam GB, Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, Royaume-Uni. Oxfam Grande-Bretagne est enregistré en tant qu'organisme caritatif en Angleterre et au Pays de Galles (no. 202918) et en Écosse (SCO 039042) ; il est membre d'Oxfam International.

Oxfam est une confédération internationale de 15 organisations qui travaillent ensemble dans 98 pays pour trouver des solutions durables à la pauvreté et l'injustice : Oxfam Amérique (www.oxfamamerica.org), Oxfam Allemagne (www.oxfam.de), Oxfam Australie (www.oxfam.org.au), Oxfam-en-Belgique (www.oxfamsol.be), Oxfam Canada (www.oxfam.ca), Oxfam France (www.oxfamfrance.org), Oxfam Grande-Bretagne (www.oxfam.org.uk), Oxfam Hong Kong (www.oxfam.org.hk), Oxfam Inde (www.oxfamindia.org), Intermón Oxfam (Espagne) (www.intermonoxfam.org), Oxfam Irlande (www.oxfamireland.org), Oxfam Mexique (www.oxfammexico.org), Novib Oxfam Pays-Bas (www.oxfamnovib.nl), Oxfam Nouvelle-Zélande (www.oxfam.org.nz) et Oxfam Québec (www.oxfam.qc.ca)

Les organisations suivantes, actuellement membres observateurs d'Oxfam, travaillent vers une affiliation complète :

Oxfam Japan (www.oxfam.jp)
Oxfam Italie (www.oxfamitalia.org)

N'hésitez pas à contacter les organisations répertoriées ci-dessus, par téléphone ou par courrier, pour toute information complémentaire. Vous pouvez également vous rendre sur : www.oxfam.org.

Pour toute information sur les questions soulevées dans ce rapport, veuillez envoyer un courrier électronique à : advocacy@oxfaminternational.org



CULTIVER UN AVENIR MEILLEUR

La justice alimentaire dans un monde aux ressources limitées



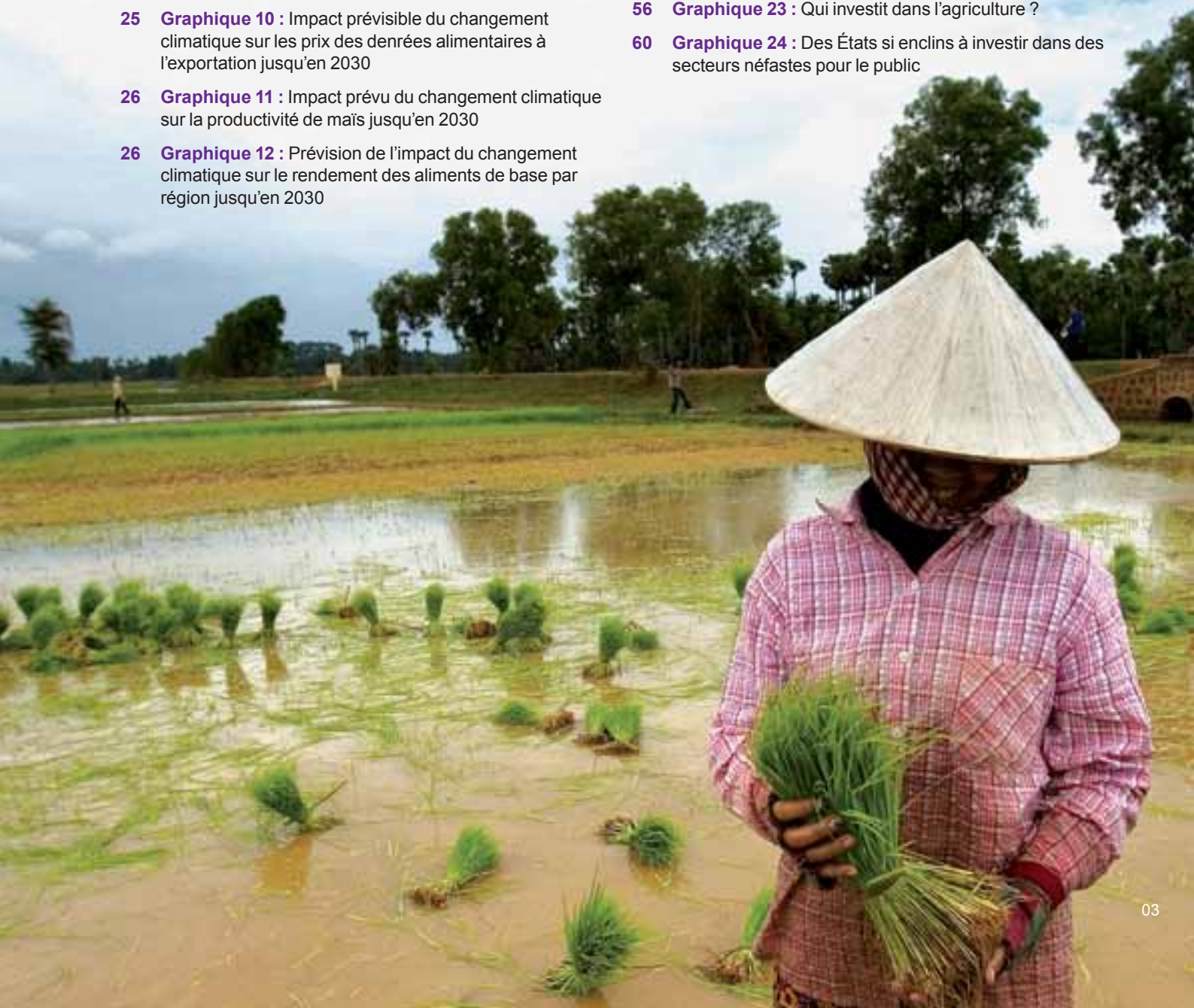
www.oxfam.org/cultivons

Table des matières

ii	Contributions	43	3. Une prospérité nouvelle
03	Liste des graphiques	44	3.1 Cultiver un avenir meilleur
05	1. Introduction	46	3.2 Une nouvelle gouvernance en cas de crises alimentaires
11	2. Le Temps des Crises : un système biaisé et défaillant	46	Réforme internationale
12	2.1 Un système alimentaire défaillant	48	Approches nationales
14	2.2 Premier défi : une production durable	50	Nouvelle gouvernance mondiale
15	Essoufflement de l'augmentation des rendements	52	3.3 Un nouvel avenir pour l'agriculture
16	Des politiques décidées par une minorité	54	Quatre mythes sur les petits producteurs
17	Amenuisement des ressources naturelles	56	Nouveau programme d'investissements agricoles
19	Changement climatique	58	3.4 Vers un nouvel avenir écologique
21	Démographie, pénurie et changement climatique : un scénario catastrophe propice aux famines	58	Répartition équitable des ressources rares
29	Vers une production durable	59	Transition équitable
30	2.3 Deuxième défi : l'égalité	62	3.5 Premières étapes : la feuille de route d'Oxfam
32	Accès aux terres	65	4. Conclusion
33	Accès aux terres pour les femmes	68	Notes
34	Accès aux marchés	72	Photos
35	Accès aux technologies		
35	Revendication des droits		
36	2.4 Troisième défi : la résilience		
36	Fragilité croissante		
38	Volatilité du prix des denrées alimentaires		
38	Chaos climatique		
38	Échecs des États		
39	Système humanitaire au bord de la rupture		
40	Action au niveau national		
41	L'heure de la reconstruction		

Liste des graphiques

- 12 **Graphique 1** : Prévisions sur les changements effectifs du prix des denrées alimentaires au cours des 20 prochaines années
- 13 **Graphique 2** : Vers plus d'égalité avec une empreinte écologique acceptable pour la planète
- 15 **Graphique 3** : Empreintes écologiques des denrées alimentaires
- 17 **Graphique 4** : La part des terres dédiées à l'agriculture à son plus haut niveau
- 18 **Graphique 5** : L'accaparement des terres suite à la crise des prix des denrées alimentaires de 2008
- 21 **Graphique 6** : Prévisions jusqu'en 2030 des dépenses allouées aux denrées alimentaires par foyer
- 22 **Graphique 7** : Prévision des hausses du prix des denrées alimentaires dans le monde
- 23 **Graphique 8** : Comparatif entre taux de croissance démographique et rendements des récoltes : le cas du maïs en Afrique sub-saharienne et le riz en Asie
- 24 **Graphique 9** : Prévisions d'augmentation des prix des denrées alimentaires pour les consommateurs nationaux jusqu'en 2030
- 25 **Graphique 10** : Impact prévisible du changement climatique sur les prix des denrées alimentaires à l'exportation jusqu'en 2030
- 26 **Graphique 11** : Impact prévu du changement climatique sur la productivité de maïs jusqu'en 2030
- 26 **Graphique 12** : Prévision de l'impact du changement climatique sur le rendement des aliments de base par région jusqu'en 2030
- 26 **Graphique 13** : Prévision de la hausse du nombre d'enfants souffrant de malnutrition en Afrique sub-saharienne dans un contexte de changement climatique
- 27 **Graphique 14** : Impact prévu des mesures de soutien à l'adaptation au changement climatique sur le prix du maïs
- 30 **Graphique 15** : Un système alimentaire rongé par l'inégalité
- 31 **Graphique 16** : Nombre de personnes souffrant de la faim dans le monde
- 32 **Graphique 17** : Cartographie des populations souffrant de la faim
- 34 **Graphique 18** : Qui contrôle le système alimentaire ?
- 36 **Graphique 19** : Augmentation de la volatilité des prix des denrées alimentaires
- 38 **Graphique 20** : Parallèle entre prix des denrées alimentaires et cours du pétrole
- 50 **Graphique 21** : Qui sont les superpuissances agroalimentaires ?
- 55 **Graphique 22** : L'investissement dans la R&D agricole néglige l'Afrique
- 56 **Graphique 23** : Qui investit dans l'agriculture ?
- 60 **Graphique 24** : Des États si enclins à investir dans des secteurs néfastes pour le public





အိမ်ထောင်စု
2800

အိမ်ထောင်စု
3000

အိမ်ထောင်စု
3300

1

INTRODUCTION



Le Niger est à l'épicentre de la faim. Dans ce pays, la faim est chronique, délétère, structurelle et systémique. Plus de 65 % de la population vit avec moins de 1,25 dollar par jour.¹ Près d'un enfant sur deux y souffre de malnutrition.² Et un enfant sur six meurt avant l'âge de cinq ans.³

Les familles mènent une bataille qui paraît perdue contre l'épuisement des sols, la désertification, les pénuries d'eau et un climat imprévisible. Elles sont exploitées par une petite élite de puissants négociants qui fixent le prix d'achat des produits agricoles à des niveaux de prix outrageusement bas.

Elles subissent catastrophe sur catastrophe, comme autant de coups de massues, qui les rendent à chaque fois plus vulnérables : sécheresse en 2005, crise du prix des denrées alimentaires en 2008, nouvelle sécheresse en 2010. Ces différents événements ont emporté des vies, brisé des familles et anéanti les moyens de subsistance. Leurs conséquences y pèseront sur des générations.

Faim chronique et persistante, demande croissante pour des ressources qui disparaissent, vulnérabilité extrême, chaos climatique, volatilité du prix des denrées alimentaires, manipulation des marchés au profit d'une minorité et au détriment du plus grand nombre... il serait facile de voir dans le Niger un cas extrême ou caricatural. On aurait tort : les problèmes du Niger ne sont pas isolés. Ils sont systémiques. C'est le système alimentaire mondial dans son ensemble qui est défaillant. Le Niger est seulement aux avant-postes d'un effondrement imminent de dimension planétaire.

Début 2011, on dénombrait 925 millions de personnes souffrant de la faim dans le monde.⁴ D'ici la fin de l'année, en raison des dérèglements climatiques et de l'augmentation des prix des denrées alimentaires, comme lors du dernier pic de 2008, ce chiffre pourrait dépasser le milliard. Pourquoi, dans un monde où l'on produit plus de denrées alimentaires qu'il n'en faut pour nous nourrir tous, tant d'êtres humains (un sur sept d'entre nous) souffrent-ils de la faim ?!

La liste des raisons généralement fournies est longue, déconcertante, généralement approximative et presque toujours polarisée. Pas assez d'échanges commerciaux internationaux ou, au contraire, trop d'échanges commerciaux ? Une marchandisation excessive de l'agriculture ou un romantisme exagéré d'un idéal paysan ? Des investissements insuffisants dans des solutions technologiques parées de toutes les vertus comme les biotechnologies ? Une croissance démographique sans contrôle ?

La plupart de ces explications, souvent conçues avant tout pour servir ceux-là même qui les mettent en avant, visent à rendre les victimes responsables de leur situation, à prôner le statu quo et la défense des intérêts spécifiques qui en découlent. Une attitude qui cache une vérité plus profonde : ce sont, en réalité, les rapports de pouvoir qui décident qui mange et qui ne mange pas.

La faim, comme l'obésité, le gaspillage obscène et la dégradation révoltante de l'environnement, est le résultat de notre système alimentaire défaillant. Un système construit par et pour une petite minorité, avec pour principal objectif de servir les seuls intérêts de cette minorité. Les lobbies agricoles de pays riches s'agrippent à un système de subventions et de primes qui faussent les échanges aux dépens des producteurs des pays en développement et contraignent les consommateurs des pays riches à payer davantage d'impôts et à dépenser plus pour les aliments. Des élites au service de leurs propres intérêts égoïstes amassent des ressources considérables aux dépens de populations rurales appauvries. De puissants investisseurs agissent sur les marchés des denrées alimentaires comme dans un vaste casino où la nourriture est un actif financier comme les autres, échangé sous la forme d'actions, d'obligations, ou divers produits dérivés. De gigantesques sociétés agroalimentaires opèrent dans l'ombre comme des oligopoles internationaux, déterminant l'organisation de compte à qui que ce soit. Et ainsi de suite.

Le Temps des Crises

L'année 2008 a marqué le début d'une nouvelle Ere de crises. L'effondrement de la banque Lehman Brothers, un baril de pétrole à 147 dollars et l'envol du prix des denrées alimentaires, générant des manifestations dans 61 pays, et des émeutes dans 23.⁵ En 2009, pour la première fois dans l'Histoire, le nombre de personnes souffrant de la faim a dépassé la barre symbolique du milliard.⁶ Les gouvernements des pays riches y ont répondu avec hypocrisie, affichant leur inquiétude tout en continuant à consacrer les milliards de dollars de leurs des contribuables à financer une industrie des agrocarburants en croissance constante, détournant les ressources agricoles vers les réservoirs de carburant au lieu de répondre aux besoins alimentaires. Puis, dans un grand mouvement de méfiance généralisée, les États les uns après les autres ont imposé des interdictions d'exportation, accélérant encore l'emballement des prix.

Dans le même temps, les bénéfices des sociétés agroalimentaires internationales se sont littéralement envolés, les retours sur investissements des spéculateurs ont atteint des niveaux record et une nouvelle vague d'accaparement des terres a frappé les pays en développement, sous la pression d'investisseurs publics ou privés réalisant des opportunités nouvelles d'investissement ou cherchant à sécuriser leur approvisionnement en matières premières agricoles.

Le chaos climatique nous a aujourd'hui plongés dans une seconde crise du prix des denrées alimentaires en trois ans, et rien ne dit que le système mondial va cette fois-ci mieux la gérer. Le pouvoir reste aux mains d'une minorité qui défend ses intérêts.

« Nous manquons de nourriture et avons faim, mais nous n'avons pas de quoi acheter beaucoup... Cette année est pire encore que les précédentes. Pire qu'en 2005 où les choses allaient déjà mal. »

Kimba Kidbouli, 60 ans, Niger, 2010

La paralysie imposée à tous par une puissante minorité peut s'avérer catastrophique. Les concentrations de gaz à effet de serre dans l'atmosphère dépassent déjà les niveaux durables et continuent d'augmenter de façon alarmante. Les terres s'épuisent et les réserves d'eau douce s'assèchent. Nous sommes entrés dans « l'ère anthropocène », une nouvelle époque géologique où l'activité humaine devient le principal facteur des changements sur la planète.

Notre système alimentaire surdimensionné est une des causes majeures de cette crise. Et il en devient rapidement une victime. Avec l'intensification des pressions sur les ressources et l'accélération du changement climatique ce sont les populations vulnérables et pauvres qui souffriront en premier des conditions météorologiques extrêmes, de la volatilité du prix des denrées alimentaires et de la ruée vers les terres et l'eau. Mais elles ne seront pas les seules.

De nouvelles recherches menées dans le cadre de ce rapport dressent un portrait sombre de ce que serait l'effet sur la faim dans le monde d'une accélération du changement climatique et de la raréfaction des ressources. Elles aboutissent à une prévision de l'augmentation mondiale du prix des cultures de base comprise entre 120 et 180 % d'ici à 2030. Un scénario catastrophe pour les pays pauvres importateurs de denrées alimentaires qui inclut les prémices d'un recul de grande ampleur du développement humain.



Ci-contre : Des familles de Flinigue, au Niger, reçoivent des bons alimentaires d'Oxfam. Ces bons leur laissent la liberté de choisir ce qu'ils achètent dans une boutique particulière. (Août 2010)

À droite : Kimba Kidbouli, 60 ans, Niger.

Une prospérité nouvelle

Ce futur n'est pourtant pas sûr. Une crise d'une ampleur telle que celle que l'on connaît aujourd'hui aboutit quasiment toujours à des changements majeurs : la Grande dépression et la Seconde guerre mondiale ont mené à la création d'un nouvel ordre mondial, aux Nations unies, au système de Bretton Woods, ainsi qu'à montée en puissance des États-providence. Après les crises pétrolières et économiques des années 1970, le keynésianisme s'est vu remplacé par une économie de laissez-faire et par le consensus de Washington.

Nous devons aujourd'hui relever plusieurs défis, notamment prendre la mesure des changements qui s'annoncent et définir une prospérité nouvelle, préparer une ère où la coopération remplacerait la concurrence et où le bien-être du plus grand nombre primerait sur les intérêts d'une minorité. Lors de la dernière crise des prix des denrées alimentaires, les politiques se sont heurtées aux limites de la gouvernance mondiale. Ils doivent aujourd'hui s'attaquer aux causes profondes du problème.

Trois changements majeurs sont requis :

- Premièrement, nous devons bâtir une **nouvelle gouvernance mondiale** pour prévenir les crises alimentaires. La priorité absolue des États doit être de lutter contre la faim et de réduire la vulnérabilité en créant des emplois et en investissant dans l'adaptation au changement climatique, la réduction des risques de catastrophes et la protection sociale. La gouvernance internationale (du commerce, de l'aide alimentaire, des marchés financiers et des financements climat) doit être transformée pour réduire les risques de futurs chocs et répondre plus efficacement lorsqu'ils surviennent.
- Deuxièmement, nous devons construire un **nouvel avenir pour l'agriculture** en privilégiant les besoins des petits producteurs dans les pays en développement, où le potentiel en termes de gains de productivité, d'intensification durable, de réduction de la pauvreté et de résilience est le plus grand. Les États et les entreprises doivent adopter des politiques et des pratiques garantissant l'accès des paysans aux ressources naturelles, aux technologies et aux marchés. Nous devons en outre remédier à la maldonne en matière d'affectation des ressources qui voit la grande majorité de l'argent public destiné à l'agriculture bénéficier aux exploitations agro-industrielles du Nord.
- Troisièmement, nous devons concevoir l'architecture d'un **nouvel avenir écologique** en mobilisant les investissements et en faisant évoluer les comportements des entreprises et des consommateurs, tout en concevant des accords mondiaux pour une distribution équitable des ressources rares. Le test décisif : la finalisation d'un accord mondial sur le changement climatique.

Tout cela impose un indispensable dépassement des intérêts particuliers. Ce dépassement est appelé de toutes parts : ces défis figurent d'ailleurs de plus en plus souvent en bonne place à l'agenda politique, que ce soit du fait de la pression des événements ou des militants, ou en raison des efforts de responsables politiques qui s'en sont eux-mêmes saisis.

C'est ainsi, par exemple, que l'indignation publique à l'égard du monde de la finance a permis l'adoption aux États-Unis de mesures législatives et, au Royaume-Uni et dans d'autres pays, les premiers pas dans le sens d'une régulation du secteur, malgré l'opposition bec et ongles organisée initialement par les banques face aux velléités de réforme. Une taxe sur les transactions financières est à l'ordre du jour au sein de l'Union européenne et du G20, avec des mesures pour endiguer la spéculation sur le prix des matières premières et réformer le commerce agricole. Même si, dans de nombreux pays riches, le poids des intérêts particuliers continue de peser lourdement sur le fonctionnement de l'aide alimentaire, une campagne d'opinion menée au Canada a permis de changer la donne dans ce pays en faveur d'une aide plus efficace. Le Canada du coup a pris la tête de négociations internationales visant à généraliser ces pratiques dans le reste du monde. Bien que les subventions agricoles demeurent considérables, plusieurs réformes ont permis de réduire leurs effets négatifs dans les pays en développement. Même si certaines industries polluantes continuent de s'opposer aux moindres avancées pour faire face aux changements climatiques, des entreprises ont su faire preuve de responsabilités en rompant avec l'unanimité.⁷ De plus en plus de pays sont en train de se fixer des objectifs courageux en termes de réduction des gaz à effet de serre ou investissent de façon ambitieuse dans des technologies propres. Conséquence : en 2009, les investissements mondiaux consacrés aux technologies renouvelables ont dépassé pour la première fois les dépenses engagées dans les carburants fossiles.⁸

Mais, il faut aller plus loin : c'est un véritable changement de cap qui est nécessaire. Pour cela, il faut, d'un côté, pouvoir compter sur des responsables politiques déterminés, investis de mandats clairs par leurs citoyens, et, de l'autre, des entreprises progressistes qui sachent se démarquer de celles qui ont fait le choix de ralentir voire de s'opposer aux avancées et, enfin, des consommateurs qui exigent d'elles qu'elles fassent de tels choix. Tout cela doit être mis en œuvre maintenant : la fenêtre de tir est étroite et peut rapidement se refermer. Les échéances sont claires et connues aujourd'hui : pour éviter les désastres du changement climatique, les émissions globales doivent cesser d'augmenter d'ici à 2015⁹ ; et pour éviter un emballement des prix des denrées alimentaires, la fragilité du système mondial doit être corrigée sans attendre.

« Le problème de la faim dans le monde ne doit pas se limiter à la production, mais englober les questions de marginalisation, d'inégalités croissantes et d'injustice sociale. Nous vivons dans un monde où la production alimentaire atteint des niveaux records, mais le nombre de personnes souffrant de la faim n'a jamais été aussi important. »

Olivier de Schutter, Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation lors de la conférence de la FAO, novembre 2009



La vision d'Oxfam

Oxfam agit face aux différentes crises du prix des denrées alimentaires depuis près de 70 ans : la Grèce en 1942, le Biafra en 1969, l'Éthiopie en 1984, le Niger en 2005, en plus de toutes les autres catastrophes silencieuses non relayées par les médias internationaux.

Pour nous, toutes ces crises auraient pu être évitées car elles résultent de décisions désastreuses, d'abus de pouvoir et de choix politiques corrompus. Enfin, de plus en plus souvent, Oxfam est appelé à aussi dans un nombre croissant de catastrophes liées au changement climatique.

Conformément à l'adage « mieux vaut prévenir que guérir », Oxfam milite donc contre les intérêts particuliers et les règles non équitables qui gangrènent le système alimentaire, telles que les règles commerciales biaisées, les politiques sur les agrocarburants qui visent à défendre des lobbies locaux, les promesses d'aide non tenues, le pouvoir des entreprises et l'inaction face au changement climatique.

De nombreuses autres organisations (société civile, organisations de producteurs, réseaux de femmes, mouvements prônant une meilleure alimentation, syndicats, entreprises responsables et consommateurs impliqués, campagnes locales pour un mode de vie à faible émission de carbone, pour la souveraineté alimentaire et pour le droit à la nourriture) font la promotion d'initiatives constructives pour modifier nos modes de production, de consommation et de pensée en matière d'alimentation.

Ensemble, nous voulons construire un mouvement mondial en faveur du changement. Ensemble, nous voulons mettre au défi les décideurs et les entreprises de changer de cap. Ensemble, nous voulons ouvrir la voie vers une prospérité d'un type nouveau.

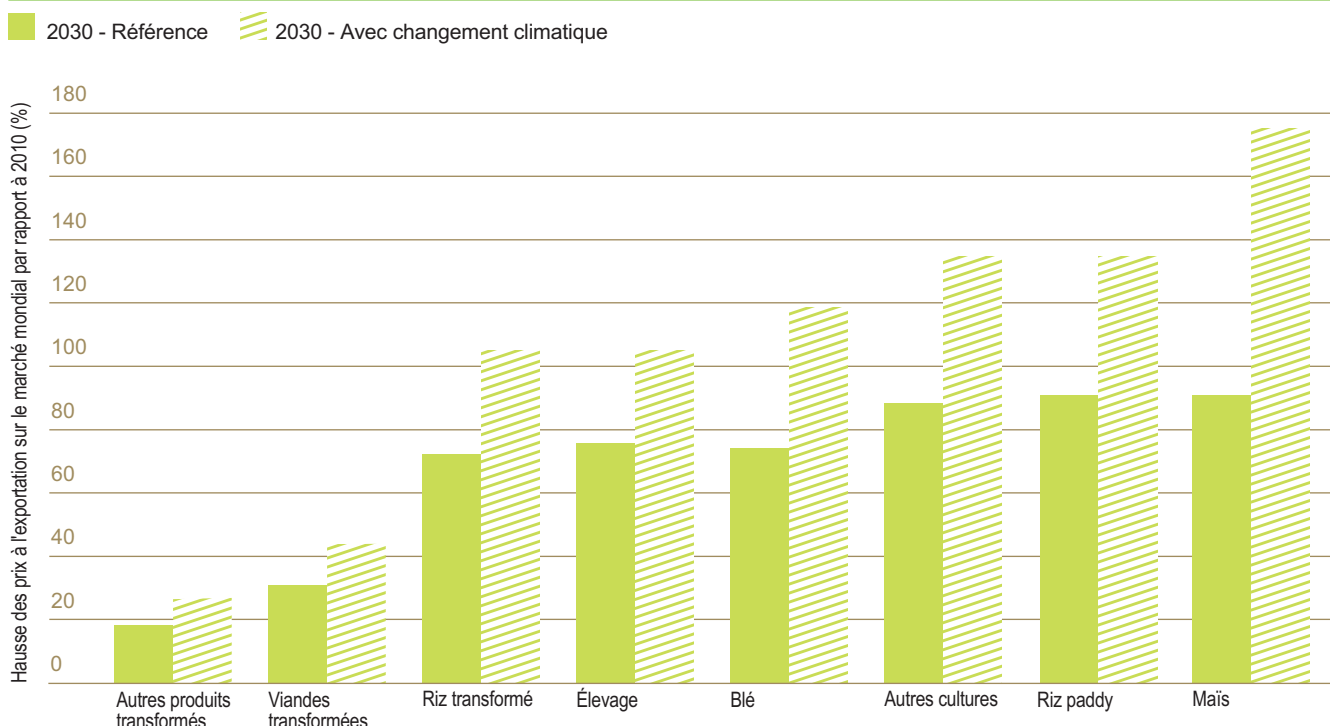
Ci-dessus : Des femmes du village de Dola construisent un bassin pour irriguer leurs cultures maraîchères. Les districts des montagnes népalaises ont manqué d'investissements dans l'agriculture et sont confrontés à l'augmentation du prix des denrées alimentaires et à une diminution des rendements à cause du changement climatique. (Népal, 2010)



2

LE TEMPS DES CRISES : UN SYSTÈME BIAISÉ ET DÉFAILLANT

Graphique 1 : Prévisions sur les changements effectifs du prix des denrées alimentaires au cours des 20 prochaines années



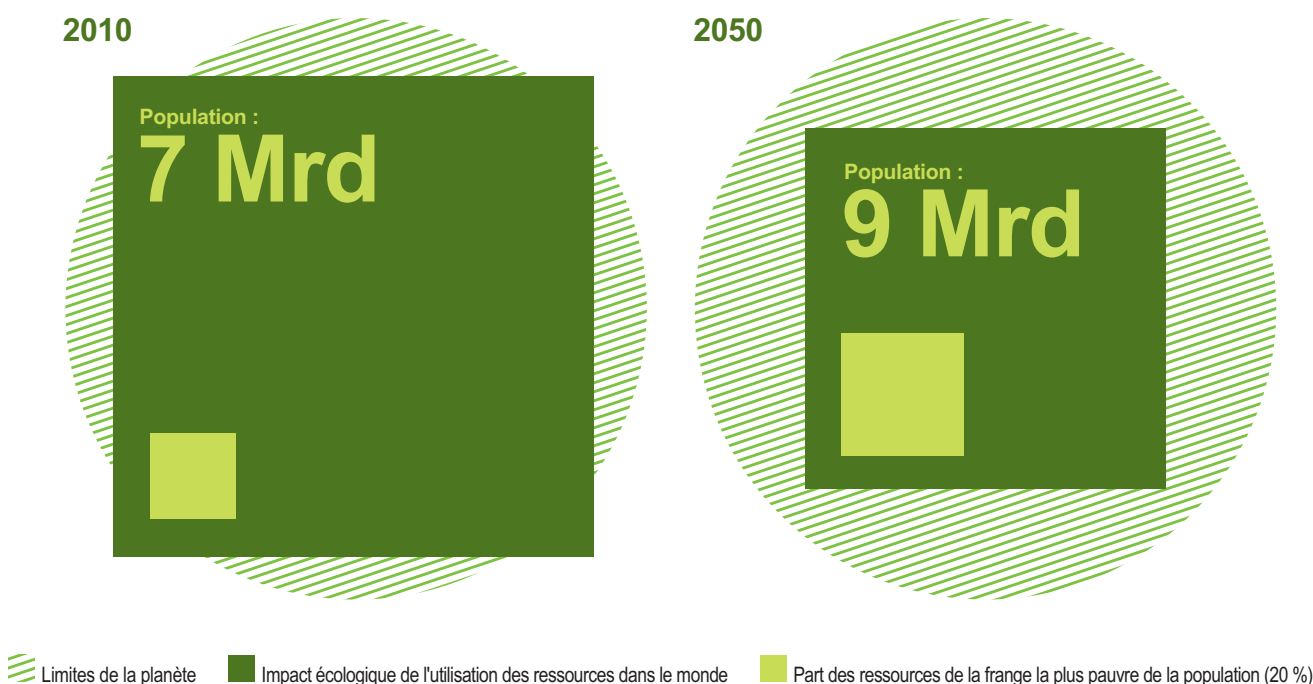
Source : Willenbockel (2011), « Exploring Food Price Scenarios Towards 2030 », Oxfam et IDS

2.1 Un système alimentaire défaillant

Le système alimentaire plie sous la pression intense du changement climatique, de la dégradation de l'environnement, de la croissance démographique, de la hausse du prix des énergies, de la demande croissante en viande et produits laitiers, et de la concurrence sur les terres. Il est pris en étau entre les besoins de l'industrie, de l'urbanisation et la demande en agrocarburants.

Tous les signaux d'alarmes sont au rouge. La flambée et l'instabilité des prix des denrées alimentaires dans le monde, le nombre croissant de conflits autour des ressources en eau, l'exposition accrue des populations vulnérables à la sécheresse et aux inondations sont autant de symptômes d'une crise qui pourrait s'installer durablement : on prévoit une augmentation de 70 à 90% du prix des denrées alimentaires d'ici à 2030 *sans tenir compte des effets du changement climatique*, qui devraient encore faire doubler ces prix (voir graphique 1).

Graphique 2 : Vers plus d'égalité avec une empreinte écologique acceptable pour la planète



C'est le défi inédit auquel nous sommes confrontés : poursuivre à la fois le développement humain et assurer une alimentation suffisante pour tous, et de parvenir en même temps à éradiquer les inégalités et l'extrême pauvreté sans aggraver notre empreinte écologique. Le graphique 2 illustre les objectifs à atteindre.

Même si la population mondiale augmente considérablement, nous devons :

- Réduire les impacts de la consommation à des niveaux durables, et
- Redistribuer la consommation au profit des plus pauvres.

Pour atteindre les résultats escomptés d'ici à 2050, il faudra une redistribution du pouvoir d'une minorité vers le plus grand nombre, d'une poignée d'entreprises et d'élites politiques vers les milliards de personnes qui produisent et consomment des denrées alimentaires dans le monde. La consommation devra être rééquilibrée au profit des populations pauvres pour permettre à chacun de bénéficier d'une alimentation adéquate et nutritive. Une partie de la production doit être déplacée des exploitations agricoles polluantes vers des exploitations plus petites, utilisant des modes de production durables. Il s'agira aussi de rééquilibrer les subventions qui renforcent aujourd'hui les grosses exploitations au détriment des petits producteurs. Les lobbies d'entreprises qui font pression sur les États et profitent de manière pernicieuse de la dégradation de l'environnement (comme les défenseurs et promoteurs de l'industrie du pétrole et du charbon) doivent être démantelés.

Pour y parvenir, nous devons relever trois défis majeurs :

- Premier défi : une production durable. Nous devons produire suffisamment de denrées alimentaires pour nourrir neuf milliards d'habitants d'ici à 2050 sans dépasser les limites environnementales de la planète ;
- Deuxième défi : l'égalité. Nous devons assurer aux hommes et femmes vivant dans la pauvreté le pouvoir de cultiver ou d'acheter suffisamment de nourriture pour manger à leur faim ;
- Troisième défi : la résilience. Nous devons maîtriser la volatilité des prix des denrées alimentaires et réduire la vulnérabilité au changement climatique.

Chaque défi s'accompagne de lignes de fracture où se joueront des luttes pour le pouvoir et les ressources. Ce chapitre présente chaque défi de manière détaillée.

2.2

Premier défi : une production durable

L'agriculture doit être en mesure de répondre à une exigence impérative : augmenter considérablement la production alimentaire tout en transformant radicalement les moyens de production. Selon les tendances actuelles, la demande alimentaire mondiale devrait augmenter de 70 % d'ici à 2050¹⁰ en raison de la croissance démographique et du développement économique. La population sur Terre devrait passer de 6,9 milliards actuellement à 9,1 milliards en 2050 (un tiers de plus¹¹), date à laquelle on estime que sept personnes sur dix vivront dans des pays à faible revenu et à déficit vivrier (PFRDV).¹²

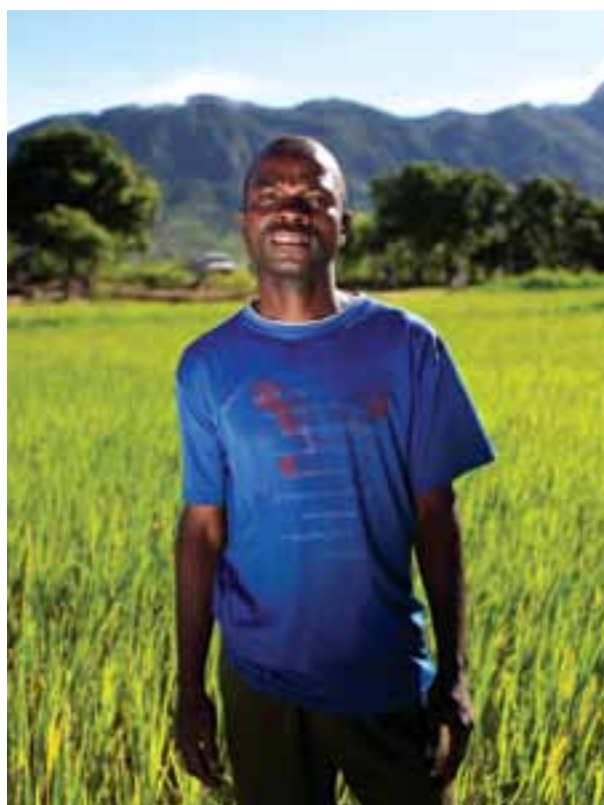
De telles prévisions présentent forcément une importante marge d'erreur. Des investissements plus importants dans des solutions renforçant la défense et l'autonomisation des femmes (surtout en améliorant l'accès à l'éducation et aux soins de santé) devraient ainsi ralentir la croissance démographique et la stabiliser.

L'instinct malthusien, consistant à pointer du doigt le nombre croissant de pauvres comme responsables des pressions sur les ressources, ne tient pas : en effet, les populations pauvres influent en réalité très peu sur la demande mondiale. Ce sont, en fait, les rapports de force biaisés et les schémas de consommation inéquitables qui sont le vrai problème.

L'économie mondiale devrait tripler d'ici à 2050, avec un partage de la production passant d'un cinquième à plus de la moitié en faveur des économies émergentes.¹³ Il s'agit d'un point positif et essentiel pour relever les défis d'égalité et de résilience. Mais pour rendre ce niveau de développement viable, une transition sans précédent vers des modes de consommation plus durables doit survenir dans les économies industrialisées comme sur les marchés émergents.

« Nous avons mis en place ce plan d'irrigation, car nous étions confrontés à des conditions climatiques difficiles. [...] Il est impossible d'obtenir une récolte suffisante pour tenir toute l'année en ne dépendant que des pluies. Nous disposons désormais d'une réserve d'eau pendant la saison sèche et pouvons planter plusieurs cultures sur une même année : blé, riz et tomates. Nous avons réussi à nous mettre à l'abri des problèmes que rencontrent bien d'autres personnes. »

Charles Kenani, paysan, Malawi



À droite : Charles Kenani dans sa rizière. Le programme d'irrigation Mnembo financé par Oxfam a aidé 400 familles du Malawi à transformer leurs cultures traditionnelles à faible rendement en récoltes à grand volume exploitées toute l'année, source de nourriture et de revenus. (Malawi, 2009)

À l'heure actuelle, des revenus plus élevés et une urbanisation croissante amènent les individus à consommer moins de céréales et plus de viande, de produits laitiers, de poisson, de fruits et de légumes. Un tel régime « occidental » aggrave la pression sur des ressources encore plus rares, comme la terre et l'eau et dégradent l'atmosphère (voir graphique 3).

Dans le même temps, dans plus de la moitié des pays industrialisés, au minimum 50 % de la population est en surpoids¹⁴ et le volume de denrées alimentaires gaspillé par les consommateurs est considérable (probablement 25 %).¹⁵

Essoufflement de l'augmentation des rendements

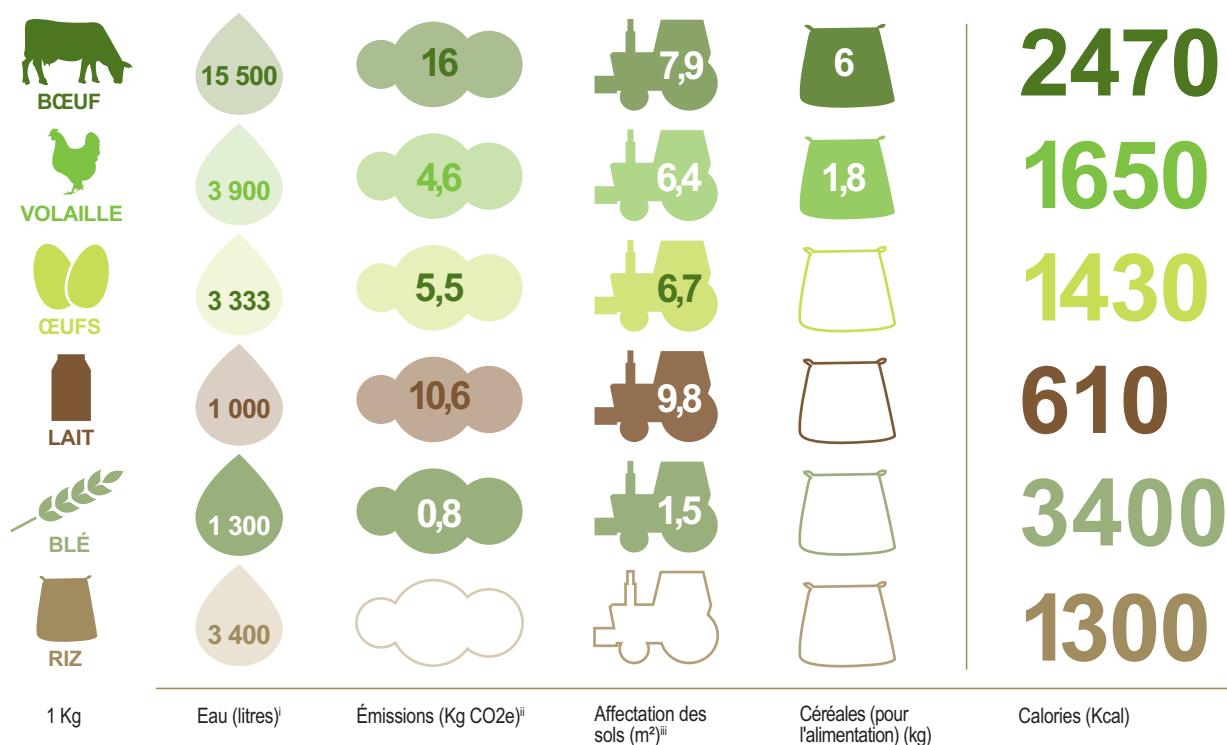
Par le passé, l'augmentation des rendements a permis de satisfaire (voire devancer) une demande en hausse, mais les résultats enregistrés au siècle dernier s'essouffent. La croissance totale du rendement dans le monde était de 2 % par an en moyenne entre 1970 et 1990, avant de chuter à tout juste 1 % entre 1990 et 2007. Ce déclin devrait se poursuivre au cours de la prochaine décennie, avec une croissance inférieure à 1 %.¹⁶

En 2008, le Service de recherches économiques du ministère de l'Agriculture des États-Unis a observé que la consommation mondiale de céréales et de graines oléagineuses avait dépassé la production sept années sur huit entre 2001 et 2008.¹⁷

Les exploitations agro-industrielles modernes produisent de plus en plus vite pour au final faire du surplace. Autrement dit, l'intensification de l'irrigation et de l'utilisation d'engrais a ses limites, qui sont presque atteintes. Excepté dans certaines régions du monde en développement, l'élargissement des surfaces irriguées n'est plus d'actualité.¹⁸ L'utilisation intensive d'engrais s'avère de moins en moins rentable et nuit gravement à l'environnement.

Mais ce n'est pas le cas partout. Dans les pays en développement, il existe un fort potentiel inexploité pour augmenter les rendements dans les petites exploitations agricoles.¹⁹ Ce potentiel peut s'exprimer pleinement avec un investissement adéquat qui permettrait de répondre à ce premier défi d'une production durable tout en développant l'agriculture au profit des populations les plus pauvres.

Graphique 3 : Empreintes écologiques des différentes denrées alimentaires



ⁱ Partant du poids moyen de 60 gr pour un œuf et d'une densité de 1 kg par litre de lait

ⁱⁱ Basé sur la production en Angleterre et au Pays de Galles

ⁱⁱⁱ Basé sur la production en Angleterre et au Pays de Galles, partant d'une production de qualité identique

Sources : Eau <http://goo.gl/MtngH> ; émissions et affectation des sols <http://goo.gl/T12ho> ; céréales <http://goo.gl/4CgFB> ; calories <http://goo.gl/7egTT>

Des politiques décidées par une minorité

Malgré un fort potentiel, l'investissement dans l'agriculture des pays en développement reste négligeable. Entre 1983 et 2006, la part de l'agriculture dans l'aide aux pays en développement (APD) a chuté de 20,4 % à 3,7 %, soit en valeur absolue un déclin de 77 %.²⁰ Pendant cette période, les gouvernements des pays riches ont continué de subventionner leurs propres secteurs agricoles. Ces subventions ont atteint plus de 250 milliards de dollars par an²¹ (soit 79 fois l'aide à l'agriculture pour les pays en développement),²² sapant tout espoir de compétitivité pour les paysans des pays pauvres. Face à ces contradictions, de nombreux États des pays en développement ont choisi de ne pas investir dans l'agriculture, creusant ainsi un peu plus le fossé.

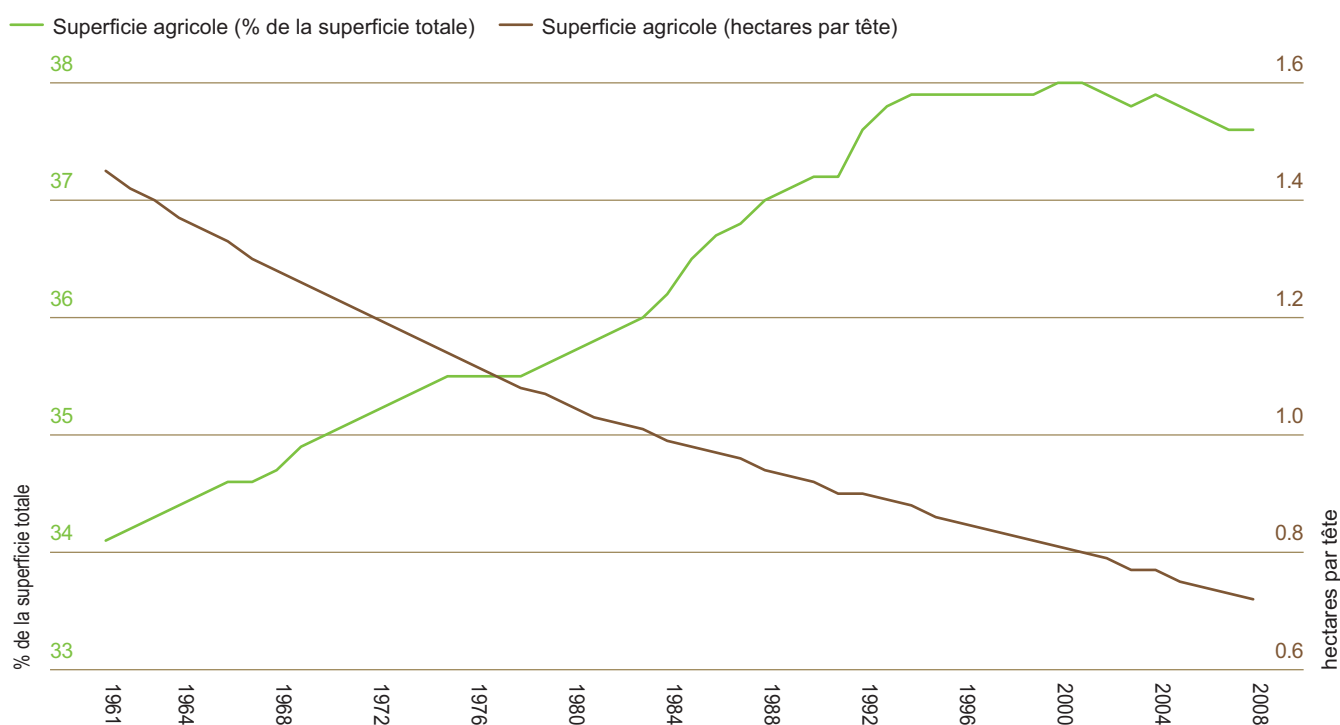
Le coût des subventions des pays riches est supporté non seulement par les agriculteurs pauvres dans le monde en développement, mais aussi doublement par les habitants des pays riches, qui voient leurs impôts augmenter et doivent payer plus cher pour se nourrir. En 2009, on estime que la Politique agricole commune (PAC) de l'Union européenne a alourdi le poids de la fiscalité de 79,5 milliards d'euros tout en provoquant une augmentation totale de 36,2 milliards d'euros supplémentaires du prix des denrées alimentaires.²³ Cette hausse représenterait, selon un calcul, pas loin de 1 000 euros par an pour une famille type de quatre individus en Europe. Ironie du sort, la PAC prétend aider les petits producteurs européens, mais c'est la minorité la plus aisée qui en bénéficie le plus : environ 80 % du soutien direct aux revenus est versé à la minorité la plus riche (20 %), principalement d'importants propriétaires terriens et des grandes sociétés agroalimentaires.²⁴ Jamais, dans toute l'histoire de l'agriculture, autant d'argent n'a été prélevé auprès de la majorité et donné à une telle minorité.

Au lendemain de la crise du prix des denrées alimentaires de 2008, les pays riches ont annoncé la mise en place de l'initiative de sécurité alimentaire de L'Aquila lors du sommet du G8 en Italie. Cette initiative engage les pays riches à mobiliser 20 milliards de dollars sur trois ans, à investir dans les pays en développement. Une tentative d'expiation des fautes commises dans le passé pour le moins décevante. Cette promesse représente en effet une fraction dérisoire des subventions prodiguées par les pays riches aux secteurs des agrocarburants, l'un des principaux facteurs de la flambée des prix de 2008.²⁵ Pire encore, une grande part de cette somme provient en réalité d'anciennes promesses ou a été comptabilisée deux fois au détriment d'autres engagements. Dans le cas de l'Italie, l'initiative de L'Aquila a abouti, dans les faits, à une *réduction* de l'aide.²⁶

Les gouvernements des pays riches n'ont pas su résister à la mainmise des lobbies agricoles sur l'élaboration des politiques agricoles ; avec comme résultats une chute drastique de la productivité agricole, l'augmentation de la pauvreté dans le Sud, et l'extorsion de centaines de milliards de dollars par an aux contribuables du Nord.



Graphique 4 : La part des terres dédiées à l'agriculture à son plus haut niveau



Source : Calculs extraits de <http://faostat.fao.org/DesktopDefault.aspx?PageID=377&lang=fr#ancor>

Amenuisement des ressources naturelles

À la forte augmentation de la demande alimentaire répond un volume de ressources qui s'épuise rapidement, grevé par la production d'agrocarburants, le stockage de CO₂ ainsi que la conservation des forêts, la production de bois et les cultures non alimentaires. Au final, la part des terres dédiées à la production alimentaire est à son plus haut niveau (voir graphique 4).

« ... l'acquisition d'une terre s'accompagne du droit d'exploiter l'eau qu'elle contient, sorte de bonus gratuit dans la plupart des pays, mais susceptible de devenir le bien le plus précieux de la transaction. »

Peter Brabeck-Lethmath, PDG de Nestlé

Dans le même temps, la superficie de terres arables par habitant fond littéralement, avec une diminution de presque la moitié depuis 1960.²⁷ Personne ne connaît véritablement la superficie restante, mais il ne fait aucun doute qu'il en reste peu.²⁸ Très souvent, les terres considérées comme inexploitées ou marginales jouent en fait un rôle fondamental dans les moyens de subsistance des populations marginalisées telles que les éleveurs, les peuples autochtones et les femmes.

L'extension des surfaces de production ne devrait pas permettre de répondre à l'augmentation de la demande. Néanmoins, toute terre identifiée sera sans aucun doute très prisée. La grande majorité de ces terres semble se trouver en Afrique sub-saharienne et en Amérique latine.

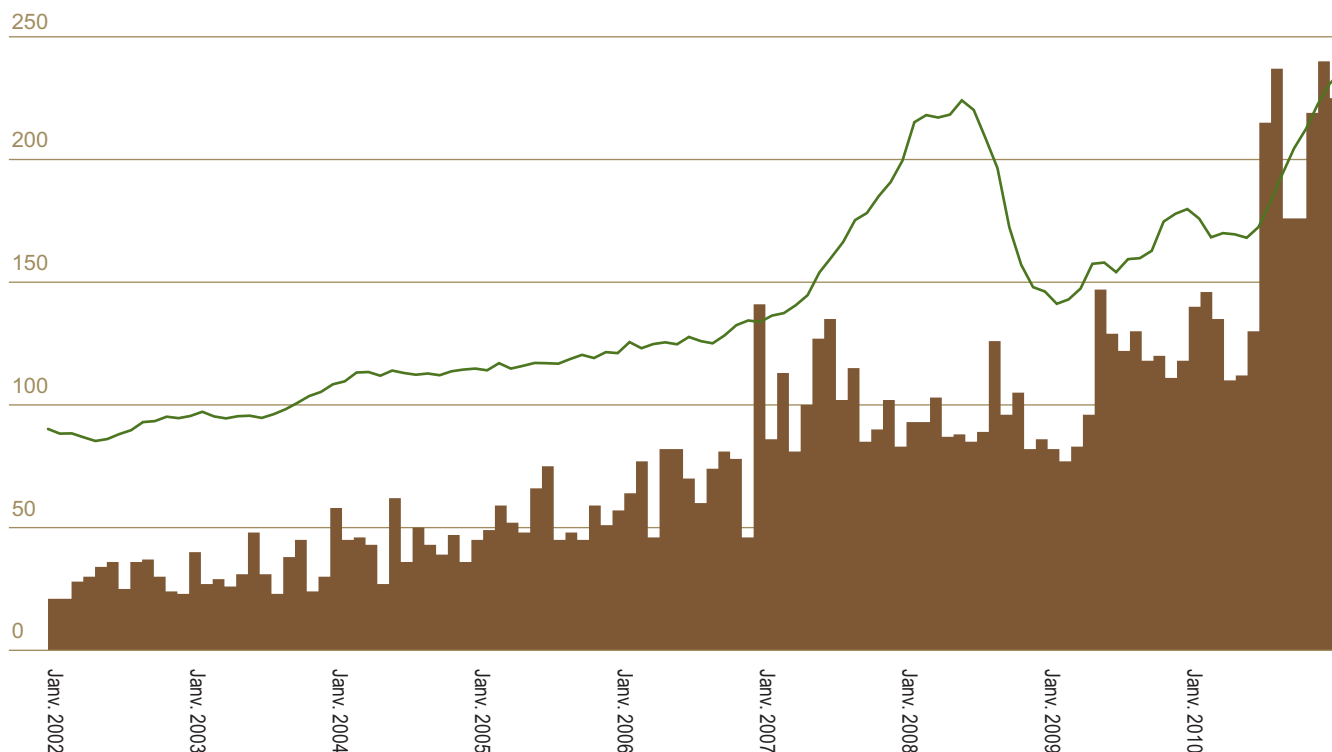
L'eau indispensable à l'agriculture est déjà plus rare que les terres. Près de trois milliards de personnes vivent dans des zones où la demande dépasse l'offre.³⁰ En 2000, un demi-milliard de personnes vivaient dans des pays en situation de pénurie chronique d'eau ; d'ici à 2050, cela devrait concerner plus de quatre milliards de personnes.³¹ D'ici à 2030, on prévoit une augmentation de 30 % de la demande en eau.³²

L'agriculture utilise 70 % du volume total d'eau douce exploité dans le monde.³³ Elle est à la fois un facteur aggravant et une victime des pénuries d'eau. Le changement climatique ne va faire qu'exacerber un problème déjà grave, particulièrement dans les régions déjà sous pression. Le recul des glaciers va réduire les débits des grands fleuves ; par exemple, le Gange, le fleuve Jaune, l'Indus et le Mékong dépendent tous de la chaîne himalayenne. La hausse du niveau des mers va saliniser l'eau douce, tandis que les inondations vont contaminer l'eau potable.

Ci-contre : Au Cambodge, le prix du riz a atteint des sommets en 2008. Le tas de riz sur la gauche a été acheté en 2008 et le tas sur la droite montre la quantité que la même somme aurait permis d'acheter en 2007. (Cambodge, 2008)

Graphique 5 : L'accaparement des terres suite à la crise du prix des denrées alimentaires de 2008

— Indice FAO des prix des denrées alimentaires (2002–2004 = 100) ■ Nombre d'articles de presse mensuels sur l'accaparement des terres



Source : FAO <http://www.fao.org/worldfoodsituation/wfs-home/foodpricesindex/fr/> et <http://www.factiva.com>

Le Moyen-Orient donne un aperçu des lendemains possibles. Les aquifères s'épuisent rapidement et la superficie irriguée recule. En Arabie saoudite, la production de blé s'est effondrée de plus de deux tiers depuis 2007, et si les tendances actuelles se confirment, le pays deviendra entièrement dépendant des importations dès l'année prochaine.³⁴ Les États du Moyen-Orient figurent parmi les plus gros investisseurs fonciers en Afrique,³⁵ motivés non pas par la pénurie de terres, mais d'eau.

De nombreux gouvernements et élites des pays en développement accordent de vastes terres à des prix sacrifiés, à grand renfort de corruption. Les entreprises et les investisseurs s'enrichissent, tandis que les États en situation d'insécurité alimentaire se ruent pour sécuriser leur approvisionnement. Cette ruée a commencé avec la crise du prix des denrées alimentaires de 2008, et se poursuit sans fléchir : en 2009, l'Afrique a fait l'objet d'investissements fonciers correspondant à 22 années normales en seulement 12 mois (voir graphique 5).³⁶

Une recherche menée par l'ILC (International Land Coalition), Oxfam Novib et des partenaires a permis d'identifier près de 1 500 transactions foncières en cours de négociations ou conclues depuis 2000, pour une superficie totale de 80 millions d'hectares³⁷, dont une grande majorité a commencé après 2007. Plus de 60 % de ces terres se trouvent en Afrique.³⁸

Bien sûr, les investissements peuvent s'avérer bénéfiques. Mais une flambée des prix telle que celle de 2008 a affolé les investisseurs, un grand nombre d'entre eux agissant de manière spéculative ou par crainte de perdre de l'argent. Et pourquoi pas après tout ? Le foncier est souvent très bon marché, apparemment inexploité, et de toutes les manières l'investissement foncier est un pari unilatéral à l'heure actuelle : les prix ne feront qu'augmenter au fur et à mesure de la raréfaction des terres. Les investisseurs ont acheté des terres au-delà de leur capacité d'exploitation, ce qui a amené la Banque mondiale à se demander si l'objectif ne devait pas être de verrouiller les conditions actuelles très favorables et éviter toute concurrence future.³⁹ D'après la recherche la plus complète à ce jour, 80 % des investissements récents restent inexploités.⁴⁰

Encadré 1 : Un nouveau type d'investisseur foncier

La rareté est toujours source d'opportunité. Et les investisseurs financiers sont passés maîtres dans l'art de traduire une opportunité en profit. De nombreux fonds spéculatifs, fonds de capital d'investissement, fonds souverains et investisseurs institutionnels achètent aujourd'hui des terres agricoles dans les pays en développement. L'un d'entre eux, Emergent Asset Management, profite actuellement d'opportunités sur des terres vraiment très bon marché en Afrique subsaharienne.⁴¹

Emergent a précisé qu'une terre en Zambie, bien que figurant parmi les plus chères d'Afrique subsaharienne, se négocie à seulement un huitième du prix d'une terre comparable en Argentine ou au Brésil, et moins d'un vingtième d'une terre similaire en Allemagne. Emergent part du principe que la terre va générer d'importants retours avec la flambée des prix, en partie en raison de la demande foncière croissante des puissances alimentaires que sont le Brésil et la Chine.⁴²

L'une des stratégies d'Emergent consiste à identifier des exploitations mal gérées ou en perdition, à les acheter à des prix dérisoires, puis à les transformer pour bénéficier de retours maximum. Une appréciation rapide du prix des terres fait office de filet de sécurité en cas d'échec de cette stratégie risquée.

L'agriculture a désespérément besoin d'investissements. Selon Emergent, il ne s'agit pas seulement de créer des banques foncières, mais également d'investir pour accroître la productivité et intégrer de nouvelles techniques et technologies, ainsi que de réaliser des « investissements sociaux » dans les écoles, les hôpitaux et le logement. Certains investisseurs risquent toutefois d'être uniquement intéressés par un retour facile sur le foncier et ne souhaiteront pas s'engager dans une culture vivrière, plus délicate.

Changement climatique

Le changement climatique menace sérieusement la production alimentaire, tout d'abord en freinant davantage les rendements. On estime que les rendements des rizières risquent de chuter de 10 % pour chaque augmentation de 1 °C des températures minimum lors du cycle végétatif sec.⁴³ Des travaux de modélisation révèlent que les pays d'Afrique subsaharienne pourraient connaître une baisse catastrophique de leurs rendements de 20 à 30 % d'ici à 2080, voire même de 50 % au Soudan et au Sénégal.⁴⁴

Le changement climatique va ensuite accroître la fréquence et la gravité des événements météorologiques extrêmes tels que vagues de chaleur, sécheresses et inondations qui peuvent anéantir d'un coup toutes les récoltes. Dans le même temps, des changements saisonniers lents et insidieux, comme des périodes sèches plus longues et plus chaudes, des cycles végétatifs plus courts et des régimes d'averses imprévisibles désorientent les paysans pauvres qui ont de plus en plus de difficultés à déterminer quand labourer, semer et récolter.⁴⁵

Pour les populations sans revenu, sans économies, ni accès aux soins de santé ou à un système de sécurité sociale comme c'est le cas dans les pays industrialisés, les chocs dus à des catastrophes climatiques ou à des saisons décalées les contraignent souvent à se priver de nourriture, à vendre des biens essentiels pour leurs moyens de subsistance ou à retirer leurs enfants de l'école. Les stratégies d'adaptation à court terme peuvent avoir des conséquences négatives à long terme, aggravant la pauvreté et la vulnérabilité.

Malgré l'ampleur et l'urgence du problème, les États ne sont pas parvenus à prendre les mesures adéquates pour réduire leurs émissions, collectivement ou individuellement. Au contraire, ils ont cédé aux sirènes de leurs lobbies industriels, un petit nombre d'entreprises refusant toute transition vers un avenir durable et bénéfique pour tous les autres (voir encadré 2).

Encadré 2 : Industries sales et lobbying malpropre

Le lobbying des industries polluantes a eu au moins un effet : il a gelé les ambitions de l'Europe en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, marginalisant son influence dans les négociations et empêchant toute transition vers une économie à faible émission de carbone. Dans le même temps, d'autres ont rattrapé leur retard et même pris une longueur d'avance, surtout la Chine, qui est devenue le plus gros investisseur étatique au monde dans les solutions renouvelables.⁴⁶ On retrouve les lobbies les plus influents au sein des industries de l'acier, du pétrole et du gaz, des produits chimiques et du papier (et des organisations qui agissent en leur nom),⁴⁷ ainsi que de regroupements intersectoriels plus vastes, dont le plus désolant par son comportement est BusinessEurope (la principale organisation patronale en Europe), auxquels appartient la majorité des grandes entreprises prétendument très concernées par le changement climatique. Ces organisations sont très peu connues du grand public, ce qui permet aux entreprises supposées « responsables » d'agir sans ternir leur image.

Les entreprises ne se contentent pas d'exercer un lobby pour freiner toute lutte ambitieuse contre le changement climatique, elles s'évertuent également à détourner les réglementations à leur avantage. Par exemple, ArcelorMittal, la plus grande aciérie privée au monde, a tout mis en œuvre pour obtenir des franchises dans le cadre du mécanisme d'échange de droits d'émission (ETS, Emissions Trading Scheme) de l'Union européenne. L'entreprise a largement bénéficié de son lobbying, obtenant des franchises qui l'autoriseront potentiellement à *augmenter* ses émissions à l'avenir. Toutes ces franchises excessives atténuent les pénalités accompagnant les émissions de carbone et discréditent les initiatives en faveur de l'investissement dans des technologies propres que le marché du carbone était censé fournir. En 2012, ArcelorMittal pourrait gagner plus d'un milliard d'euros grâce à ces franchises,⁴⁸ pervertissant ainsi le principe du pollueur-payeur au cœur du mécanisme ETS.

Encadré 3 : L'huile de palme ronge les forêts du monde

Le palmier à huile est une culture remarquable, avec un fort rendement et une croissance rapide. L'huile qui en est extraite est un ingrédient polyvalent utilisé partout dans le monde, bien souvent sans que les consommateurs le sachent. On en trouve dans le chocolat, les produits de boulangerie, les sauces, les chips, la margarine, certains fromages, les confiseries et les plats préparés. Elle est surtout produite dans de grandes plantations en Malaisie et en Indonésie et achetée en grandes quantités par des transformateurs alimentaires tels que Kraft, Unilever et Nestlé.

Notre appétit pour l'huile de palme semble insatiable. La demande devrait doubler entre 2000 et 2050.⁵³ Cet engouement s'accompagne d'implications terrifiantes pour les forêts tropicales d'Indonésie, où chaque minute les plantations dévorent un hectare supplémentaire de l'un des principaux écosystèmes absorbant le carbone de la planète.⁵⁴

Si environ 80 % de l'huile de palme est destiné à l'industrie agroalimentaire,⁵⁵ un volume croissant sert également à produire des agrocarburants. Comme les réglementations en vigueur dans l'Union européenne, aux États-Unis et au Canada requièrent une teneur minimale en agrocarburants dans l'essence et le diesel, elles encouragent directement la déforestation, l'huile de palme remplaçant d'autres huiles comestibles détournées pour les agrocarburants. Selon Oxfam, même si l'Union européenne exclut tout agrocarburant produit à partir des terres ayant fait l'objet d'une déforestation, les exigences européennes de teneur minimales en agrocarburants se traduiraient de fait par des émissions de CO₂ issues de la déforestation pouvant atteindre 4,6 milliards de tonnes... soit environ 70 fois les économies de CO₂ annuelles annoncées par l'Union européenne si elle atteignait son objectif de tirer 10 % de son énergie dédiée au transport des agrocarburants d'ici à 2020.⁵⁶

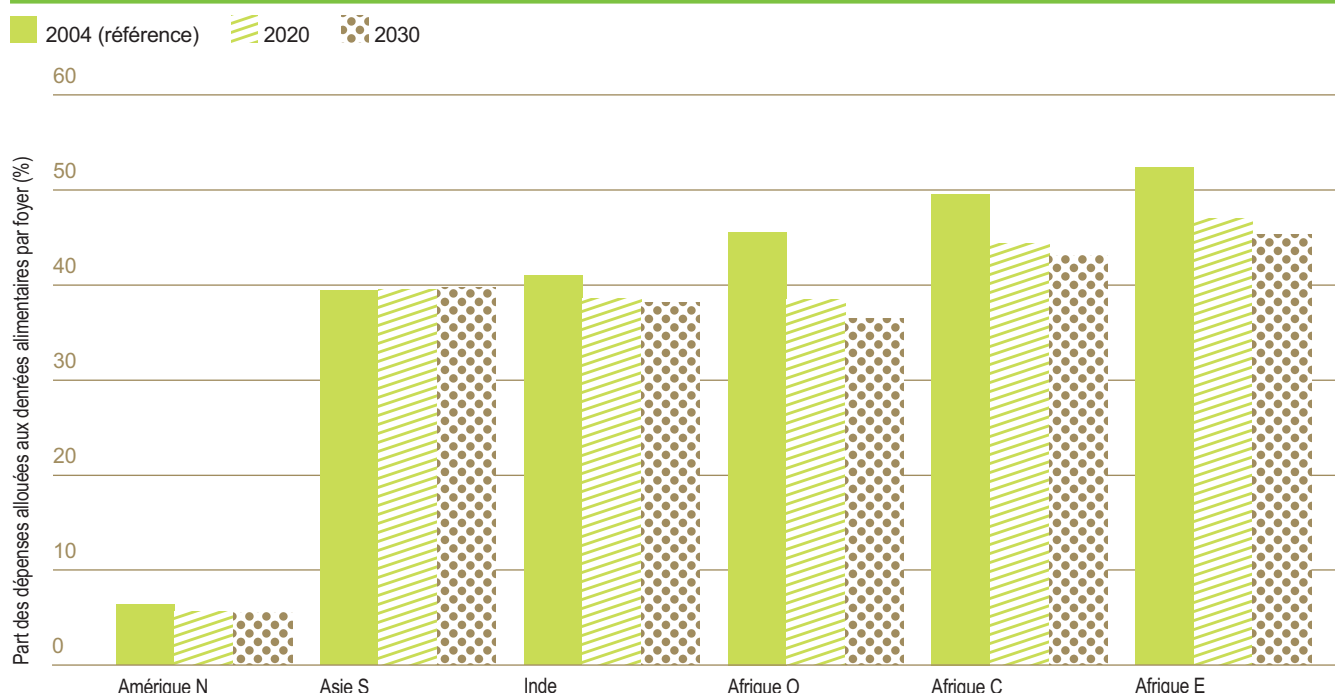
Si le changement climatique menace l'agriculture, notre mode de production menace également le climat. Même s'il ne s'agit pas du seul facteur d'émissions de gaz à effet de serre, ni même du principal, l'agriculture y participe considérablement, avec une part comprise entre 17 et 32 % de l'ensemble des émissions de gaz à effet de serre imputables à l'homme.⁴⁹ Dans l'agriculture, les principaux facteurs d'émissions sont l'utilisation d'engrais et l'élevage.⁵⁰ Et malheureusement, ceux-ci sont amenés à croître rapidement.⁵¹

Toutefois, le changement d'affectation des sols constitue le principal facteur d'émissions agricoles ;⁵² la conversion de terres sauvages en terres agricoles peut engendrer de grandes quantités de gaz à effet de serre, notamment s'il s'agit initialement de forêts et de zones humides (voir encadré 3).

« ... il arrive maintenant que les précipitations soient trop abondantes et détruisent les cultures, ou inexistantes, et alors les cultures dépérissent. Dans un cas comme dans l'autre, cela entraîne une pénurie de nourriture l'année suivante. Que faire par rapport aux précipitations ? »

Killa Kawalema, paysan, Malawi

Graphique 6 : Prévisions jusqu'en 2030 des dépenses allouées aux denrées alimentaires par foyer



Démographie, pénurie et changement climatique : un scénario catastrophe propice aux famines

Prédire l'avenir est une entreprise très délicate. L'équation production agricole / nutrition comporte de nombreuses inconnues. Pourtant, les projections et scénarios détaillés élaborés dans le cadre du présent rapport aboutissent tous à une même conclusion : le monde s'expose à un risque réel et imminent d'importants revers dans la lutte contre la faim.⁵⁷ Ce risque *n'est pas* une menace lointaine. Il se manifeste aujourd'hui, va s'intensifier lors de la prochaine décennie et perdurera tout au long du XXI^e siècle, car l'écologie, la démographie et le changement climatique concourent à créer un cercle vicieux de vulnérabilité et de famine dans certains des pays les plus pauvres de la planète.

Il existe des solutions. Mais, l'analyse différents scénarios d'avenir, ne pointe pas dans leur direction : elle met au contraire en évidence une communauté internationale inconsciente du déclin annoncé de l'espèce humaine. Un déclin sans précédent et pourtant évitable. Les recherches menées dans le cadre de ce rapport ont exploré une série de scénarios sur le prix des denrées alimentaires pour 2020 et 2030 en s'appuyant sur les modèles du commerce international.⁵⁸ Conclusion : en l'absence d'action urgente et résolue pour lutter contre le réchauffement de la planète, le prix des aliments de base devrait flamber au cours des vingt prochaines années. S'appuyant sur un modèle différent, mais qui présage une tendance similaire, l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI) a récemment estimé que, si le changement climatique n'était pas contenu, 12 millions d'enfants supplémentaires seraient condamnés à souffrir de la faim d'ici à 2050..⁵⁹

Ces chiffres ne révèlent toutefois qu'une partie seulement de l'ampleur de la menace. En une seule génération, le monde a la capacité aujourd'hui de supprimer le spectre de la faim pour une population d'enfants de moins de cinq ans plus nombreuse que tous les enfants de cet âge vivant en France, en Allemagne et au Royaume-Uni. L'inaction ou l'incapacité à agir, serait une abdication des responsabilités et un échec sans précédent du leadership international : car cette tragédie est évitable si (et seulement si) les États agissaient résolument dans les prochaines années pour l'éviter.

Pourquoi s'intéresser au prix des denrées alimentaires ? Tout d'abord parce que le prix des denrées alimentaires dans le monde est un indicateur essentiel de l'impact des grands changements démographiques, écologiques et climatiques sur le système alimentaire. Une hausse des prix témoigne de déséquilibres entre une offre insuffisante et une demande croissante. Ensuite, le prix des denrées alimentaires influe considérablement sur la famine, car il conditionne la capacité des populations (et des pays) pauvres à accéder à des produits à valeur nutritive (calories). Il convient naturellement de ne pas envisager les prix de façon isolée : le pouvoir d'achat est également influencé par les revenus. Toutefois, dans de nombreuses régions en développement souffrant le plus de malnutrition, les denrées alimentaires représentent près de la moitié des dépenses moyennes d'un foyer, et une part encore plus importante pour les personnes pauvres (voir graphique 6).⁶⁰

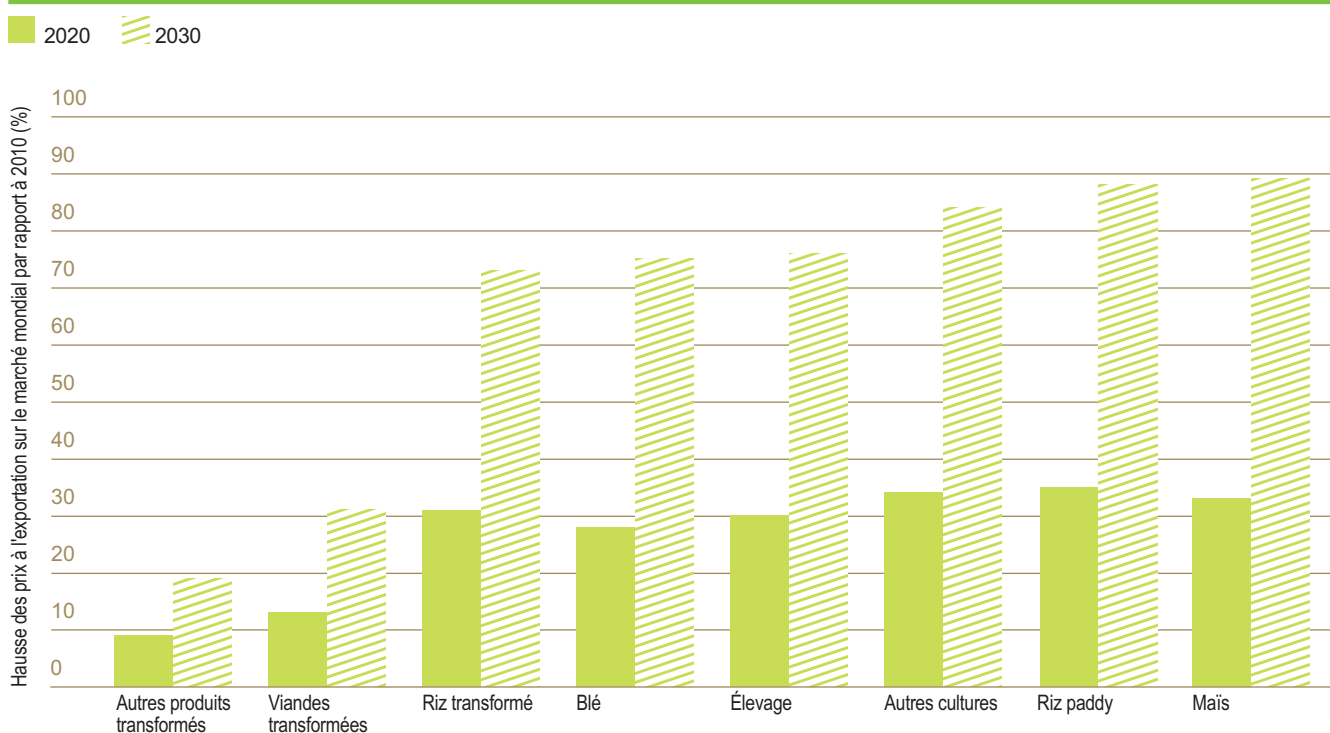
'Exploring Food Price Scenarios Towards 2030'
www.oxfam.org/grow

Les prévisions internationales sur les prix des principaux aliments de base révèlent l'ampleur des pressions qui s'exercent sur le système alimentaire. Au cours des vingt prochaines années, le prix des denrées telles que le riz, le blé et le maïs devrait augmenter de 60 à 80 % (voir graphique 7). Cette hausse devrait frapper plus durement les plus pauvres. Par exemple, bien que l'alimentation représente en moyenne 46 % des dépenses d'un foyer en Afrique de l'Ouest, cette part grimpe à 53 % dans les foyers maliens les plus démunis (20 %). Et bien que dans la majeure partie de l'Asie du Sud, 40 % du total des dépenses du foyer soient consacrés à l'alimentation, cette part atteint 64 % pour la frange la plus défavorisée des foyers sri lankais.⁶¹

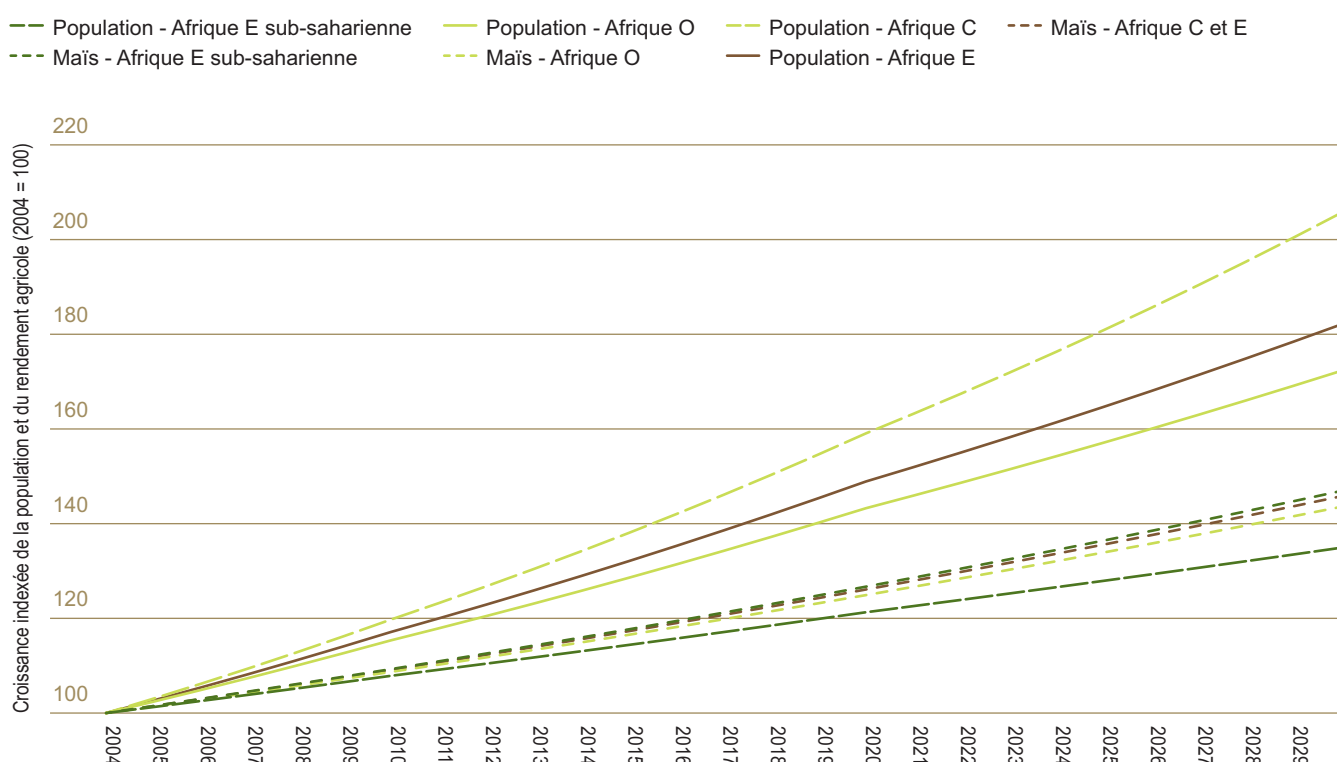
Des prévisions mondiales de ce type occultent et minimisent les scénarios selon les régions. Des données ventilées sur quatre régions africaines soulignent des divergences majeures et soutenues entre la croissance démographique et la croissance de référence de la productivité agricole. Dans ces régions, la population cumulée dépasse 870 millions d'habitants et les taux de malnutrition comptent parmi les plus élevés au monde. En Afrique de l'Ouest, la population devrait augmenter en moyenne de 2,1 % par an, alors qu'un simple prolongement des gains de productivité passés ne permettra d'augmenter la production de maïs que de 1,4 % par an jusqu'en 2030 (voir graphique 8a).

En Afrique du Sud et du Sud-Est, le gain de productivité sur le maïs devrait être à peine supérieur, alors qu'une croissance démographique plus lente est prévue. Si la divergence productivité/croissance démographique est moins marquée dans d'autres endroits du monde, les prévisions en Asie de l'Est (hormis la Chine), en Inde et dans le reste de l'Asie centrale et du Sud concluent toutes à un avenir où l'agriculture peinera à tenir le rythme de l'augmentation de la demande inhérente à la croissance démographique (voir graphique 8b).

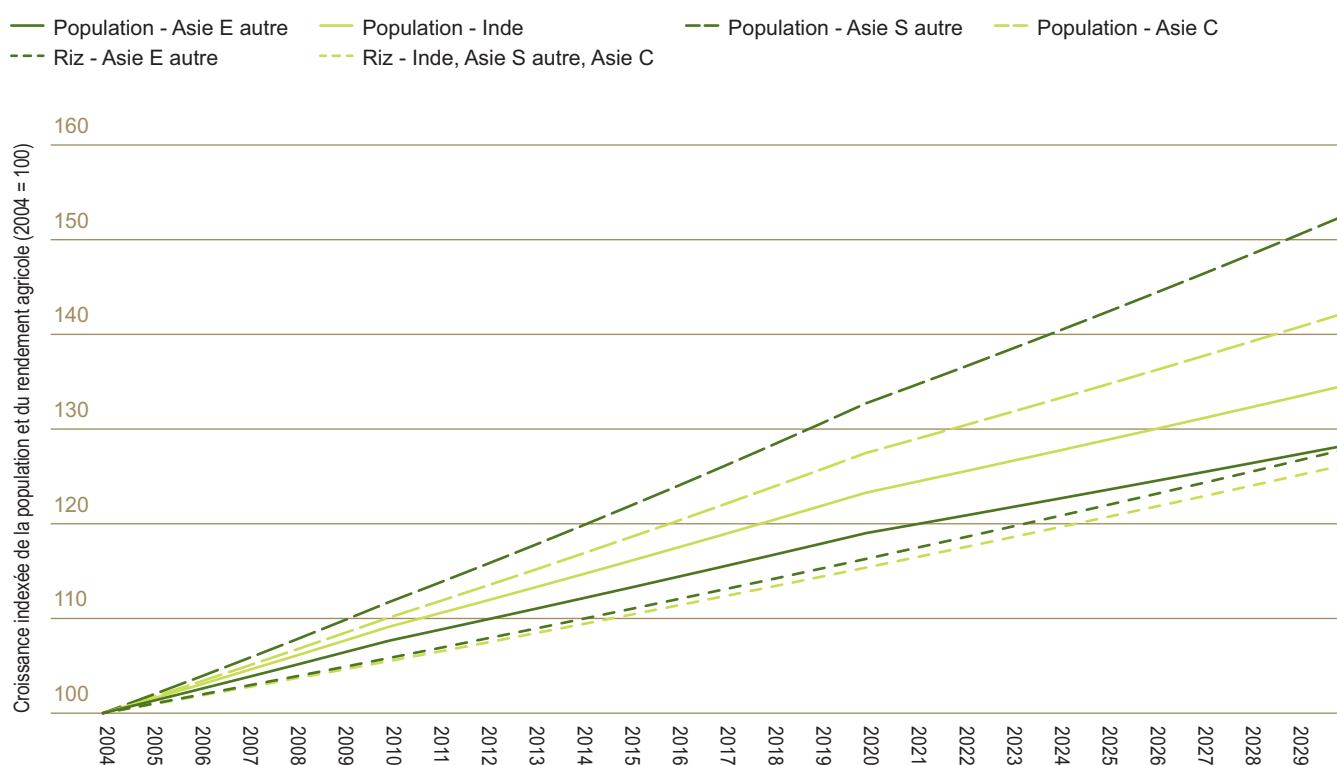
Graphique 7 : Prévision des hausses du prix des denrées alimentaires dans le monde



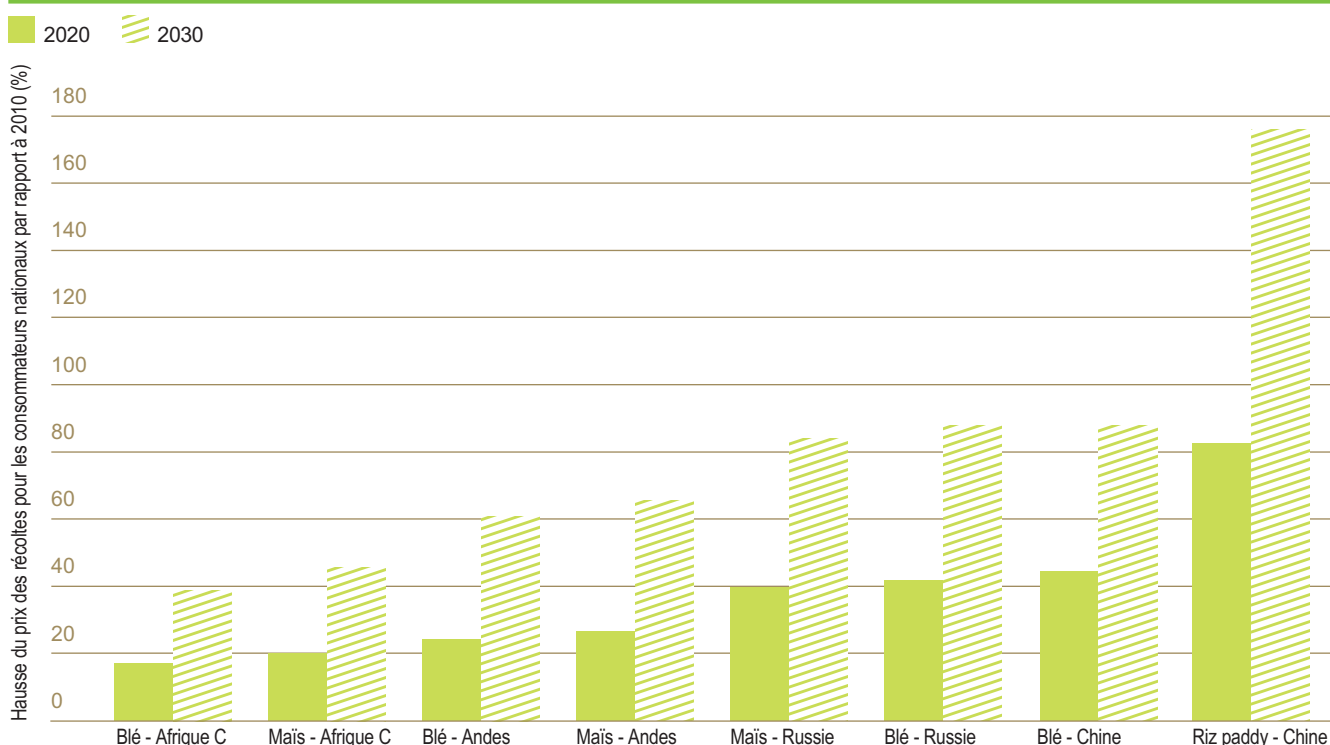
Graphique 8a : Comparatif entre taux de croissance démographique et rendements des récoltes : le cas du maïs en Afrique sub-saharienne



Graphique 8b : Comparatif entre taux de croissance démographique et rendements des récoltes : le cas du riz en Asie



Graphique 9 : Prévisions d'augmentation des prix des denrées alimentaires pour les consommateurs nationaux jusqu'en 2030

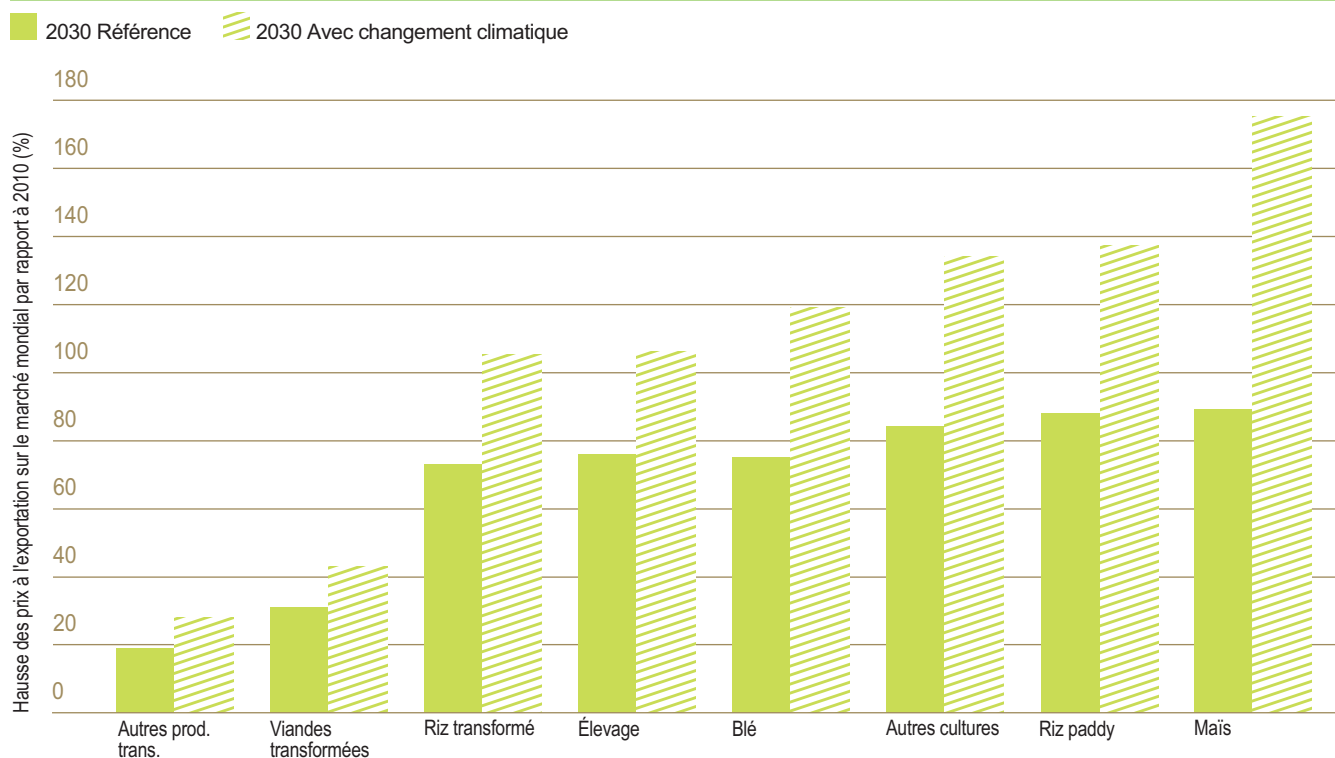


Les prévisions régionales sur les prix révèlent des fluctuations tendanciellées de l'offre et de la demande. Le graphique 9 fournit un aperçu de l'ampleur de l'inflation du prix des aliments de base pour certaines cultures et régions. En Afrique centrale, les consommateurs risquent de connaître une augmentation de 20 % du prix du maïs au cours de la prochaine décennie. Une augmentation similaire est prévue pour la décennie suivante. Dans les pays andins, le prix du blé et du maïs devrait augmenter de 25 % d'ici à 2020 ; concernant le maïs, la hausse prévue est de 65 % d'ici à 2030.

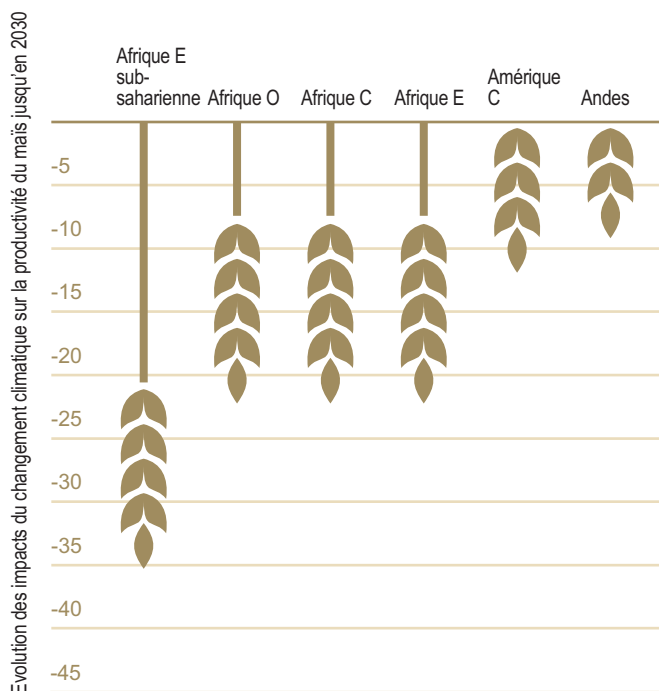
Mauvaise nouvelle, il s'agit là de scénarios *optimistes*, car ils ne tiennent pas compte des effets du changement climatique. Ce dernier est un puissant multiplicateur de risques dans l'agriculture. Nos projections incluent l'impact simulé du changement climatique sur le prix des principaux aliments de base dans le monde (voir graphique 10). Concernant le maïs, l'impact cumulé du changement climatique sur l'inflation correspond à environ 86 %. Les conséquences sont également sévères pour le riz et le blé. En résumé, ces effets balayeraient tous les impacts bénéfiques de l'augmentation attendue des revenus des foyers, piégeant les générations à venir dans le cercle vicieux de l'insécurité alimentaire.

Ci-contre : Sok Nain et Mach Bo Pha, vendeurs de riz au marché Dem Kor de Phnom Penh. Les vendeurs expliquent que leurs bénéfices ont chuté de 30 % lors de la flambée des prix du riz au Cambodge, en 2008. (Cambodge, 2008)

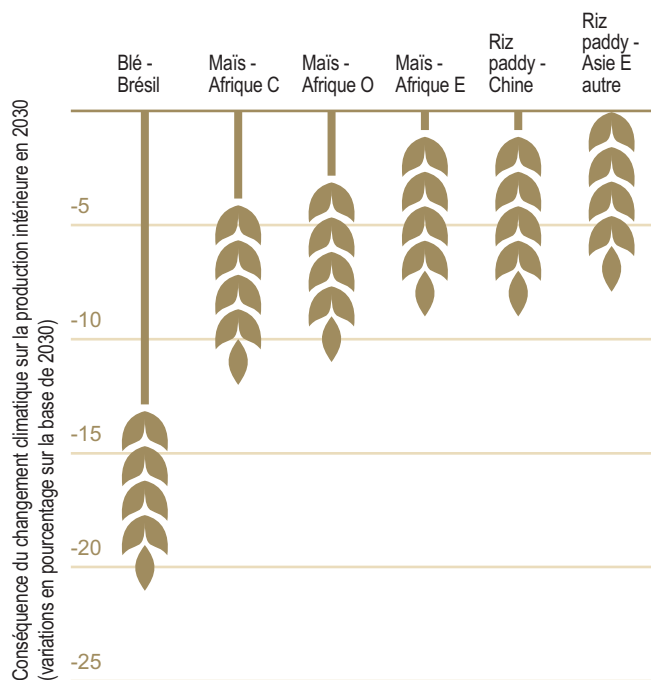
Graphique 10 : Impact prévisible du changement climatique sur les prix des denrées alimentaires à l'exportation jusqu'en 2030



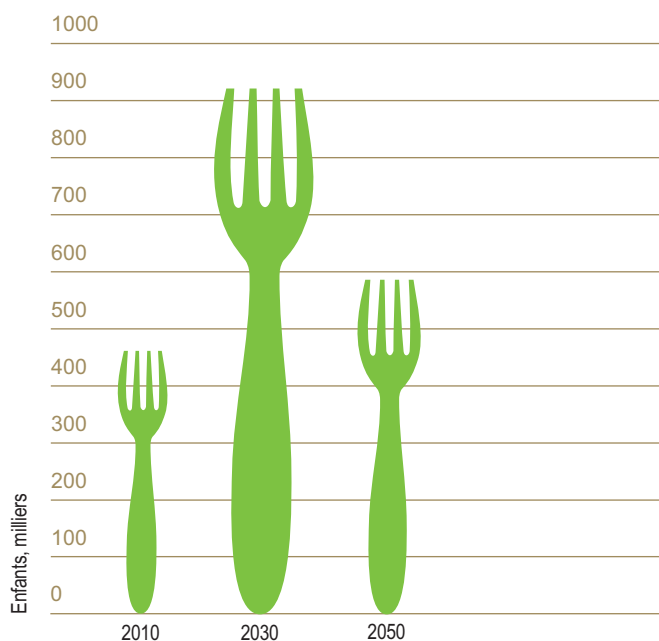
Graphique 11 : Prévision de l'impact du changement climatique sur le rendement de maïs jusqu'en 2030



Graphique 12 : Prévision de l'Impact du changement climatique sur la production vivrière régionale jusqu'en 2030



Graphique 13 : Prévision de la hausse du nombre d'enfants souffrant de malnutrition en Afrique sub-saharienne dans un contexte de changement climatique

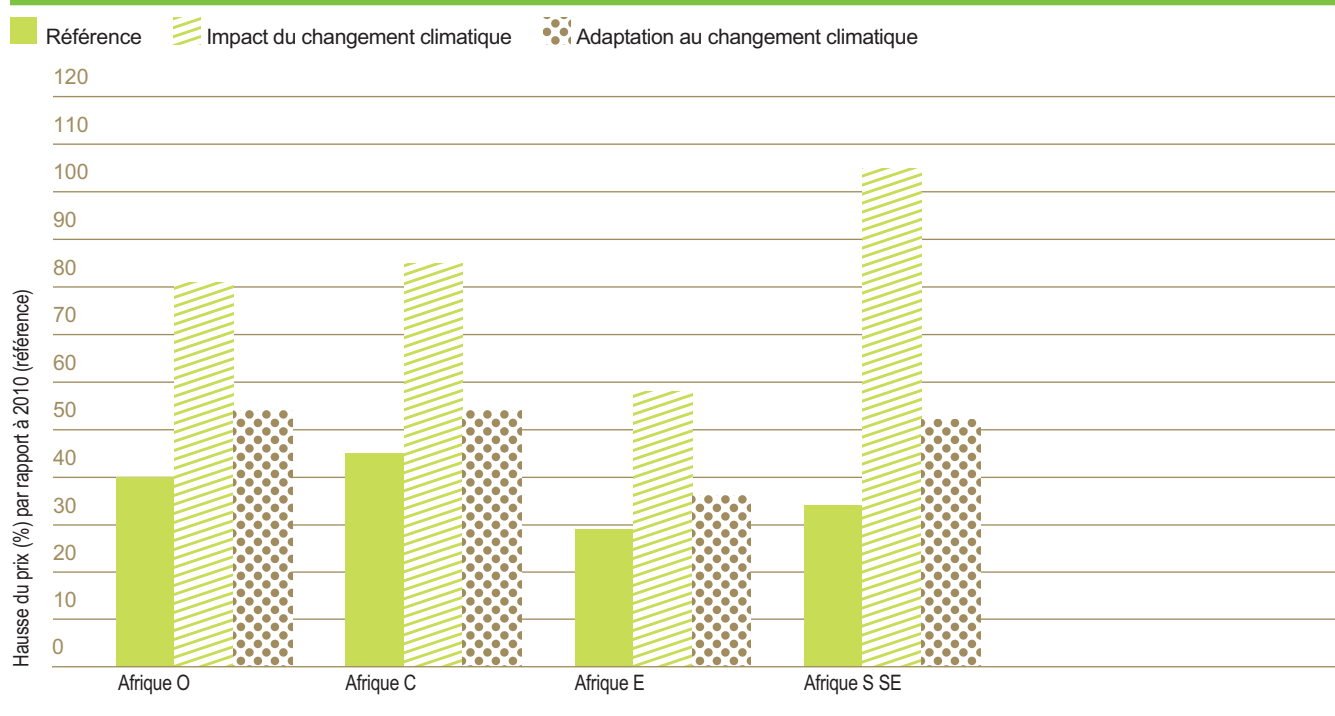


L'impact du changement climatique sur le prix des denrées alimentaires est étroitement lié aux effets du changement climatique sur la production agricole. Ici aussi, nos scénarios déclenchent plusieurs signaux alarmants. Certaines des céréales les plus commercialisées au monde, étudiées dans nos modèles, sont des aliments de base importants pour une population conséquente dans les pays à faible revenu. Par exemple, le maïs est un aliment de base indispensable en Afrique sub-saharienne, en Amérique centrale et dans les pays andins. Pour chaque cas, notre scénario révèle que le changement climatique nuit à la productivité agricole (voir graphique 11).

Le changement climatique aura des effets néfastes sur les volumes totaux de production (graphique 12) et sur la productivité agricole (graphique 11) dans toutes les régions en développement. Les prévisions sont particulièrement alarmantes pour la production de maïs en Afrique sub-saharienne. Par ailleurs, les tendances identifiées dans nos scénarios jusqu'en 2030 corroborent une analyse tendancielle à long terme effectuée par l'Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires (IFPRI) sur un éventail plus vaste de cultures. Cette analyse fait état d'un effet aggravant du changement climatique sur la baisse des rendements de patates douces et d'igname, de manioc et de blé d'ici à 2050 (respectivement une réduction supplémentaire de 13, 8 % et 22 % par rapport à un scénario sans changement climatique).⁶²

Au final, les scénarios sur les prix et la production ne sont utiles que si les enseignements qu'ils permettent de prendre en compte les menaces planant sur les populations vulnérables et s'ils pèsent sur les choix politiques des  tats cherchant à écarter ces menaces. Quel avenir nos scénarios dessinent-ils concernant la faim dans le monde en 2050 ?

Graphique 14 : Prédiction de l'amortissements de l'adaptation au changement climatique sur le prix du maïs



La pression permanente sur le système alimentaire mondial et les impacts multiplicateurs des risques associés au changement climatique brandissent le spectre d'un ralentissement de la baisse de la malnutrition, suivi à moyen terme d'une inversion de la tendance dans de nombreux pays. Les conséquences seront inévitablement inégales. Les pays à revenu intermédiaire connaissant une forte croissance économique et ayant diversifié leur base d'exportations pourront atténuer les conséquences de la hausse des prix des denrées alimentaires sur leurs marchés nationaux. En revanche, de nombreux pays à revenu intermédiaire bas et faible ne disposeront pas de la marge requise pour absorber l'impact d'une telle augmentation.

Encore une fois, les plus grandes menaces planent sur l'Afrique sub-saharienne. Des prix plus élevés se traduiront par une plus faible demande en denrées alimentaires dans une région ayant déjà le plus faible taux de consommation de calories au monde. Dans un monde sans changement climatique, l'Afrique sub-saharienne serait toujours confrontée à une famine chronique. Selon un scénario de référence simple, les niveaux de malnutrition infantile devraient augmenter d'environ 8 millions d'enfants jusqu'en 2030 puis revenir d'ici à 2050 aux mêmes niveaux que ceux connus au tournant du XXI^e siècle, soit environ 30 millions. Si l'on ajoute les effets du changement climatique, les niveaux de malnutrition infantile augmenteraient encore d'un peu moins d'un million d'enfants (comparé au scénario sans les effets du changement climatique) en 2030 (voir graphique 13).⁶³

Il convient de préciser que les scénarios de l'étude accréditée par Oxfam ne correspondent pas forcément à ce qu'il adviendra dans le monde. Ils dressent des conclusions plausibles d'après des scénarios établis « sur la lancée actuelle ». Un avenir différent est possible. Le renforcement des politiques agricoles nationales et plus généralement une redéfinition de la priorité à donner à l'agriculture dans le programme de développement international permettraient d'augmenter la productivité des petits producteurs alimentaires, et par la même occasion de garantir que la productivité régionale suit le rythme de la croissance démographique. La mise en place d'une nouvelle gouvernance internationale destinée à prévenir les crises alimentaires et à y répondre plus efficacement lorsqu'elles surviennent permettra de protéger les pays en situation d'insécurité alimentaire des chocs futurs. Hélas, du fait de l'inertie du système climatique, toute action immédiate visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre ne permettra pas d'atténuer considérablement le changement climatique *dans le calendrier établi ici*, mais elle *contribuera* à éviter que le changement climatique ait des impacts encore plus dévastateurs à l'avenir. Face à l'inexorabilité du changement climatique au cours des prochaines décennies, il est plus qu'urgent que les pays riches s'engagent résolument à soutenir l'adaptation au changement climatique dans les pays en développement. Ce soutien influera positivement sur l'inflation du prix des denrées alimentaires (voir graphique 14), empêchant ainsi des millions de nouveaux cas de malnutrition.



Vers une production durable

Augmenter la production de 70 % dans les 40 prochaines années est un défi de taille, mais parfaitement réalisable. Pour cela, les gouvernements des pays riches doivent résister à leurs lobbies agricoles et supprimer les mesures qui faussent le marché en étouffant les investissements là où il existe le plus fort potentiel pour augmenter les rendements, les petites exploitations des pays en développement. Une telle transition libérerait d'importantes ressources budgétaires dont certaines pourraient être orientées vers l'APD pour l'agriculture, initiant l'indispensable renouveau du monde rural.

La disponibilité des denrées alimentaires peut également être grandement améliorée par une meilleure gestion du gaspillage, estimé entre 30 et 50 % de toutes les denrées alimentaires produites.⁶⁴ Dans les pays riches, où environ un quart des aliments achetés par les foyers sont jetés,⁶⁵ les consommateurs et les entreprises doivent changer leurs comportements et leurs pratiques. Dans les pays en développement, où le gaspillage survient après les récoltes en raison de piètres conditions de stockage et d'infrastructures de transport inadéquates, les États doivent renforcer leurs investissements.

Les pressions sur les terres et l'eau peuvent être atténuées grâce à de nouvelles pratiques et techniques qui stimulent les rendements, utilisent mieux les sols et l'eau, et réduisent leur dépendance vis-à-vis des intrants, telles que l'irrigation au goutte à goutte, la récupération de l'eau, l'agriculture sans ou avec très peu de labour, l'agroforesterie, les méthodes de cultures intercalaires et l'utilisation de fumier biologique. Elles permettront également de réduire notablement l'empreinte carbone de l'agriculture.

Une étude récente mandatée par Oxfam et simulant l'évolution des coûts, des revenus et des profits des systèmes d'agroforesterie en Bolivie le démontre.⁶⁶ Ces techniques ont permis d'atteindre les objectifs en matière de conservation des forêts et d'atténuation du changement climatique, offrant une alternative à l'extension des frontières agricoles provoquée par la déforestation menée par les cultivateurs de soja et les éleveurs. De plus, le revenu d'un foyer moyen dans l'agroforesterie est environ cinq fois supérieur à celui offert par les alternatives immédiates (agriculture, petit élevage ou récolte de châtaignes).

Les États peuvent nettement améliorer la gestion de leurs ressources rares.

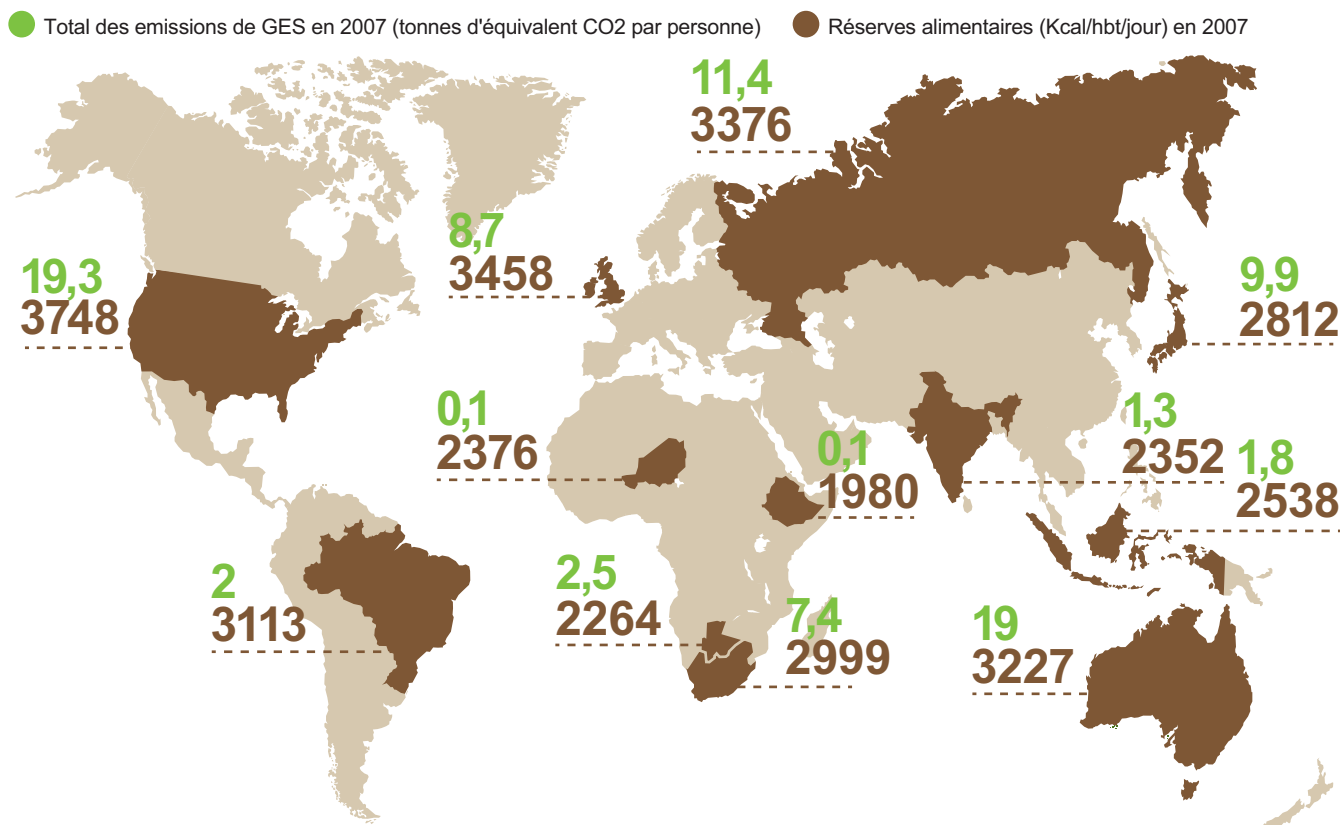
La tarification de l'eau pour l'industrie et l'agriculture commerciale forcera les entreprises et les grandes exploitations à optimiser leurs pratiques. Il est également fondamental de supprimer les subventions qui encouragent involontairement une utilisation prodigue de l'eau (comme celles fournies aux générateurs électriques). Les États peuvent investir dans la gestion de l'eau, une piste très intéressante au vu des estimations selon lesquelles chaque dollar investi pourrait permettre huit dollars d'économies en coûts évités, en plus d'une augmentation de la productivité.⁶⁷ Ils peuvent également réguler les investissements dans les terres pour atteindre des objectifs sociaux et environnementaux plus vastes : respect des droits fonciers, protection des forêts et biodiversité.

Ci-contre : Noograi Snagsri passe maintenant moins de temps aux champs, grâce au nouveau système de culture intégré dans lequel l'eau est directement acheminée par des tuyaux jusque dans les champs. En 2007, les paysans de la province de Yasothon, dans le nord-est de la Thaïlande, ont été frappés par le plus long épisode de sécheresse depuis des décennies. (Thaïlande, 2010)

À droite : Fruits du palmier, matière première utilisée pour produire divers produits alimentaires, du savon et des agrocarburants.



Graphique 15a : Un système alimentaire rongé par l'inégalité



Sources : <http://faostat.fao.org/DesktopDefault.aspx?PageID=368&lang=fr#ancor> ; <http://cait.wri.org>

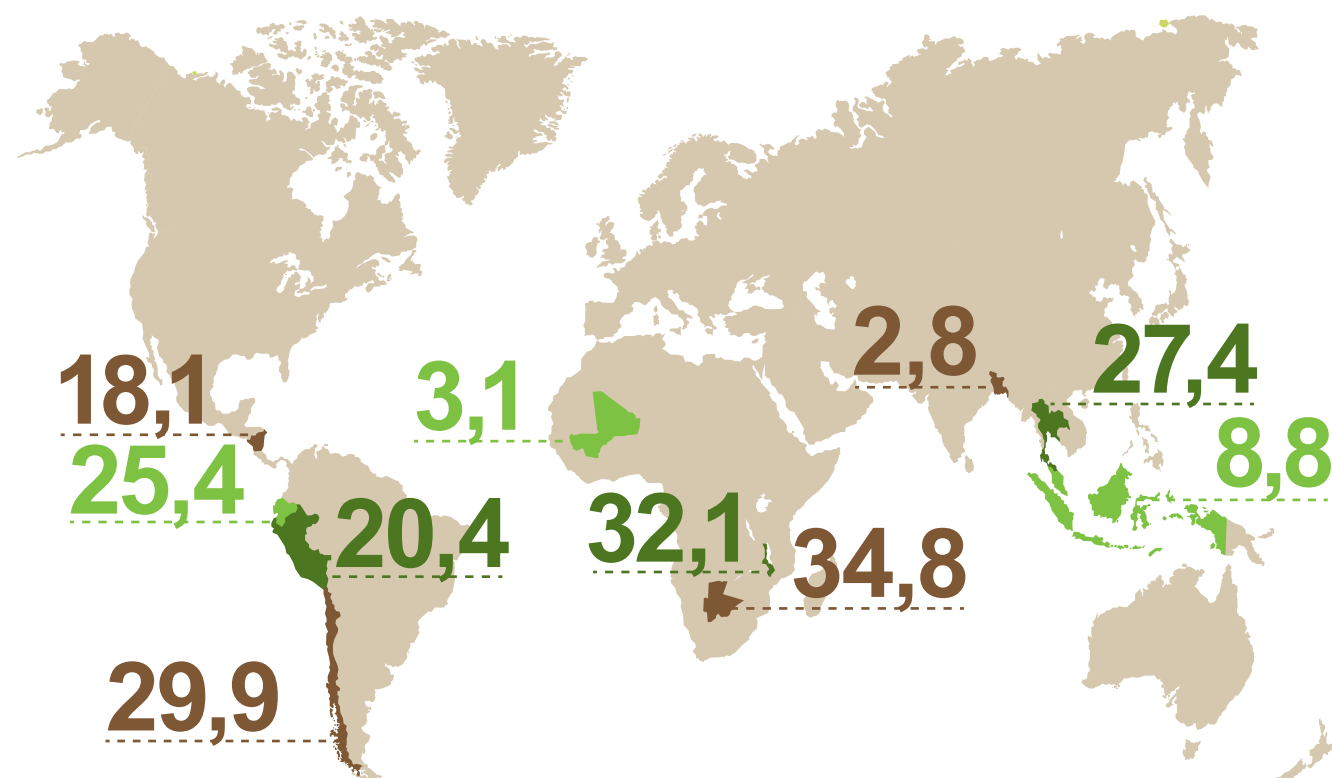
2.3 Deuxième défi : l'égalité

Dans le monde, près d'une personne sur sept souffre de sous-alimentation chronique. Après plusieurs décennies de déclin, la faim dans le monde a recommencé à augmenter au milieu des années 1990 pour atteindre un pic en 2009 lors de la crise des prix des denrées alimentaires. Si le lent déclin passé s'était poursuivi, aujourd'hui 413 millions de personnes de moins souffriraient de la faim. Si le nombre de personnes souffrant de la faim a fort heureusement diminué depuis le pic d'un milliard atteint en 2009, il reste toutefois supérieur aux chiffres d'avant la crise et pourrait bien repartir à la hausse en 2011.

Contrairement à ce que l'on pourrait imaginer, près de 80 % des personnes souffrant de la faim vivraient dans des zones rurales, où la plupart sont des petits producteurs: paysans, gardiens de troupeaux, pêcheurs ou ouvriers agricoles.⁶⁸ Ils sont entourés de moyens de produire des denrées alimentaires, mais eux-mêmes en sont privés.

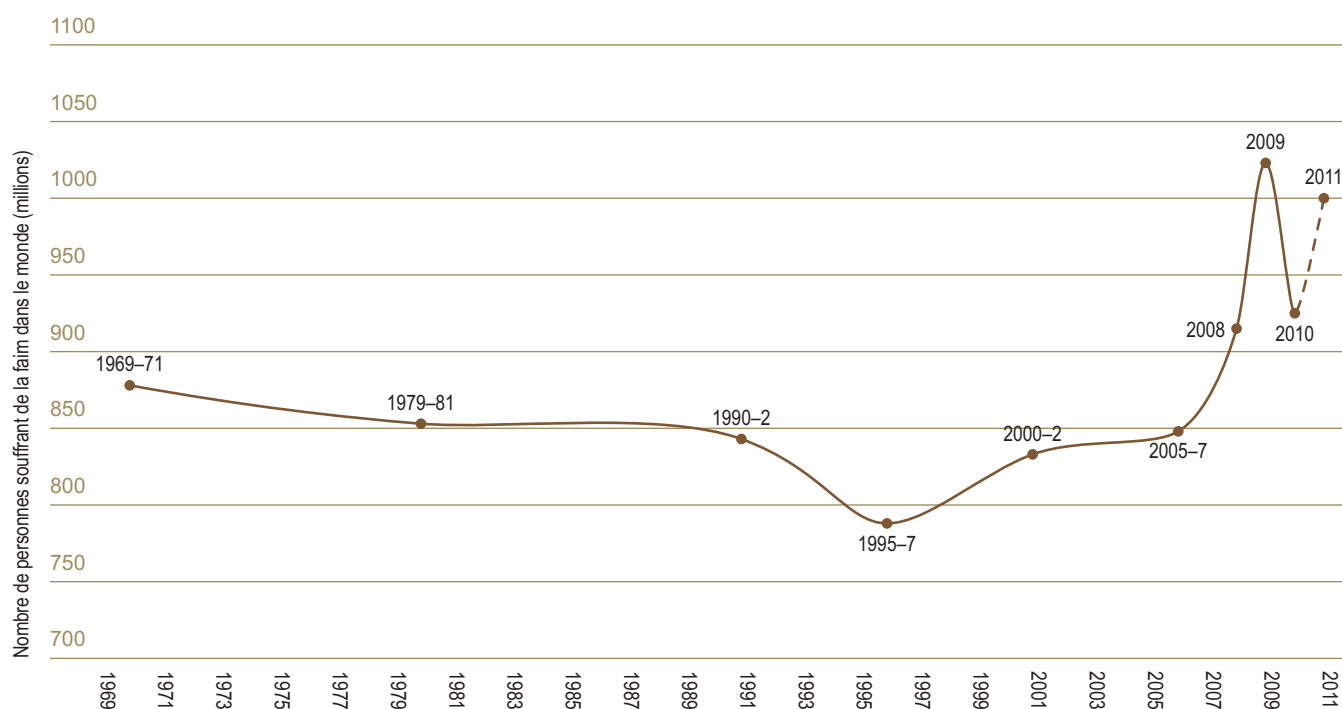
Graphique 15b : Un système alimentaire rongé par l'inégalité

Chiffres représentant le pourcentage des exploitations agricoles dirigées par des femmes (1996-2007)



Sources : <http://www.fao.org/economic/es-policybriefs/multimedia0/female-land-ownership/fr/>

Graphique 16 : Nombre de personnes souffrant de la faim dans le monde

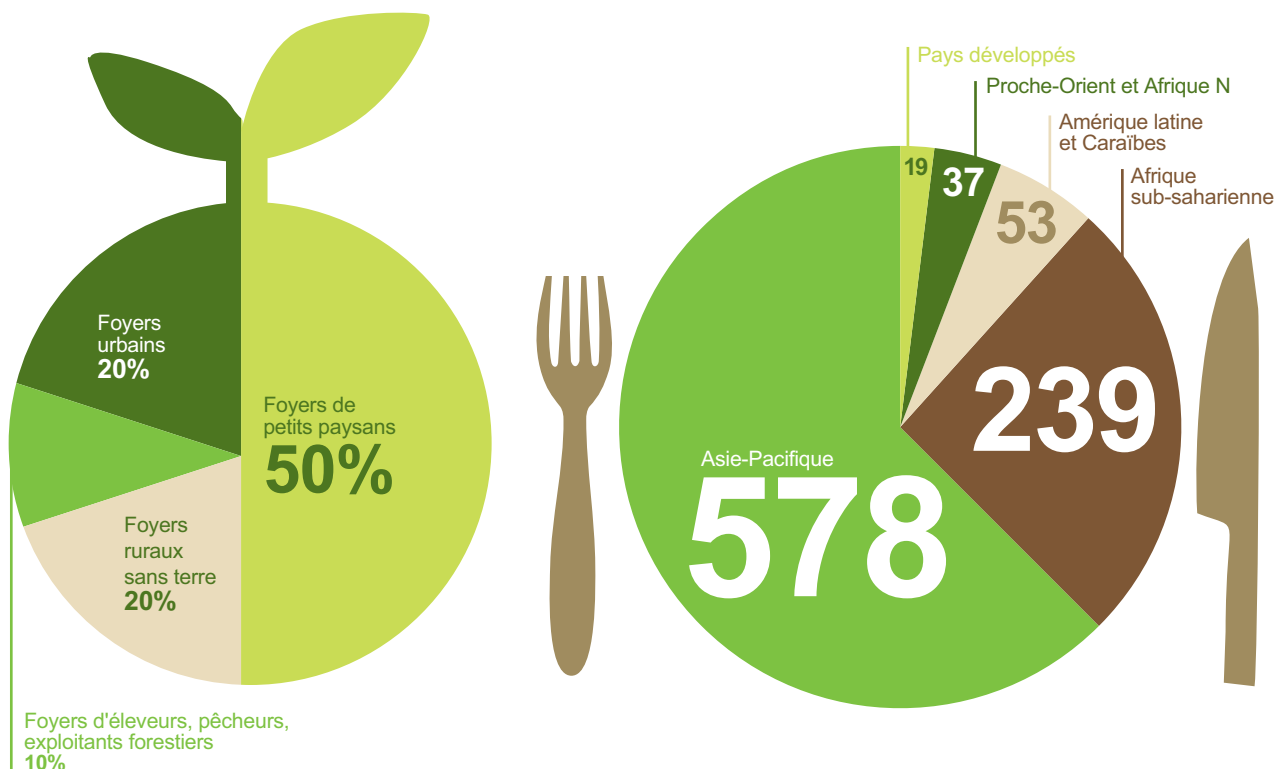


Sources : <http://www.fao.org/hunger/hunger-home/fr/> ; <http://cacheft.ft.com/cms/s/0/68b31de6-392e-11e0-97ca-00144feabdc0,s01=2.html>

Graphique 17 : Cartographie des populations souffrant de la faim

Sous-alimentation par type de foyer (estimations de 2005, %)

Sous-alimentation par région (2010, en millions)



Sources : http://www.unmillenniumproject.org/reports/tf_hunger.htm ; <http://www.fao.org/hunger/hunger-home/fr/> ; <http://www.fao.org/economic/ess/ess-data/ess-fs/ess-fadata/fr/>

Si d'un point de vue géographique la faim se concentre dans les zones rurales, au sein des familles, elle affecte surtout les femmes. Lorsque la nourriture vient à manquer, ce sont les femmes qui en pâtissent les premières. Les conséquences sur les taux de mortalité infantile et maternelle sont inquiétantes.⁷⁰ Dans de nombreux pays, les femmes jouent un rôle essentiel dans la production alimentaire, mais des traditions culturelles et des structures sociales injustes les placent au rang de consommatrices de seconde zone. Elles sont également victimes d'une discrimination similaire en tant qu'agricultrices, se voyant accorder un accès restreint à la terre, à l'irrigation, au crédit, au savoir-faire et aux services d'extension.

Une telle discrimination est une violation des droits humains fondamentaux. Il est en outre aberrant de marginaliser une part si importante des producteurs alimentaires. On estime qu'en offrant aux femmes un niveau d'accès aux ressources similaire à celui dont jouissent les hommes, elles pourraient accroître le rendement de leur exploitation de 20 à 30 %, ce qui permettrait de réduire le nombre de personnes souffrant de la faim dans le monde de 12 à 17 %.⁷¹

Accès à la terre

Rien n'illustre mieux les inégalités du système alimentaire que la terre, la ressource la plus élémentaire de toutes. Aux États-Unis, 4 % des propriétaires d'exploitations détiennent environ la moitié des terres agricoles.⁷² Au Guatemala (voir Encadré 4), moins de 8 % des producteurs agricoles possèdent environ 80 % des terres, un chiffre loin d'être atypique en Amérique centrale.⁷³ Au Brésil, la moitié des terres appartiennent à 1 % seulement de la population.

Si les États ne parviennent pas à offrir à leur propre population un accès sécurisé à la terre, de puissants investisseurs et élites locaux n'hésitent pas à bafouer les droits des communautés locales. Dernièrement, les acquisitions foncières à grande échelle s'effectuent à grand renfort d'expropriations. Le principe de consentement préalable libre et éclairé est couramment ignoré et les compensations sont généralement très insuffisantes, voire inexistantes. Bien souvent, les promesses initiales de développement et de création d'emplois ne sont pas honorées : les terres restent inexploitées ou les investissements sont consacrés à des modes de production très mécanisés, offrant un nombre très restreint d'opportunités d'emplois, réservées à des ouvriers hautement qualifiés, exclusivement des hommes.⁷⁴ Une grande étude de la Banque mondiale révèle que les investisseurs ciblent précisément les pays dans lesquels les institutions sont les plus fragiles.⁷⁵

Encadré 4 : La tentative infructueuse du Guatemala en faveur du développement rural

La crise du prix des denrées alimentaires de 2008 a durement frappé la majeure partie de la population guatémaltèque vivant dans la faim et la pauvreté. En raison d'inégalités importantes (concernant les revenus, l'accès aux terres ou l'appui de l'État), 50 % des enfants de moins de 5 ans souffraient déjà de malnutrition avant la crise. Ce taux atteint même 70 % parmi les enfants autochtones.⁶⁹ Une minuscule élite s'enrichit en engrangeant les revenus de cultures marchandes destinées à l'exportation et en imposant aux petits producteurs des règles commerciales très sévères.

La flambée soudaine du prix des denrées alimentaires a offert à l'État une opportunité de lancer une réforme. Une ancienne réglementation imposant aux propriétaires fonciers d'allouer 10 % de leurs terres arables à la culture de céréales de base destinées à la consommation nationale a été réintroduite. Trois jours plus tard, elle était rejetée.

L'État et les groupes de la société civile se sont ensuite tournés vers une nouvelle loi prometteuse visant à promouvoir la production alimentaire et à donner davantage de considération aux petits producteurs dans les chaînes d'approvisionnement. Mais les élites ont diffusé des messages alarmistes et ont fait pression en coulisses pour paralyser le processus législatif, si bien que la proposition de loi a été abandonnée.

'Case Study: Guatemala and the Struggle for Rural Development' www.oxfam.org/grow

Accès à la terre pour les femmes

Dans les pays en développement pour lesquels des données sont disponibles, les femmes représentent seulement 10 à 20 % des propriétaires fonciers.⁷⁶ Bien qu'elles soient en charge de la majorité de la production alimentaire, elles sont confrontées à une discrimination systématique en matière d'accès à la propriété, qui peut aller jusqu'à l'interdiction pour une femme d'être désignée propriétaire d'un terrain (comme au Swaziland) ou d'hériter de terres.⁷⁷ De ce fait, les femmes se retrouvent le plus souvent avec des terrains marginaux, non répertoriés comme cultivés et sans le moindre titre de propriété. Il s'agit précisément des terrains identifiés par les États et les investisseurs comme « disponibles » pour une acquisition foncière à grande échelle.

Pour les mêmes raisons historiques et culturelles qui font que les femmes bénéficient d'un accès insuffisant aux terres, elles se voient souvent refuser l'accès à d'autres ressources de base telles que le financement et l'éducation. Les États, les entreprises et les sociétés doivent avant tout mettre fin à la discrimination systémique à l'encontre des femmes.

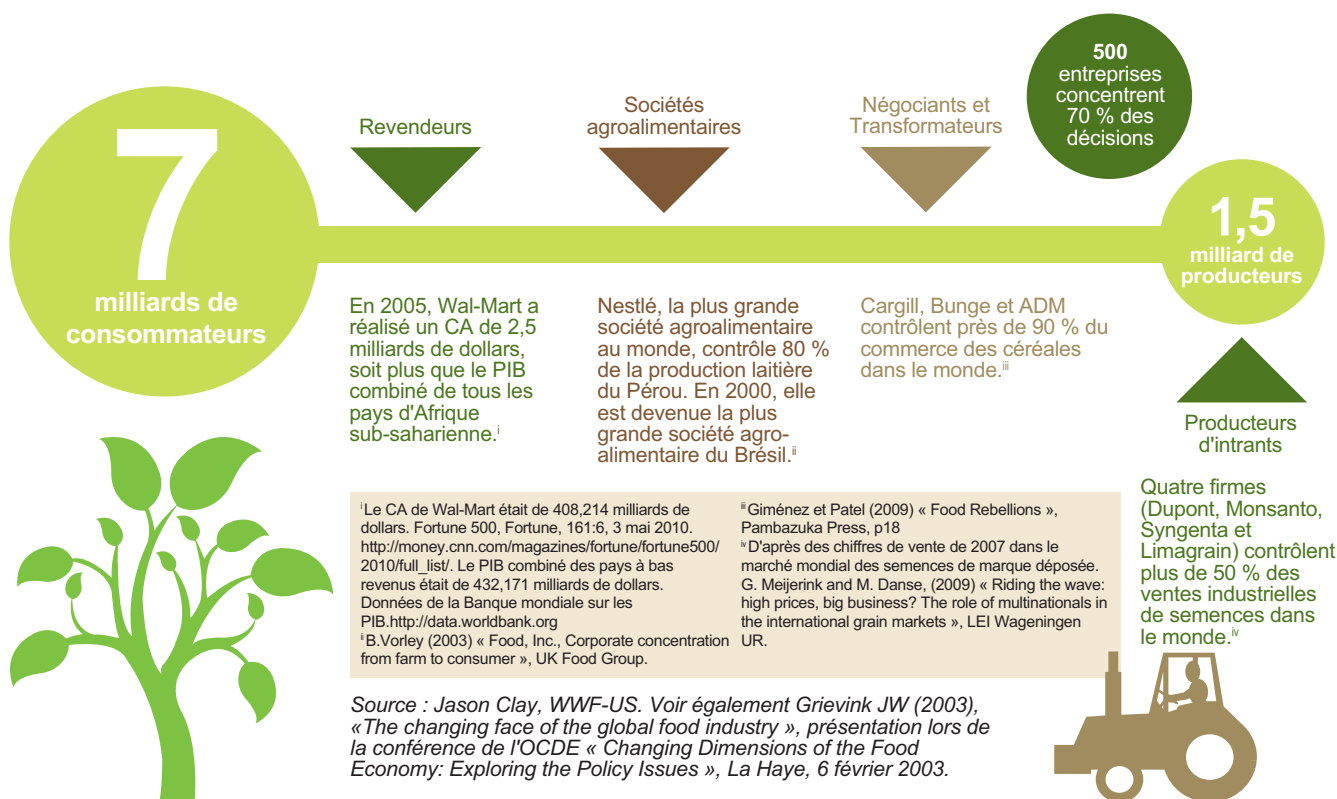
« Si votre mari ne vous laisse rien, vous n'avez aucune chance de survivre en tant que paysanne [...] Le seul moyen [...] de s'en sortir ici est de cultiver et de faire de l'élevage. Mais pour cela, vous avez besoin de terres. Si vous n'en possédez pas, impossible d'exercer ces activités et il devient très difficile de survivre. »

Norma Medal Sorien, paysanne et mère de famille, Mexique



À droite : Norma Medal Sorien, agricultrice. Norma n'a aucun bail légal pour exploiter la terre, qui appartient à son frère. Mais elle est pleine d'espoir, car c'est la première année d'un projet de goutte-à-goutte financé par Oxfam, destiné à rendre l'irrigation plus efficace et à réduire la quantité d'eau consommée. (Mexique, 2010)

Graphique 18 : Qui contrôle le système alimentaire?



Accès aux marchés

La vente de surplus permet aux paysans pauvres d'augmenter leurs revenus, mais rares sont ceux qui parviennent à s'imposer sur des marchés dominés par des intermédiaires, des transformateurs, des sociétés d'affrètement et des sociétés contrôlant les marques et la distribution.

Quelques centaines d'entreprises (négociants, transformateurs, fabricants et revendeurs) concentrent 70 % des choix et décisions pris dans le monde concernant le système alimentaire, notamment sur les ressources essentielles telles que la terre, l'eau, les semences, les technologies et l'infrastructure.⁷⁸ En définissant les règles à suivre sur les chaînes alimentaires qu'elles régissent (en matière de prix, de coûts et de normes), elles identifient les zones les plus coûteuses et les zones les plus risquées. Elles tirent alors les plus grands bénéfices de la chaîne alimentaire et laissent coûts et risques aux plus faibles, généralement les paysans et les ouvriers en bas de l'échelle sociale.

La responsabilité du secteur privé dans la définition des règles sur lesquelles les personnes s'engagent dans les marchés ne saurait être trop soulignée. Les entreprises se voulant responsables doivent respecter les droits des personnes à la terre, à l'eau et à d'autres ressources rares. Elles doivent créer des relations commerciales qui bénéficient aux hommes et aux femmes pauvres par le biais d'accords tarifaires équitables et stables et faciliter l'accès aux compétences, aux crédits et aux infrastructures nécessaires. Ces normes doivent s'appliquer à tous les acteurs au sein des chaînes qu'elles gèrent. Oxfam développe actuellement un indice de justice alimentaire qui évaluera les entreprises par rapport à cette norme de responsabilité.

Cet indice ciblera en priorité les principaux négociants et les entreprises spécialisées dans les aliments et dans les boissons. Ceux-ci seront classés en fonction de leurs politiques et pratiques concernant l'affectation des sols et des ressources en eau, le changement climatique, les petits producteurs alimentaires et la l'équité de traitement entre les hommes et les femmes. Cet indice constituera un outil permettant de responsabiliser les entreprises vis-à-vis de leurs politiques et pratiques, ainsi que d'influer sur les cadres réglementaires au sein desquels elles opèrent.

Accès aux technologies

Les entreprises exercent un pouvoir considérable à l'entrée de la chaîne alimentaire : la production de semences et de produits agrochimiques. Dans le monde, quatre sociétés (Dupont, Monsanto, Syngenta et Limagrain) contrôlent plus de 50 % des ventes industrielles de semences,⁷⁹ et six se partagent 75 % des produits agrochimiques.⁸⁰

Les programmes de recherche de ces sociétés se concentrent sur les technologies en phase avec leurs plus gros clients, de grandes exploitations industrielles qui ont les moyens de s'offrir les lots d'intrants onéreux que vendent les sociétés. De telles technologies répondent rarement aux besoins des paysans des pays en développement, pour qui elles restent de toute façon inabordables. Même s'ils représentent la meilleure opportunité pour accroître la production et lutter contre la faim, les petits paysans et leurs besoins en matière de technologies sont ignorés. Excepté dans quelques cas notoires comme la Chine et le Brésil, le marché se révèle défaillant⁸¹ et les États ne parviennent pas à corriger le tir.

Les producteurs d'intrants investissent dans des *produits* technologiques qui peuvent être combinés et vendus sous forme de lot, comme l'herbicide Roundup de Monsanto et le soja génétiquement modifié Roundup Ready. Pourtant, le monde a véritablement besoin de technologies *pratiques*, des techniques qu'il est difficile de regrouper et de vendre par lot, mais qui relancent la productivité et améliorent la durabilité. Oxfam en a fait le constat sur le terrain, dans sa collaboration directe avec des paysans du monde entier. En Azerbaïdjan, de nouvelles pratiques d'ensemencement devraient permettre de doubler le rendement de blé et de réduire de moitié la consommation de semences.

Le mode opératoire de ces sociétés contrecarre également les recherches menées en faveur des populations pauvres et de la lutte contre la faim en sapant les institutions académiques et autres au service d'intérêts plus vastes. Les producteurs de semences ont amassé de gigantesques « banques de brevets » et revendiquent des droits de propriété intellectuelle sur un nombre impressionnant de traits génétiques et d'autres « innovations » susceptibles de leur rapporter des droits d'autorisation d'exploitation si d'autres les utilisent dans leurs recherches. Craignant tout contentieux et manquant de ressources pour dresser la carte des brevets ou s'acquitter des droits d'autorisation d'exploitation qui les accompagnent, les entrepreneurs et les institutions servant l'intérêt public se privent d'un outil de recherche essentiel.⁸²

La mauvaise affectation des ressources en recherche et développement (R&D) qui en découle est effarante. Le budget annuel de Monsanto alloué à la recherche est de 1,2 milliard de dollars.⁸³ À titre de comparaison, le Consultative Group on International Agriculture Research (CGIAR), le principal groupe de centres de R&D en faveur des pays en développement dans le monde, dispose d'un budget annuel de seulement 500 millions de dollars.⁸⁴

Revendication des droits

Dans leur lutte pour nourrir leur famille, les populations pauvres sont trop souvent exploitées ou marginalisées par l'immense déséquilibre des forces au sein du système alimentaire. Ces populations peuvent pourtant se défendre en s'unissant pour revendiquer leurs droits et renforcer leur influence sur les marchés. Les ouvriers créent des syndicats pour mieux sécuriser leur emploi et travailler dans de meilleures conditions. Les paysans forment des coopératives et des organisations de producteurs pour aborder les marchés et les entreprises avec plus d'assurance, tirer parti des économies d'échelle et améliorer les normes de production. Les femmes productrices constituent des organisations de femmes, car les organisations de producteurs dominées par les hommes défendent très rarement leurs intérêts ou leur interdisent tout simplement de rejoindre leurs organisations. Les consommateurs influencent le comportement des entreprises en modifiant leurs décisions d'achat (par exemple en privilégiant les filières du commerce équitable, les produits issus de l'agriculture biologique ou de type *Slow Food*) ou sous forme plus revendicative via des campagnes d'opinion.

Ces types d'organisations peuvent rapidement évoluer des sphères économiques et sociales vers une orientation politique. De nouvelles générations d'organisations de producteurs ont vu le jour au cours des vingt dernières années : au Burkina Faso, le nombre de villages dotés de telles organisations est passé de 21 % à 91 % entre 1982 et 2002,⁸⁵ tandis qu'au Nigeria, le nombre de coopératives a augmenté, passant de 29 000 en 1990 à 50 000 entre en 2005.⁸⁶

Dans les années 1990 aux Philippines, un mouvement national d'ONG et d'organisations rurales a formé une coalition remarquable appuyant les réformes de l'État. Cette alliance a abouti à la redistribution de plus d'un quart des terres du pays en l'espace de six ans.⁸⁷ En Colombie, Oxfam a soutenu une campagne menée par des organisations de producteurs qui a permis de convaincre le conseil municipal de Bogotá de leur confier l'approvisionnement des hôpitaux publics, des écoles et d'autres institutions. Aujourd'hui, ce réseau bénéficie à 2 000 petits producteurs.⁸⁸

En Inde, dans la région défavorisée du Bundelkhand, 45 000 familles de pêcheurs du district de Tikamgarh se sont battues contre l'expropriation de leurs étangs de pêche traditionnels par des propriétaires terriens et des entrepreneurs, et ont obtenu des droits sur plus de 100 étangs.⁸⁹ Les « émeutes de la faim » de 2008 dans 61 pays à travers le monde⁹⁰ et les changements politiques qu'elles ont provoqués dans certains de ces pays démontrent sans équivoque le pouvoir des consommateurs, que les États ignorent à leur péril.

Dans le monde, des hommes et des femmes s'organisent pour revendiquer leurs droits et réformer de fond en comble le système alimentaire défaillant, un mouvement mondial qui représente notre meilleur espoir de relever le défi de l'égalité.

2.4

Troisième défi : la résilience

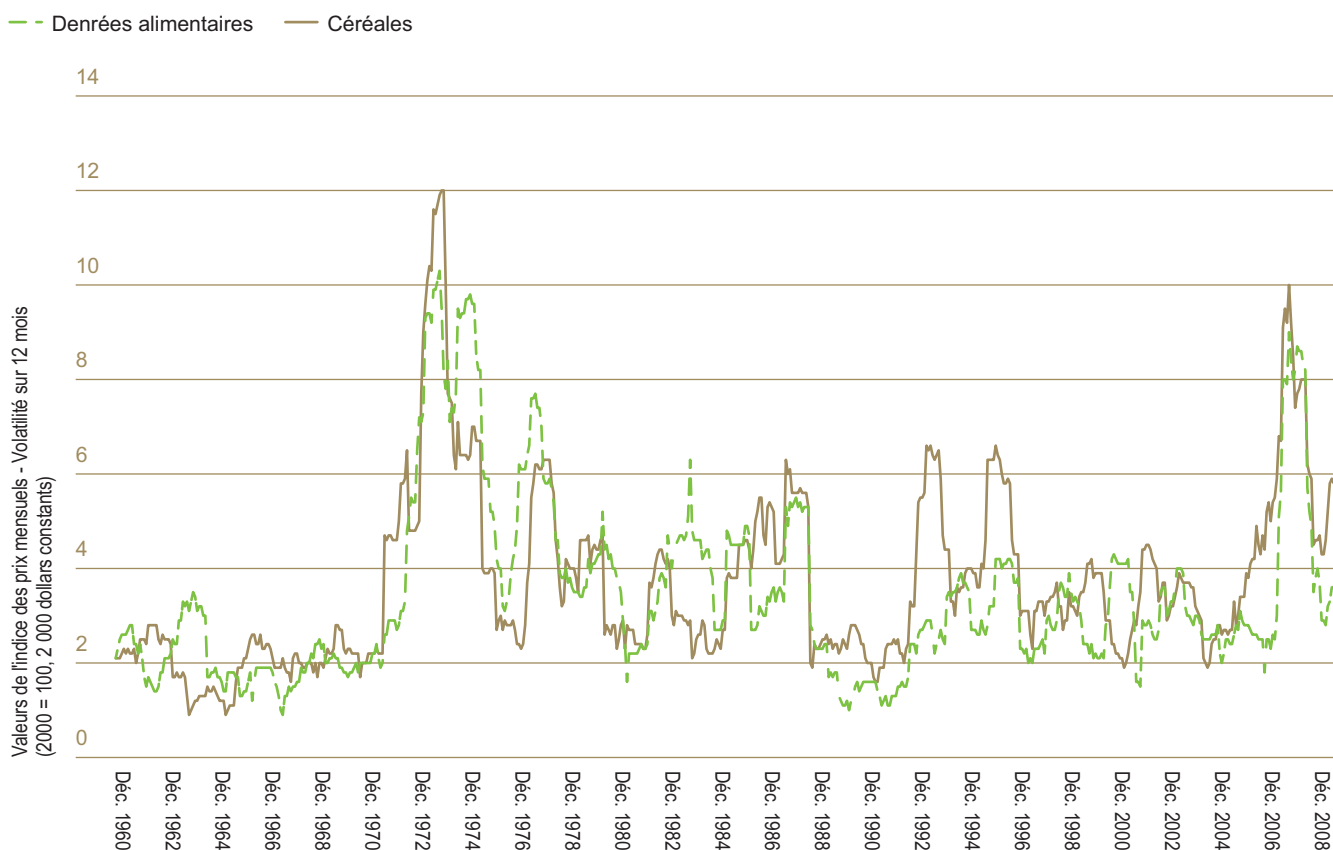
Le système alimentaire mondial est soumis à des pressions de plus en plus lourdes, avec des effets désastreux pour les plus vulnérables. La volatilité des prix des denrées alimentaires a été à l'origine de deux crises mondiales en l'espace de trois ans, tandis qu'en toile de fond, le changement climatique ne cesse de s'accélérer.

Fragilité croissante

Les victimes de la fragilité croissante du système alimentaire sont bien connues. Les plus vulnérables sont les pays comptant un grand nombre d'hommes et de femmes vivant dans la pauvreté et les pays tributaires des marchés internationaux pour la majeure partie de leurs besoins alimentaires. Leurs factures d'importation de denrées alimentaires ont augmenté de 56 % en 2007–2008 par rapport à l'année précédente, qui avait déjà connu une hausse de 36 %.⁹¹ Selon la Banque mondiale, le pic des prix de 2008 a plongé plus de 100 millions de personnes supplémentaires dans la pauvreté, dont 30 millions en Afrique.⁹²

Les coûts réels sont supportés par les familles. Les foyers pauvres dépensent jusqu'aux trois quarts de leurs revenus pour se nourrir,⁹³ ce qui les rend très vulnérables à des changements soudains des prix. Outre les impacts attendus (restrictions sur l'alimentation, difficultés à payer les frais de scolarité et les soins de santé, endettement, vente de biens), les recherches menées sur les conséquences tragiques de la crise de 2008 ont révélé une augmentation des abandons d'enfants et de personnes âgées, ainsi qu'une hausse de la criminalité et des comportements sexuels à risque.⁹⁴

Graphique 19: Augmentation de la volatilité des prix des denrées alimentaires



Source : Calculs tirés des données de la Banque mondiale, <http://data.worldbank.org/data-catalog/commodity-price-data>

Encadré 5 : Des profits tirés de la volatilité et une volatilité issue des profits

Si la volatilité des prix a semé le chaos auprès des hommes et des femmes vivant dans la pauvreté, elle représente des opportunités exceptionnelles pour les sociétés agroalimentaires telles que Cargill, Bunge et ADM qui, selon certaines sources, contrôlent à elles seules 90 % du commerce des céréales dans le monde.⁹⁵ Lorsque les prix sont stables, les marges commerciales sont très limitées. Mais en cas d'instabilité, les principaux négociants peuvent exploiter leurs connaissances inégalées des niveaux des réserves et anticiper les tendances de l'offre et de la demande.⁹⁶ Au deuxième trimestre de l'année 2008, Bunge a vu ses bénéfices multipliés par quatre par rapport à la même période en 2007. La flambée du prix des cultures au cours du second semestre de l'année 2010 a permis à Cargill de réaliser ses meilleurs résultats depuis 2008, résultats que le PDG Greg Page a attribué à un regain de volatilité sur les marchés agricoles.⁹⁷

De la même manière, au moment de la mauvaise récolte de blé en 2010 en Russie, les bénéfices de Bunge ont explosé. L'entreprise a attribué cette aubaine à des récoltes insuffisantes dues à la sécheresse en Europe de l'Est. « J'ai horreur de parler en termes de profits », a déclaré le PDG Alberto Weisser dans un entretien.⁹⁸

Les activités de certaines entreprises sont à l'origine de cette volatilité, comme le fait de détourner les cultures alimentaires vers les agrocarburants. Le lobby de l'industrie des agrocarburants est une alliance inédite de sociétés agroalimentaires, de syndicats de producteurs, d'entreprises énergétiques et de producteurs d'intrants.⁹⁹ Son influence a été fructueuse pour parvenir à imposer une part d'agrocarburants dans l'essence et le diesel et a entraîné une demande accrue sur les marchés alimentaires. Dans le même temps, les subventions et avantages fiscaux obtenus via le lobbying de l'industrie des agrocarburants a contribué à la contagion. Ces deux facteurs renforçant la volatilité.

Depuis quelques temps, les regards se tournent vers les fonds de pension et autres investisseurs institutionnels, car 3 à 5 % de leurs investissements (plusieurs milliards de dollars) portent désormais sur la spéculation sur les denrées alimentaires. Selon le Rapporteur spécial des Nations unies sur le droit à l'alimentation, ainsi que d'autres sources, ce flux soudain de demande déstabilise et renforce la flambée des prix. Préoccupés par les risques que présente une plus grande volatilité des marchés alimentaires pour leur portefeuille, certains investisseurs tels que le fonds de réserve pour les retraites (FRR) en France, le fonds de pension civil national (ABP) des Pays-Bas et le système de retraite des enseignants CalSTRS en Californie ont choisi de limiter leurs investissements dans les denrées alimentaires.

Pour les paysans pauvres, la crise des prix des denrées alimentaires a mis un terme soudain à plusieurs décennies de prix artificiellement bas dus au dumping agricole des pays riches. Malheureusement, peu d'entre eux ont pu tirer profit des prix plus élevés, étant pour la plupart des consommateurs nets de denrées alimentaires ; quasiment aucun ne disposait des ressources suffisantes pour transformer la menace en opportunité. La volatilité des prix et les conditions météorologiques imprévisibles ont découragé les paysans pauvres à investir ou à prendre des risques, notamment si cela impliquait d'hypothéquer leur exploitation.



À gauche : Suren Barman avec la vache qu'il a été contraint de vendre. « Les produits de première nécessité sont extrêmement chers. Je ne peux pas me permettre d'acheter régulièrement de la nourriture. Je vends progressivement tous mes biens pour subvenir aux besoins de ma famille. » (Dinajpur, Bangladesh 2008)

Volatilité des prix des denrées alimentaires

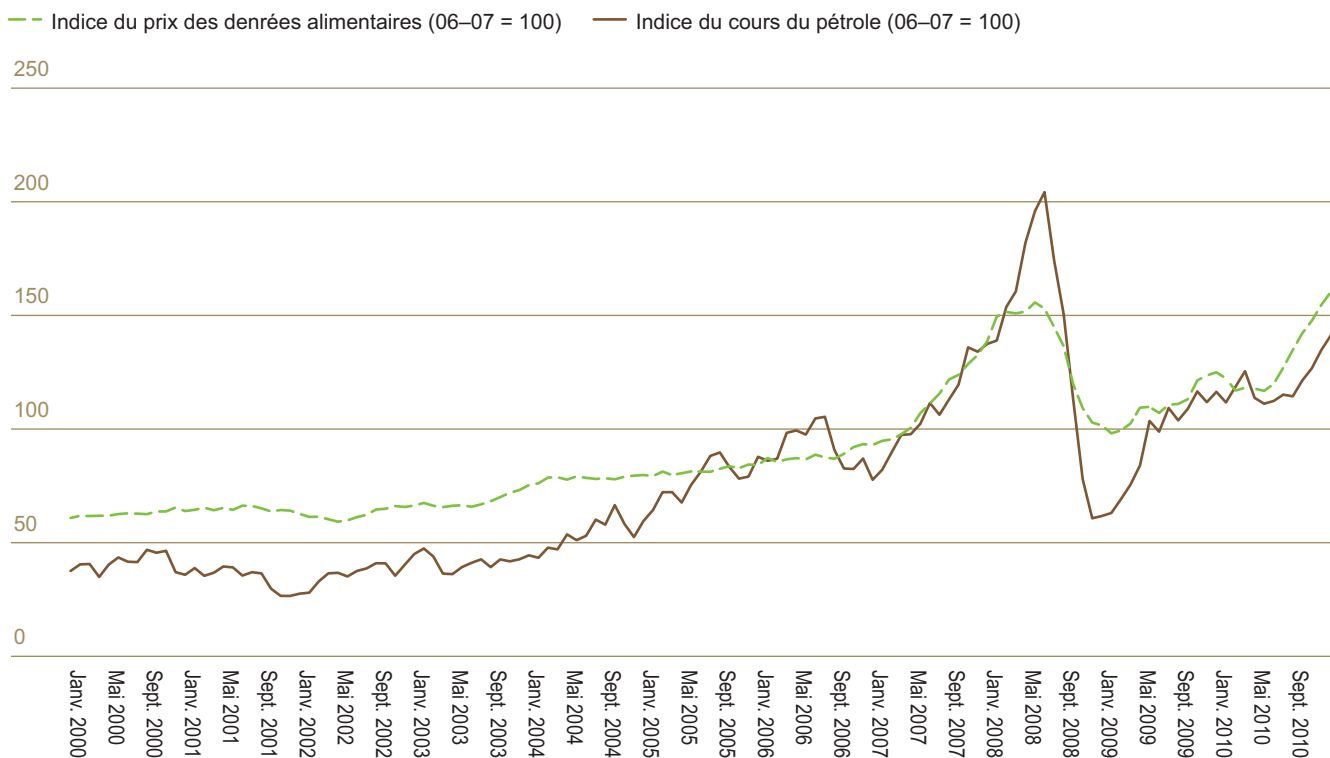
Les principaux facteurs déterminant les prix des denrées alimentaires sur le long terme sont sans doute en train de changer, notamment la demande accrue dans les économies émergentes, mais cela n'explique pas de manière convaincante les pics ponctuels. La dépendance du système alimentaire vis-à-vis du pétrole pour le transport et des engrais est un élément essentiel. On prévoit en effet que le cours du pétrole va à la fois augmenter sur le long terme et se révéler de plus en plus volatile (voir graphique 20).

Dans le même temps, les stocks alimentaires ont diminué (en 2008, les ratios stock/consommation pour le blé, le maïs et le riz étaient au plus bas depuis la fin des années 1970 et le début des années 1980).¹⁰⁰ Sans réserve pour lisser l'approvisionnement, tout choc se répercute immédiatement sur les prix. Dernièrement, certains pays ont commencé à acheter par crainte de pénurie sur les marchés ouverts pour tenter de se constituer des réserves, augmentant encore la demande sur le marché. La nervosité dans l'attente de la prochaine crise est exacerbée par un manque de transparence sur le niveau des réserves que détiennent les pays ; personne ne connaît réellement l'épaisseur du « matelas » de sécurité de chacun.

Chaos climatique

Les chocs liés à l'approvisionnement sont déjà problématiques et vont le devenir d'autant plus que le changement climatique s'accélère. Certains ont pointé du doigt les mauvaises récoltes de blé en 2006 et 2007 comme l'un des facteurs de la dernière crise. En 2010, une vague de chaleur historique a provoqué un recul de 40 % des récoltes de blé en Russie,¹⁰¹ obligeant l'État à imposer des restrictions sur les exportations. Personne ne sait ce que sera le prochain choc, ni où et quand il frappera. Que serait-il advenu si la vague de chaleur de 2010 s'était abattue sur le Middle West américain, le grenier du monde, plutôt que sur Moscou ? Lester Brown estime que cela aurait fait chuter les niveaux de réserve de céréales en dessous de 52 jours de consommation, bien en deçà des 62 jours de stocks ayant déclenché la crise de 2008.¹⁰² Récemment, d'autres conditions météorologiques extrêmes (les inondations dévastatrices au Pakistan et en Australie, la sécheresse au Brésil, les pluies torrentielles en Indonésie) ont fait grimper les prix mondiaux et ont perturbé la production nationale.

Graphique 20 : Parallèle entre prix des denrées alimentaires et cours du pétrole



Sources : calculs tirés de <http://www.fao.org/worldfoodsituation/wfs-home/foodpricesindex/fr/> et http://www.eia.doe.gov/dnav/pet/PET_PRI_WCO_K_W.htm

Échecs des États

Face à cette perspective alarmante, on pourrait penser que les États prendraient des mesures urgentes pour remédier à la fragilité du système alimentaire. Mais jusqu'à présent, les États ont soit ignoré, soit aggravé le problème.

Bien que l'investissement mondial dans les énergies renouvelables dépasse maintenant celui consacré aux carburants fossiles, la plupart des États rechignent à s'engager formellement à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre. Ils proposent à la place des réductions volontaires, nous exposant collectivement à un réchauffement catastrophique de 3 à 4 degrés.

Les États exacerbent souvent la volatilité par leurs réponses à l'augmentation des prix des denrées alimentaires. En 2008, le système alimentaire mondial était au bord du gouffre tandis que, l'un après l'autre, plus de 30 pays ont imposé des restrictions sur les exportations de leurs secteurs agricoles dans un enchaînement étourdissant de perte de confiance.¹⁰³ Les interdictions d'exportation ont réduit l'offre sur le marché mondial, faisant grimper les prix pour les pays importateurs de denrées alimentaires.

Les États se renvoient la balle. En 2008, les pays riches et plus particulièrement les États-Unis se sont faits les pourfendeurs des restrictions sur les exportations des pays en développement. Pourtant, les États-Unis menaient alors (et continuent de mener) une politique draconienne d'interdiction des exportations, mais tout cela de manière sous-jacente. La norme sur les carburants renouvelables RFS (Renewable Fuel Standard), associée à des restrictions tarifaires sur l'éthanol importé, justifie le détournement d'énormes quantités de maïs américain pour la production d'agrocarburants. Les États-Unis comptent parmi les principaux acteurs du marché du maïs, avec près d'un tiers de la production et deux tiers des exportations mondiales.¹⁰⁴ Mais depuis 2004, la quantité de maïs détournée pour les agrocarburants est montée en flèche : en 2010, près de 40 % de la production américaine de maïs finissait dans des moteurs plutôt que dans des assiettes.¹⁰⁵

Les franchises sur les agrocarburants telles que la norme RFS, ou celles du Canada et de l'UE, introduisent sur les marchés alimentaires de nouvelles causes de demande qui sont insensibles aux variations de l'offre, amplifiant la volatilité des prix. Par ailleurs, en remplaçant le pétrole par des produits agricoles, les agrocarburants contribuent à la contagion des prix entre le marché de l'énergie et celui de l'alimentation.

Les marchés alimentaires peuvent aussi être étroitement liés aux marchés financiers. Les placements dans les fonds indiciels de matières premières (principal canal des investissements financiers purs dans les denrées agricoles) ont explosé pour passer de 13 milliards de dollars en 2003 à 317 milliards de dollars en 2008,¹⁰⁶ lorsque les investisseurs se sont rués vers des valeurs refuge pour fuir les marchés de capitaux en pleine récession. De nombreux observateurs expliquent que la spéculation excessive sur l'avenir des marchés des denrées a amplifié les variations des prix des denrées alimentaires et peut avoir joué un rôle dans le pic de 2008. Les États-Unis ont pris les premières mesures pour juguler la spéculation excessive sur les denrées agricoles et envisagent de renforcer les réglementations.¹⁰⁷ Le problème est également remonté dans les priorités de l'agenda législatif de l'UE.

Certains États ont peut-être retenu la leçon. Nicolas Sarkozy, le Président de la République française, qui préside le G20 en 2011, a clairement inscrit la gouvernance alimentaire à l'ordre du jour du G20. Lorsqu'ils se réuniront en novembre 2011, les dirigeants du G20 débattront des investissements dans l'agriculture, de la spéculation sur le prix des denrées et du commerce international, une occasion rêvée pour éviter de répéter les erreurs du passé.

Système humanitaire au bord de la rupture

Le système mondial d'aide humanitaire est plus ténu que jamais. Entre 2005 et 2009, les donateurs n'ont couvert qu'environ 70 % de l'aide d'urgence requise dans les appels des Nations unies. En 2010, ce chiffre est même tombé à 63 %.¹⁰⁸ La demande en aide alimentaire pourrait doubler d'ici à 2020,¹⁰⁹ alors que le système actuel vacille déjà.¹¹⁰ Comme les budgets des donateurs pour l'aide alimentaire sont exprimés en termes monétaires plutôt qu'en tonnage, la flambée des prix des denrées alimentaires en érode la valeur.

Si l'aide alimentaire en nature peut se révéler vitale lorsque la nourriture fait défaut, le plus souvent, celle-ci est disponible, mais simplement trop chère. Dans ce cas, l'aide en espèces ou sous forme de bons est plus efficace et préserve les moyens de subsistance des producteurs et des marchands locaux, contrairement à l'aide alimentaire en nature. Pourtant, les donateurs continuent d'apporter une part disproportionnée d'aide en nature. Pourquoi ? Parce que cela répond aux intérêts particuliers des pays donateurs.

Les États-Unis sont le principal pays donateur en matière d'aide alimentaire, avec environ la moitié de l'aide alimentaire mondiale.¹¹¹ Mais leurs programmes vont davantage dans les poches des sociétés du secteur agroalimentaire et du transport que dans les estomacs des personnes souffrant de la faim. Plutôt que de verser des espèces aux agences humanitaires, les contribuables américains payent d'abord leurs agriculteurs pour produire de la nourriture, puis ils payent un surcoût pour l'acheter comme aide alimentaire, puis un autre surcoût pour la transporter à l'autre bout du monde (voir Encadré 6). En tant que principal donateur en matière d'aide alimentaire, les États-Unis font figure de référence pour les autres. Ainsi la Chine, devenue récemment un acteur majeur de l'aide alimentaire, semble suivre son exemple.

Ailleurs, des pays donateurs ont pris des mesures ambitieuses pour affranchir l'aide alimentaire des seuls intérêts nationaux. En 2004, Oxfam Canada et la Canadian Foodgrains Bank, apportant une aide alimentaire au nom de 15 paroisses et agences confessionnelles, ont mobilisé leurs partenaires dans une campagne en faveur du déliement de l'aide alimentaire canadienne, dont la loi prévoit que 90 % doit provenir des exploitations canadiennes. En septembre 2005, la pression populaire grandissante a permis aux hommes politiques de délier 50 % de l'aide alimentaire. La dynamique s'est poursuivie jusqu'au déliement complet de l'aide alimentaire en mai 2008. À ce jour, le Canada préside à la renégociation de la Convention relative à l'aide alimentaire, prônant des réformes similaires pour l'aide alimentaire dans le monde entier.

Le déliement de l'aide alimentaire permet aux agences humanitaire d'adapter leur réponse selon le contexte spécifique : soit en achetant de la nourriture sur les marchés locaux, soit en fournissant des espèces ou des bons permettant à la population de l'acheter elle-même, le cas échéant.

La manière dont sont financées les réponses humanitaires n'est pas non plus adaptée à un avenir promis à la volatilité des prix et aux conséquences du changement climatique. Les donateurs sont presque toujours sollicités une fois la crise déjà déclarée, entraînant des retards qui auraient pu être évités via un système de contributions similaire à celui utilisé pour financer les opérations de maintien de la paix des Nations unies.

Encadré 6 : Vers qui diriger l'aide alimentaire, au juste ?

Mis à part en 2009, sur les deux dernières décennies, plus de 90 % de l'aide alimentaire des États-Unis a pris la forme de productions subventionnées cultivées par des exploitants américains.¹¹² Pourtant, pour chaque dollar du contribuable des États-Unis dépensé dans l'aide alimentaire, seuls 40 cents servent véritablement à acheter de la nourriture.

Une bonne partie va directement dans les poches des sociétés agroalimentaires américaines. La loi américaine stipule que 75 % de l'aide alimentaire doit être produite, conditionnée, consolidée et transformée par des sociétés agroalimentaires américaines sous contrat avec le ministère de l'Agriculture des États-Unis (USDA). Les processus d'offre sont dominés par une poignée de sociétés, pratiquant des tarifs en moyenne 11 % supérieurs aux cours du marché, et jusqu'à 70 % dans le cas du maïs.

Une fois la nourriture achetée, les sociétés de transport américaines prennent le relais. Légalement, la nourriture doit être transformée et transportée par des sociétés américaines sur des navires battant pavillon américain, aux frais des contribuables. Près de 40 % des coûts totaux de l'aide alimentaire sont ainsi versés aux sociétés de transport américaines. Là encore, la restriction de l'offre limite la concurrence et fait grimper les prix.

Ce type d'aide met plus longtemps à parvenir aux personnes qui en ont besoin. Sur la période 2004–2008, l'acheminement de l'aide alimentaire des États-Unis à l'Afrique prenait en moyenne 147 jours, contre 35 à 41 jours pour la nourriture provenant du continent africain.¹¹³ Et dans les situations où l'envoi d'aide alimentaire des États-Unis s'avérerait approprié, Oxfam estime que le choix d'un transporteur sur le marché ouvert permettrait au contribuable américain de fournir 15 % de nourriture supplémentaire,¹¹⁴ soit suffisamment pour nourrir 3,2 millions de personnes de plus en cas d'urgence.¹¹⁵

Source : Barrett et Maxwell (2008), « Food Aid After Fifty Years: Recasting its Role »

Ci-contre : Pesée du riz au centre Gor Khamhi pour le système public de distribution. Même s'il constitue un filet de sécurité important pour les personnes souffrant de la faim, le système public de distribution indien (Public Distribution System, PDS) ne répond pas de manière satisfaisante aux besoins caloriques des communautés rurales vulnérables. (Inde, 2011)

À droite : Aide alimentaire des États-Unis : dans un centre de distribution alimentaire de l'état, un sac contenant un mélange de maïs et de soja attend d'être distribué. (Éthiopie, 2008)

Action au niveau national

Les États doivent garantir à leurs citoyens le droit à l'alimentation. Le système international défaillant ne fait qu'accroître leur responsabilité en ce sens. Face au changement climatique, à la raréfaction des ressources et à la volatilité des prix des denrées alimentaires, les États peuvent et doivent faire davantage pour renforcer la résilience de leurs populations.

Dans un premier temps, ils doivent investir dans l'agriculture pour améliorer les infrastructures, étendre l'accès aux ressources productives et finalement accroître la production alimentaire et les revenus dans les communautés rurales, les plus touchées par la faim. Comme en témoignent les exemples de l'Inde et du Brésil (voir Encadré 7), la seule croissance économique n'est pas la panacée ; la croissance doit s'accompagner de la création de nombreux emplois et de transferts sociaux pour faire reculer la faim.

Les États doivent également privilégier l'adaptation au changement climatique. Leur aptitude à engager les investissements requis est toutefois sapée par l'incapacité actuelle des pays riches à fixer les détails de leur engagement de 100 milliards de dollars par an pour les financements climat. Les financements actuels, ou financements précoces, ne sont pas à la hauteur. Selon de récentes estimations, seulement 10 % sont actuellement consacrés à l'adaptation,¹¹⁶ tandis que la majeure partie des 30 milliards de dollars du programme Fast Start Finance décidé à Copenhague s'est révélée provenir d'anciens fonds d'aide, recyclés, reconditionnés et rebaptisés.

Moyennant une planification et un financement appropriés, l'adaptation contribuera par ailleurs à relever d'autres défis. Par exemple, l'amélioration du stockage des récoltes peut concourir à une production durable tout en renforçant les mesures de protection. La garantie d'un accès équitable aux terres peut, elle, contribuer à relever le défi de l'égalité. Le déploiement à plus grande échelle des systèmes de protection sociale est une autre stratégie essentielle à disposition des États. Les programmes de transfert d'espèces, les programmes d'assurance chômage, l'assurance des récoltes indexée sur les conditions météorologiques et les pensions sociales peuvent aider les populations vulnérables à mieux faire face aux chocs. Pourtant, à ce jour, 80 % de la population mondiale n'a pas accès à la moindre protection sociale, se retrouvant ainsi sans protection alors même que les risques se multiplient.¹¹⁷



Encadré 7 : Les cas de l'Inde et du Brésil

Pourtant tous deux membres du groupe BRICS (qui réunit les économies émergentes du Brésil, de la Russie, de l'Inde, de la Chine et de l'Afrique du Sud), le Brésil et l'Inde sont diamétralement opposés sur la question de la faim. Bien qu'ayant connu une croissance économique supérieure à 100 % entre 1990 et 2005,¹¹⁸ l'Inde n'est pas parvenue à faire reculer d'un iota le nombre de personnes souffrant de la faim. Ce nombre a même augmenté de 65 millions¹¹⁹, soit plus que la population d'un pays comme la France.¹²⁰ À ce jour, une personne souffrant de la faim sur quatre vit en Inde.¹²¹

Au Brésil en revanche, malgré une croissance économique plus lente, la faim a reculé à une vitesse incroyable, chutant de moitié entre 1992 et 2007.¹²²

Pourquoi une telle différence ? Bien sûr, de nombreux facteurs entrent en ligne de compte, mais la principale raison est l'échec de l'État en Inde et la réussite de l'État au Brésil, où un leadership politique déterminé a reçu le soutien d'un important mouvement de citoyens mené par des personnes vivant dans la pauvreté.

En Inde, l'État a vécu une longue période de croissance inégale concentrée sur le secteur des services et les zones urbaines, malgré le fait que la majorité des personnes souffrant de la pauvreté et de la faim vivent dans les zones rurales. Si l'État avait entrepris une véritable redistribution, la faim aurait toutefois pu être réduite. Malheureusement, l'Inde n'est pas parvenue à privilégier la lutte contre la faim ni à développer une stratégie cohérente. Des initiatives ambitieuses telles que le National Rural Employment Guarantee Act garantissant 100 jours de travail payé aux hommes et femmes vivant en milieu rural, ou l'énorme programme de subventions des engrais, n'ont pas réussi à initier de réelles avancées, par manque d'adhésion politique et de soutien.

Au Brésil, ce fut le contraire. Lancée en 2003, une stratégie nationale intersectorielle baptisée Fome Zero (Zéro faim) a rassemblé 50 initiatives interconnectées, allant des transferts d'espèces pour les mères pauvres aux services d'extension pour les petits producteurs alimentaires. Ayant pris fait et cause pour Fome Zero, le Président d'alors, Luiz Inácio Lula da Silva, a garanti l'adhésion de l'ensemble de l'État, permettant ainsi la prestation de services aussi vastes.

Bien que les avantages aient été réalisés rapidement, Fome Zero est un projet de longue haleine : il s'agit de l'aboutissement de 20 ans d'activisme de la société brésilienne et des mouvements sociaux. Ils se sont organisés et ont cherché à étendre l'horizon politique en élisant des représentants politiques qui avaient la vision nécessaire pour apporter un véritable changement.¹²³



L'heure de la reconstruction

La défaillance du système alimentaire est exacerbée par les facteurs de fragilité qui le rendent vulnérable aux chocs. Il est pris dans le cercle vicieux d'une crise, qu'il a lui-même contribué à créer.

Heureusement, on connaît la plupart des solutions et de nombreux changements nécessaires sont déjà en cours, sous l'impulsion d'un nombre croissant de consommateurs, de producteurs, d'entreprises responsables et d'organisations de la société civile. Le plus grand défi sera de s'affranchir des intérêts particuliers au cœur du système. L'histoire montre que la justice n'a pas tendance à se faire par la bonne volonté des puissants. La décolonisation et l'indépendance, la création des États providence, la diffusion du suffrage universel, la création d'une gouvernance internationale : toutes ces avancées ont été conquises par la lutte et le conflit, souvent en lien avec des chocs ayant provoqué une déstabilisation, ou dans des périodes de transition. Cette période de crise est une menace terrible, mais aussi une incroyable opportunité. En jeu : une prospérité nouvelle qui bénéficie à tous de manière équitable.

'Case Study: Brazil's Strategies to Reduce Hunger' www.oxfam.org/grow

'Why India is Losing its War on Hunger' www.oxfam.org/grow



3

**UNE PROSPÉRITÉ
D'UN TYPE
NOUVEAU**



3.1

Cultiver un avenir meilleur

Nous savons d'expérience qu'une forme de développement humain plus équitable et durable est possible. Aujourd'hui, du système alimentaire défaillant aux défis sociaux et écologiques grandissants, le modèle dominant de développement a atteint ses limites. La perspective de centaines de millions de personnes supplémentaires souffrant de la faim et de milliards d'individus poussés au seuil de l'indigence dans les prochaines années doit être entendue comme un appel à la prise de conscience pour chacun d'entre nous : il est temps d'inverser la tendance.

Un développement qui se poursuivrait sur une logique inchangée ne fera qu'accroître le poids de la demande sur les ressources finies de notre planète. Ce modèle prône le laissez-faire sur les marchés, attendant d'eux qu'ils apportent un progrès social pourtant impossible à atteindre sans des changements radicaux, des politiques publiques proactives, des réglementations et des investissements. L'approche que porte ce modèle est celle qui contribue à l'emballement des systèmes mondiaux et permet à des intérêts particuliers d'en privatiser les bénéfices tout en faisant porter les coûts à la société tout entière.

Ce type de développement est en réalité conçu autour d'une notion réductrice de l'activité économique, ignorant les aspects humains, sociaux, environnementaux, naturels. Il s'appuie lourdement sur un faux espoir : celui que les entreprises pourraient proposer comme par magie des solutions technologiques à tous les défis auxquels nous sommes confrontés. Il est également sourd aux avantages pratiques et démocratiques qu'offrent des solutions partagées à visage humain.

Certains membres des élites qui bénéficient du statu quo seront parmi les dernières à reconnaître la faillite d'un modèle dont les bénéfices ont été monopolisés. Mais de plus en plus de personnes



prennent conscience du défi lancé à notre génération, ainsi que des formidables opportunités de transition vers une nouvelle prospérité qu'il peut ouvrir.

Dans ce contexte d'interdépendance, des formes de développement humain plus efficaces, équitables et résilientes sont, pour la première fois, non seulement souhaitables, mais indispensables.

C'est l'impératif. Nous devons relever trois défis interconnectés en pleine période de crise : nourrir 9 milliards d'individus sans saccager la planète ; trouver des solutions équitables pour mettre un terme au manque d'autonomie et à l'injustice ; et renforcer notre résilience collective face aux chocs et à la volatilité. Aucune technologie ou stratégie miracle ne balaiera ces défis.

Face à ces trois défis, il existe des éléments d'espoir et de mobilisation : des solutions pratiques, urgentes, existent.

Elles vont des actes simples de bon sens à la portée de tous aux changements ambitieux dans notre manière de gérer les ressources partagées et de valoriser le progrès social). Ce sont des solutions avantageuses pour les producteurs, les consommateurs et la planète. Elles peuvent bénéficier au plus grand nombre, plutôt qu'à une élite de privilégiés, et sont conçues pour être résilientes à long terme.

Possible, la construction d'un avenir meilleur sera exigeante. Elle demandera toute l'énergie, l'ingéniosité et la volonté politique que peut mobiliser l'humanité. Pour que les meilleures solutions s'imposent, nous devons mettre sur pied des campagnes pour réformer en profondeur la manière dont nos sociétés gèrent les ressources et les menaces communes, et créer des plateformes

d'opportunités. Que ce soit dans les négociations internationales ou dans les prises de décision nationales, nous devons œuvrer à trois changements majeurs :

- Premièrement, nous devons bâtir une **nouvelle gouvernance mondiale** pour prévenir les crises alimentaires. La priorité absolue des États doit être de lutter contre la faim et de réduire la vulnérabilité en créant des emplois et en investissant dans l'adaptation au changement climatique, la réduction des risques de catastrophes et la protection sociale. La gouvernance internationale (du commerce, de l'aide alimentaire, des marchés financiers et des financements climat) doit être transformée pour réduire les risques de futurs chocs et répondre plus efficacement lorsqu'ils surviennent.
- Deuxièmement, nous devons bâtir un **nouvel avenir pour l'agriculture** en privilégiant les besoins des agricultures familiales dans les pays en développement, où le potentiel en termes de gains de productivité et de résilience est le plus grand. Les États et les entreprises doivent adopter des politiques et des pratiques garantissant l'accès réel des paysans aux ressources naturelles, aux technologies et aux marchés. Nous devons en outre remédier à la maldonne en matière d'affectation des ressources, qui voit la grande majorité de l'argent public destiné à l'agriculture bénéficier aux exploitations agro-industrielles du Nord.
- Troisièmement, nous devons concevoir l'architecture d'un **nouvel avenir écologique** en mobilisant l'investissement et en changeant les comportements des entreprises et des consommateurs, tout en élaborant des accords mondiaux pour la distribution équitable des ressources rares. Un accord mondial sur le changement climatique sera le test décisif pour la réussite.

3.2

Nouvelle gouvernance en cas de crises alimentaires

Tandis que nous abordons une période de crises et d'incertitudes et sommes confrontés à notre seconde flambée des prix mondiaux des denrées alimentaires en trois ans, il faut en faire davantage pour renforcer la résilience et gérer les risques climatiques et économiques qui pèsent sur l'avenir.

Réforme internationale

Alors que le système alimentaire mondial devient de plus en plus volatile et instable, le risque de glissement vers une logique de repli et de « nationalisme » des ressources est sérieux. Les femmes et les hommes vivant dans la pauvreté en sortiraient forcément perdants. À l'opposé, le monde pourrait résolument se tourner vers une mondialisation plus juste, résiliente et durable, mais uniquement à condition de basculer d'une logique de compétition vers une logique de coopération internationale.

Page précédente, à gauche : Osvaldo Penaranda, 48 ans, et ses tomates entre des lits de semence surélevés (camellones). Les inondations sont de plus en plus imprévisibles dans cette région du Bassin amazonien. (Bolivie, 2007)

Page précédente, à droite : Noograi Snagsri passe maintenant moins de temps aux champs, grâce au nouveau système de culture intégré dans lequel l'eau est directement acheminée par des tuyaux jusque dans les champs. En 2007, les paysans de la province de Yasothon, dans le nord-est de la Thaïlande, ont été frappés par le plus long épisode de sécheresse depuis des décennies. (Thaïlande, 2010)

Le système international actuel (fragmenté, improvisé, faible en termes de légitimité et fortement caractérisé par les lacunes et les frictions entre États et institutions) n'est pas encore à la hauteur pour coordonner et fournir ces résultats. La réforme peut commencer dès aujourd'hui, avec plusieurs mesures immédiates destinées à réduire les risques, améliorer la coordination et renforcer la confiance, pour mettre ainsi en branle un processus d'évolution vers un nouveau système de gouvernance capable à la fois d'atténuer et de gérer les chocs qui se présentent.

Lors de la crise de 2008 des prix des denrées alimentaires, aucune coopération n'a eu lieu. Les États ont été incapables de s'entendre sur les causes de l'augmentation des prix, sans même parler des solutions à apporter. Les réserves alimentaires ont chuté à des niveaux historiques. Les institutions et les forums internationaux existants se sont retrouvés impuissants lorsque plus de 30 pays ont imposé des interdictions d'exportation dans un jeu à somme négative¹²⁴ de politiques du « chacun pour soi ».

Avec les prix des denrées alimentaires qui atteignent de nouveaux sommets, une série d'actions urgentes est maintenant indispensable.

1. Gérer le commerce pour gérer les risques

Bâtir un système de réserves alimentaires multilatéral

L'une des raisons de l'augmentation spectaculaire des prix des denrées alimentaires en 2008 est le faible volume d'échanges des marchés : les réserves ayant chuté à des niveaux sans précédent, toute variation de l'offre et de la demande se répercute entièrement sur le mécanisme de prix. Les achats effectués par les États sur les marchés internationaux par crainte de pénurie (les pays dépendant des importations et cherchant à constituer des stocks nationaux) peuvent facilement aggraver la volatilité qu'ils cherchent précisément à combattre. Plutôt que d'agir de manière unilatérale, les États devraient travailler collectivement à la création de réserves alimentaires régionales et de systèmes d'échanges stratégiques transfrontaliers. Cette approche serait source de résilience contre la volatilité, tout en réduisant le risque de concurrence entre les États.

Augmenter la transparence des marchés

La tendance des États à acheter massivement par crainte de pénurie découle en grande partie de la méconnaissance des marchés : les participants disposent de très peu d'informations fiables sur les niveaux des stocks détenus par les États ou les négociants du secteur privé. Charger la FAO, par exemple, de recueillir et de diffuser les données compilées sur les stocks, les réserves et les prévisions sur l'offre et la demande, contribuerait à un meilleur fonctionnement des marchés.

Se coordonner et empêcher les restrictions à l'exportation

Les règles mondiales actuelles sur les restrictions des exportations alimentaires sont pour le moins modestes. *A priori*, de telles restrictions sont interdites par le GATT et l'accord de l'OMC sur l'agriculture. Mais en pratique, des clauses d'exemption aux formulations vagues et non testées permettent aux pays de les imposer à leur bon vouloir. La révision des règles commerciales internationales prendra du temps, mais étant donné la récente remise au goût du jour des restrictions sur les exportations (comme l'interdiction russe sur les exportations de blé à l'été 2010), une action urgente est nécessaire. Les principaux exportateurs de denrées alimentaires doivent s'engager publiquement à s'abstenir

d'imposer unilatéralement des restrictions soudaines sur les exportations, ainsi qu'à exempter l'aide humanitaire de telles restrictions. Cette option figure déjà à l'ordre du jour de la présidence française du G8 et du G20 en 2011, et devrait compter parmi les priorités des États membres.

Démanteler l'aide en faveur des agrocarburants

Les mesures d'aide pour les programmes d'agrocarburants coûtent actuellement quelque 20 milliards de dollars par an et devraient plus que doubler d'ici à 2020.¹²⁵ Le démantèlement des mesures d'aide telles que les autorisations de production et de consommation, les subventions, les avantages fiscaux et les taxes à l'importation serait bénéfique pour les contribuables et très positif pour la sécurité alimentaire.

Mettre un terme aux subventions agricoles faussant les marchés

Pour indécentes que soient les subventions sur les agrocarburants, ce n'est rien en comparaison des sommes vertigineuses que dépensent les pays riches pour soutenir leurs secteurs agricoles. Lorsque ces mesures faussent les échanges (en restreignant l'accès au marché ou en encourageant la surproduction et le dumping), elles nuisent directement au développement de secteurs agricoles résilients dans les pays pauvres. Loin de réduire l'ampleur de la libéralisation du secteur agricole de l'OCDE, la flambée des prix des denrées alimentaires l'exacerbe comme jamais. Dans le même temps, les pays pauvres ont besoin d'être libres de déterminer l'étendue et le rythme de l'ouverture de leurs marchés agricoles.

2. Réformer l'aide alimentaire

Les mesures évoquées plus haut aideront la communauté internationale à renforcer la résilience et à atténuer et gérer les futures crises. Mais des crises continueront de survenir, notamment avec l'intensification du changement climatique. En l'absence de réforme sur la manière dont l'aide alimentaire est collectée et distribuée, les contraintes sur le système humanitaire risquent de devenir insupportables.

Un financement approprié, obligatoire et prévisible en amont, libérerait les agences humanitaires de la collecte de fonds effrénée et leur permettrait d'être bien mieux préparées. Des ressources adéquates doivent être disponibles en avance afin de couvrir les réponses d'urgence, au lieu du système actuel consistant à faire passer le chapeau lorsqu'une crise survient. La communauté internationale doit passer à un système à 100 % de financement pour les urgences humanitaires, par le biais de « contributions évaluées » dès le départ.¹²⁶ D'autres mécanismes doivent être développés pour isoler le financement des augmentations des prix des denrées alimentaires, par des systèmes de couverture ou d'assurance. Le financement pourrait même s'effectuer sur la base des calories, et non des dollars, afin de répondre précisément aux besoins nutritionnels et pour rendre l'aide indépendante des variations des prix.

Le fait de mettre un terme à la mainmise des lobbies des exploitants et des transporteurs sur le système d'aide améliorerait considérablement l'efficacité tout en offrant aux agences la souplesse nécessaire pour mettre en œuvre des stratégies d'aide plus appropriées, telles que des distributions en espèces et en bons, ou l'achat local, à l'instar de l'initiative « Achats pour le progrès » du PAM (voir Encadré 8).¹²⁷

Encadré 8 : Renforcement de la résilience et amélioration de l'aide alimentaire en Éthiopie

Dans une région récemment touchée par la sécheresse, des sacs de maïs remplis et empilés jusqu'au plafond d'un entrepôt de Shashemene, en Éthiopie, offrent une vision réjouissante. Mais ce que le logo bleu du Programme alimentaire mondial ne dit pas (et qui rend ce stock de maïs blanc encore plus remarquable), c'est d'où il vient.

Ce maïs a été cultivé ici même, par de petits paysans de la zone Arsi ouest. L'initiative pilote « Achats au service du progrès » du PAM a été conçue pour apporter une aide alimentaire aux marchés locaux afin de fournir des opportunités de revenus aux paysans pauvres tout en répondant aux besoins alimentaires immédiats des personnes souffrant de la faim. Le PAM prévoit d'acheter jusqu'à 126 tonnes de denrées alimentaires aux paysans éthiopiens sur les cinq prochaines années, pour nourrir d'autres Éthiopiens.

Le PAM se procure une partie de ces denrées alimentaires auprès d'un syndicat de « banques céréalières » soutenu par Oxfam en Arsi ouest. Chaque banque céréalière est détenue et gérée par ses membres, qui paient une petite cotisation pour adhérer. Suite à la récolte, les banques achètent les céréales auprès des membres à un prix équitable. Elles en conservent une partie pour les cas d'urgence et vendent le reste au meilleur prix possible, y compris au PAM. Les membres peuvent se partager les bénéfices ou les réinvestir dans la banque. Les banques permettent aux paysans de mettre leurs ressources en commun afin d'accéder à de meilleures opportunités commerciales et de constituer des stocks de sécurité en prévision de temps difficiles.

« Nous avons un stock dans notre banque et nos membres ne meurent pas de faim comme d'autres », expliquait le magasinier de la banque de l'époque. « Notre expérience des trois dernières années montre que nous pouvons améliorer nos conditions de vie. »

Source : Oxfam América

'Sowing the Seeds of Self-Reliance in Ethiopia'
www.oxfamamerica.org/publications

Finalement, en période de crise, il est essentiel que les interventions humanitaires contribuent à dépasser les approches réactives classiques. Elles doivent intégrer des programmes à plus long terme et des approches de réduction des risques de catastrophes afin de reconstituer les actifs des populations et de lutter contre la vulnérabilité chronique. Au final, les bailleurs de fonds et les agences humanitaires doivent se montrer plus aptes à tenir la distance, plutôt que de plier bagages dès la crise immédiate passée.

3. Réguler la spéculation sur le prix des denrées

Nous avons besoin d'une approche préventive de la spéculation sur les denrées alimentaires. Les États peuvent juguler la spéculation excessive tout en laissant aux marchés de demain leur rôle en matière d'atténuation légitime des risques et de définition des prix. Cela peut passer par l'exigence d'une transparence accrue pour permettre aux régulateurs de surveiller les spéculateurs et de limiter au besoin leurs activités. Les limites de prix peuvent réduire la volatilité à court terme et les limites de position peuvent prévenir les paris excessifs sur les variations des prix. Dans un premier temps, les limites peuvent être fixées à des niveaux modestes, puis resserrées progressivement, permettant aux régulateurs de surveiller toute conséquence néfaste telle qu'un manque de liquidités.

Suite aux progrès réalisés aux États-Unis, les agendas du G20 et de l'UE pour 2011 incluent des propositions pour réguler les marchés dérivés des denrées.

4. Capitaliser un nouveau fonds mondial sur le climat et le rendre opérationnel

L'adaptation est une priorité urgente dans les pays en développement, mais les ressources nécessaires (Oxfam estime qu'elles s'élèveront à 100 milliards de dollars par an d'ici à 2020) font défaut. En outre, le cadre institutionnel régissant l'attribution des financements sur le climat est un véritable sac de nœuds, mêlant canaux multilatéraux et bilatéraux, ce qui augmente considérablement les coûts de transaction pour les pays en développement essayant d'accéder aux maigres fonds disponibles. Cela doit changer. Le nouveau fonds mondial sur le climat convenu lors du sommet international sur le climat de Cancun en 2010 doit être mis en œuvre dès que possible. L'entente sur une série de mécanismes innovants permettant d'alimenter le fonds, tels qu'une taxe sur les transactions financières ou des redevances sur les échanges et les trajets aériens internationaux, reste une priorité essentielle et est à l'ordre du jour du G20 en 2011.

Approches nationales

En plus d'investir dans l'agriculture, les gouvernements nationaux ont beaucoup à faire pour renforcer la résilience et réduire la vulnérabilité.

1. Investir dans l'adaptation au changement climatique

L'une des missions les plus urgentes pour les gouvernements est peut-être d'aider les communautés à s'adapter au changement climatique en réduisant leur vulnérabilité et en créant des infrastructures capables de faire face au changement climatique. En priorité, les gouvernements des pays en développement doivent cartographier la vulnérabilité et élaborer des plans d'adaptation nationaux privilégiant les personnes les plus vulnérables. Ces efforts doivent s'accompagner d'un soutien de la communauté internationale, sous la forme de financements publics nouveaux ou supplémentaires.

À droite : Un moulin à vent pompe l'eau vers un réservoir de stockage alimentant l'exploitation de Manoon Phupa. En 2007, les paysans de la province de Yasothon, dans le nord-est de la Thaïlande, ont été frappés par le plus long épisode de sécheresse depuis des décennies. Oxfam travaille avec l'organisation locale Earth Net Foundation depuis 2004, promouvant la production agricole biologique et la commercialisation équitable auprès des agriculteurs. (Thaïlande, 2010)

Encadré 9 : Une adaptation réussie au changement climatique en Thaïlande

En 2007, les paysans de la province de Yasothon, dans le nord-est de la Thaïlande, ont été frappés par le plus long épisode de sécheresse depuis des décennies en pleine saison des pluies. Yasothon, l'une des dix provinces les plus pauvres du pays, fait partie de la Weeping Plain (ou plaine désolée), ainsi surnommée à cause de ses paysages arides. Les conditions sèches de la plaine en font un lieu idéal pour la culture du riz jasmin, très parfumé.

La sécheresse s'inscrivait dans une tendance de long terme. Les relevés des précipitations indiquent un retard de plus en plus prononcé de l'arrivée des pluies d'année en année, en partie au moins imputable au changement climatique. En coopération avec l'organisation locale Earth Net Foundation (ENF), Oxfam a lancé un projet pilote d'adaptation au changement climatique impliquant 57 hommes et femmes parmi 509 foyers de paysans biologiques de la province.

Les participants ont reçu des informations exhaustives sur l'état du changement climatique à Yasothon et ont pu échanger sur les manières de s'y adapter. Ils ont ensuite conçu leurs propres systèmes de gestion de l'eau au sein des exploitations, avec bassins de rétention, puits, tranchées, systèmes d'arrosage et pompes, avant de les construire avec l'aide d'un prêt modeste de l'ENF. Les paysans ont également commencé à cultiver des légumes et ont planté des arbres fruitiers.

L'année suivante, la province de Yasothon fut à nouveau frappée par la sécheresse (« la pire en 57 ans », selon un ancien du village). Des précipitations excessives ont ensuite noyé une bonne partie de ce qu'il restait de culture au moment de la récolte. La production globale de riz des exploitations du projet a chuté de près de 16 %, mais la situation était bien pire dans les exploitations qui ne participaient pas au projet, avec un recul global de la production de 40 %.

Source : Recherche d'Oxfam

'Case Study: Jasmine Rice in the Weeping Plain'
www.oxfam.org.uk/resources





2. Étendre la protection sociale

Au plus fort de la flambée des prix des denrées alimentaires de 2008, de nombreux gouvernements de pays en développement, confrontés chez eux à une accentuation de la faim et du mécontentement, se sont résolus à des choix politiques qui n'ont fait qu'empirer les choses. 46 pays en développement ont eu recours à des subventions généralisées ou à des politiques de contrôle des prix pour tenter de réguler les prix des denrées alimentaires, avec des réactions pouvant réduire l'incitation pour les producteurs à accroître la production, ou faire peser un lourd fardeau sur les budgets de l'État.¹²⁸

Les programmes de protection sociale adaptés aux contextes nationaux spécifiques peuvent cibler les ressources en faveur des personnes les plus vulnérables, susceptibles d'inclure les femmes et les producteurs ruraux de manière générale. Dans les cas les plus sophistiqués, comme le programme Fome Zero (Faim Zéro) qui a été un succès au Brésil, différentes approches sont combinées dans un effort global et de grande ampleur pour réduire la faim. Au final, les États doivent chercher à déployer des programmes de couverture universelle ayant tendance à être plus efficaces et, par définition, à protéger davantage de personnes.

À ce jour, seulement 20 % de la population mondiale a accès une protection sociale quelconque. Si ce constat est révoltant, il s'agit toutefois d'une amélioration par rapport à la situation d'il y a quelques années seulement, due en grande partie à l'extension des prestations en Chine et au Brésil.¹²⁹ Même dans ces cas, les mesures manquent souvent de continuité. Les principales lacunes sont observées dans les pays à faible revenu, où la protection sociale tend à se limiter à des programmes pilotes menés par des donateurs, plutôt que de suivre des approches nationales.

Ci-dessus : Roni, Marta et Denilson prenant leur déjeuner gratuit à la crèche Vila Irma Dulce, Brésil. La communauté a fait pression pour obtenir l'école, les enseignants et les déjeuners gratuits pour les enfants. (Brésil, 2004)

Un financement prévisible par les bailleurs de fonds, sous la forme de soutien budgétaire direct, permettrait aux États de mettre en œuvre des programmes nationaux. Un appui technique peut également s'avérer nécessaire, mais les approches adoptées doivent impérativement tenir compte de la spécificité des contextes nationaux, les solutions clés en main étant très rares.

Sans leadership émanant de l'intérieur de l'État, aucune aide par des donateurs ne constituera jamais une protection sociale efficace. Bien trop souvent, les politiques n'osent pas initier des programmes ambitieux, par peur des implications fiscales à long terme (ignorant les avantages économiques plus importants qui en découleront) ou craignent simplement de générer une dépendance (ce que les faits ne corroborent pas).¹³⁰

L'un des objectifs partagés pour les États et les institutions internationales doit être l'accès universel à une protection sociale de base, suffisante pour garantir les droits économiques et sociaux fondamentaux, dont le droit à l'alimentation. L'Initiative pour un socle de protection sociale des Nations unies¹³¹ constitue en cela une plateforme de convergence idéale.

« La crèche s'est révélée très bénéfique pour les membres de cette communauté. Elle a permis aux femmes de chercher un emploi à temps partiel et constitue un point de départ idéal pour l'éducation de leurs enfants. Les enfants bénéficient en outre de repas nutritifs et gratuits, un don du ciel pour les parents sans emploi ou qui luttent pour pouvoir offrir à leur famille des repas réguliers. »

Eline Carla Machado, responsable de la crèche Vila Irma Dulce, Brésil

3. Développer des stratégies intégrées de lutte contre la faim

La croissance n'est pas systématiquement inclusive. L'une des raisons pour lesquelles l'Inde n'est pas parvenue à faire reculer significativement la faim malgré une croissance impressionnante est que la création d'emplois et l'augmentation des revenus n'étaient pas suffisamment partagées (voir Encadré 7). Des études récentes montrent que la majorité des personnes pauvres dans le monde ne vit pas dans les pays les plus pauvres, mais au sein de sociétés à revenu intermédiaire,¹³² oubliées par le « miracle » économique qui n'a cessé de faire augmenter les revenus *moyens*.

Le Vietnam a choisi une autre voie, développant un programme national d'éradication de la faim et de réduction de la pauvreté en 1998, visant à éliminer la faim chronique et à faire reculer les inégalités. En 2010, le pays avait réduit de moitié les niveaux de malnutrition, réalisant ainsi le premier objectif du Millénaire pour le développement avec cinq ans d'avance sur le calendrier.¹³³ Mais la tendance s'était enclenchée avant, avec la réforme agraire et la poursuite du développement agricole en tant que moyen pour générer une « étincelle de croissance » et une transition vers une économie manufacturière pourvoyeuse d'emplois et une plus grande industrialisation. Et cela fonctionne : autrefois importateur de riz, le Vietnam est maintenant le deuxième pays exportateur au monde et le taux de pauvreté a chuté de 58 % en 1993 à 18 % en 2006.¹³⁴

Aujourd'hui, de telles stratégies nationales pour la création d'emplois et la croissance inclusive doivent être intégrées dans les approches pour lutter contre la vulnérabilité par le biais de l'adaptation au changement climatique, de la protection sociale et de la réduction des risques de catastrophes.

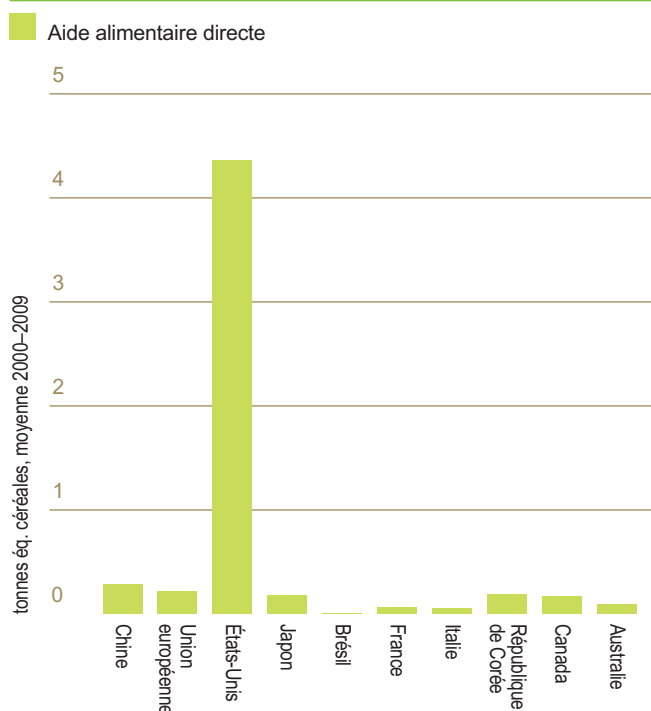
Nouvelle gouvernance mondiale

Le G20 peut enclencher le processus de réforme internationale dès cette année. Pour ce faire, il devra s'attaquer à la spéculation sur les prix des denrées, s'entendre sur de nouvelles sources de financement innovant face au changement climatique et obtenir un consensus sur les restrictions sur les exportations, les réserves alimentaires et une transparence accrue sur les marchés des denrées. Mais le G20 représente principalement les puissances alimentaires (voir graphique 21). Au final, la gouvernance du système alimentaire doit inclure les pays les plus vulnérables aux crises et aux chocs.

Le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) des Nations unies propose un forum permettant de négocier et de s'entendre sur un nouveau cadre de gouvernance. Il travaille déjà à la résolution de problématiques critiques telles que la volatilité des prix des denrées alimentaires, l'investissement foncier, le changement climatique et la protection des moyens de subsistance pendant les longues crises. Il s'agit surtout du seul espace au sein duquel les États, la société civile, les institutions internationales et le secteur privé peuvent négocier de manière formelle des mesures visant à garantir la sécurité alimentaire mondiale.¹³⁵

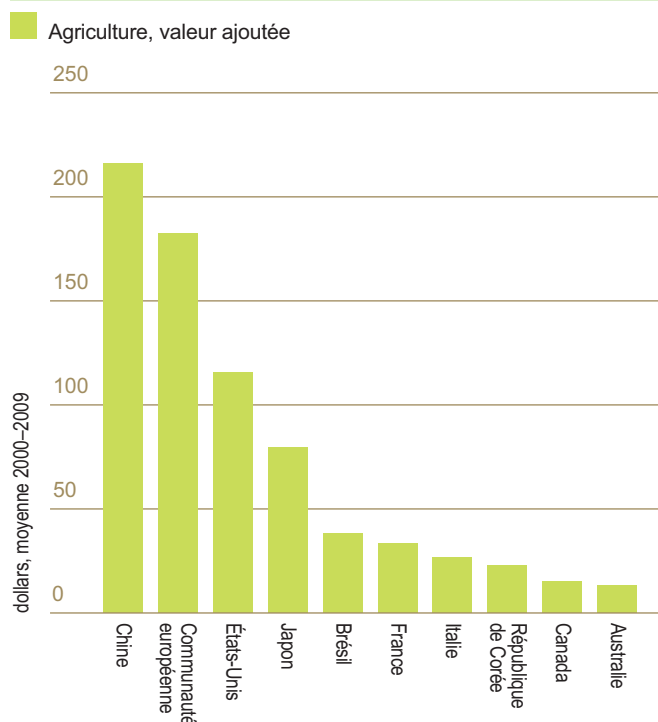
Tandis que nous abordons une période de crise et d'incertitudes, le CSA représente notre meilleur espoir d'entrer dans une nouvelle ère de la coopération, un système de règles multilatérales qui permettra aux États d'agir de concert pour l'intérêt global, de résoudre les conflits, d'harmoniser les politiques et d'affecter les ressources de manière plus efficace.

Graphique 21a : Qui sont les superpuissances agroalimentaires ?



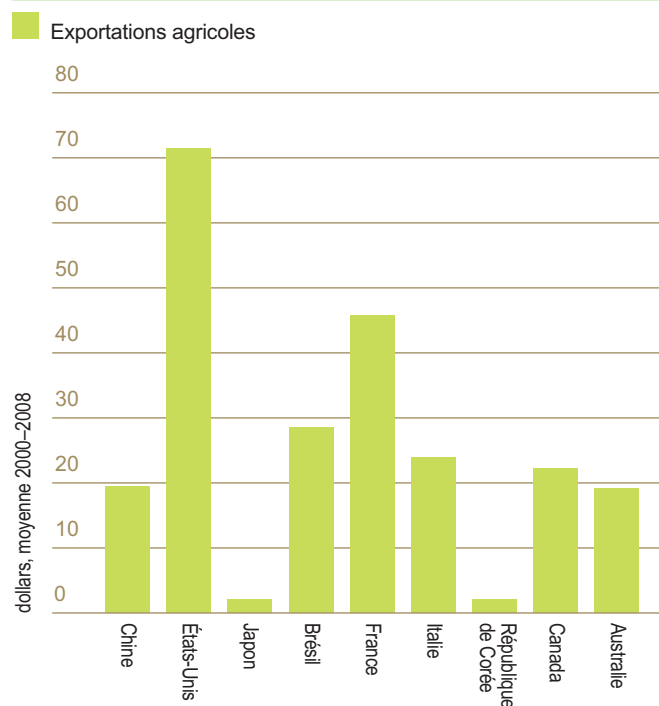
Source : <http://www.wfp.org/faqs/quantity-reporting/>

Graphique 21b : Qui sont les superpuissances agroalimentaires ?



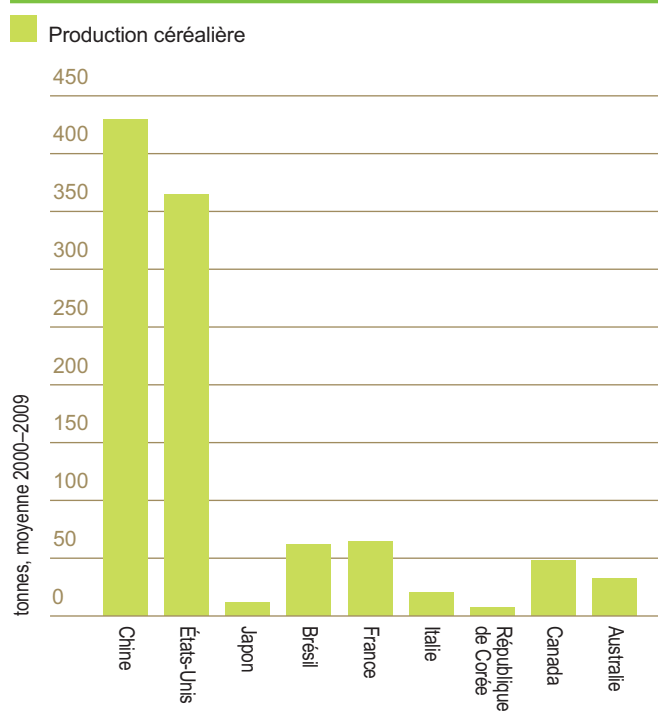
Source : <http://data.worldbank.org/indicator/NV.AGR.TOTL.KD>

Graphique 21c : Qui sont les superpuissances agroalimentaires ?



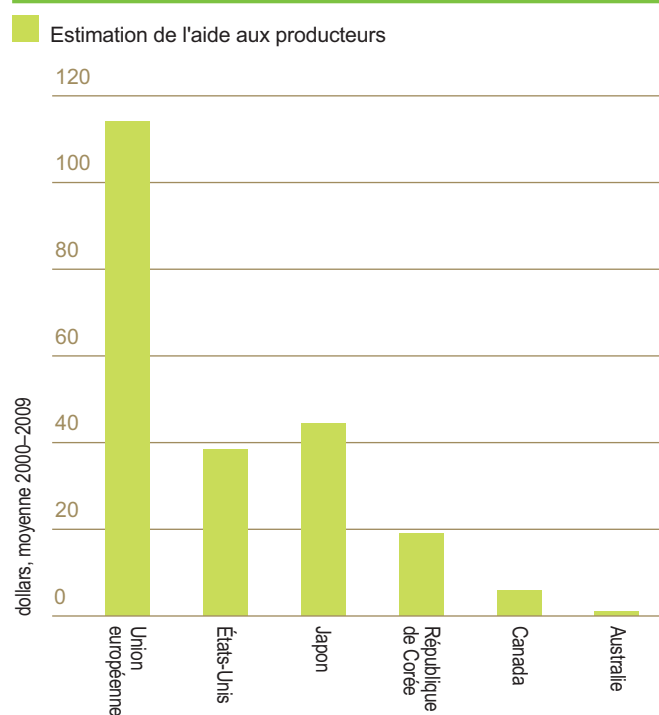
Source : <http://faostat.fao.org/site/535/DesktopDefault.aspx?PageID=535#ancor>

Graphique 21d : Qui sont les superpuissances agroalimentaires ?



Source : <http://faostat.fao.org/site/567/DesktopDefault.aspx?PageID=567#ancor>

Graphique 21e : Qui sont les superpuissances agroalimentaires ?



Source : http://www.oecd.org/document/59/0,3746,fr_2649_33797_46512687_1_1_1_37401,00.html

3.3

Nouvel avenir pour l'agriculture

La simple question posée aux décideurs, notamment dans les pays en développement, est de savoir qui génèrera les surplus agricoles requis pour nourrir une population croissante, et comment.

Les plans simplistes, clé en main, ne manquent pas. Certains font l'apologie de la grandeur et soutiennent, pour citer une analyse largement reprise dans *The Economist*, qu'en matière d'agriculture, « Big is beautiful ». Plus précisément, que l'Afrique devrait importer le modèle brésilien d'agriculture à grande échelle et abandonner progressivement l'agriculture paysanne. Autrefois en vogue parmi les administrateurs coloniaux, ce courant soutient que les grandes exploitations sont plus productives, plus innovantes, plus enclines à adopter de nouvelles technologies et, au final, plus à même de nourrir la population.

D'autres, à l'opposé, considèrent l'agriculture à grande échelle comme une menace au mode de vie paysan, une source d'inégalités et un moyen de subordonner l'agriculture au commerce, aux dépens des besoins humains. Ce groupe tend à considérer les nouvelles technologies avec une profonde suspicion. Tout aussi sceptique vis-à-vis du commerce international, il redoute que ces modèles conduisent inexorablement à l'exploitation de la main-d'œuvre et des producteurs pauvres, aggravant ainsi la pauvreté et la faim.

De tels débats binaires sont vains. Ils perpétuent une longue tradition d'« opinion d'experts » sur les petits producteurs alimentaires. En effet, il est difficile de trouver un domaine du développement international ayant fait l'objet d'avis si peu pertinents, quand ils n'étaient pas tout simplement néfastes.

La « romantisation » du paysan et le rejet des nouvelles technologies et du commerce pourraient bien enfermer les exploitants dans la pauvreté. Le commerce international et les nouvelles technologies ne sont pas des remèdes miracles, mais ils ont chacun un rôle important à jouer, qui peut être grandement renforcé si les États les mobilisent au service de la fourniture de biens publics.



À gauche : Des résidents de Trinidad, en Bolivie, traversent un pont entre des lits de semence surélevés (camellones). Les inondations sont de plus en plus imprévisibles dans cette région du Bassin amazonien. (Bolivie, 2007)

L'agriculture à grande échelle est également essentielle pour répondre à la nécessité d'une production durable. Elle est plus à même de répondre aux normes exigeantes qui caractérisent désormais les chaînes d'approvisionnement alimentaire qui nourrissent la population croissante des villes. De plus, avec le développement économique et l'augmentation des coûts de main-d'œuvre par rapport aux coûts du capital, des modes de production plus étendus et plus mécanisés se révèlent plus viables, offrant une porte de sortie de l'agriculture pour les populations rurales pauvres, dès lors que suffisamment d'emplois sont créés dans l'industrie.

Grand n'est certainement pas synonyme de mauvais. Qu'une exploitation soit « bonne » ou « mauvaise » dépend des pratiques de l'agriculteur ou de la société qui la gère. Celles-ci peuvent en effet se révéler abusives et néfastes pour l'environnement que les cultures couvrent deux ou 20 000 hectares.

Mais grand n'est pas non plus systématiquement bon. L'exportation du modèle brésilien en Afrique allie une mauvaise approche économique à une méconnaissance de la réalité sociale, un cocktail engendrant à coup sûr davantage de pauvreté et de faim.

Un simple exercice mental permet de le démontrer. Environ 33 millions de petits exploitants vivent en Afrique subsaharienne, cultivant des parcelles d'une surface moyenne de 1,6 hectares (un peu plus grand que deux terrains de football).¹³⁶ Dans la région brésilienne du *Cerrado*, il n'est pas rare de trouver des exploitations de plus de 20 000 hectares.¹³⁷ En d'autres termes, une seule exploitation à grande échelle importée du Brésil en Tanzanie entraînerait le déplacement de 12 500 petits exploitants. En l'absence de création d'emplois sans précédent (et improbable) dans les centres urbains, la transition vers une « grande » agriculture serait tout sauf « belle » : elle engendrerait une augmentation dramatique de la pauvreté et de la faim en milieu rural et la multiplication de taudis urbains.

Qui plus est, les grandes exploitations actuelles tendent à avoir une lourde empreinte écologique (du fait de l'utilisation intensive de l'eau, de la pollution des eaux souterraines et de la dépendance vis-à-vis des produits agrochimiques à base de pétrole et des équipements au diesel), affectant de ce fait les ressources humaines et naturelles dont doit dépendre la production alimentaire.

Pour relever les trois défis énoncés dans la section précédente, les modèles durables de production à petite échelle doivent bénéficier d'une grande partie des efforts.

Les principales opportunités résident dans l'énorme potentiel à ce jour inexploité en matière d'accroissement des rendements des petites exploitations. Et bien que les pratiques agricoles moins consommatrices d'intrants et plus respectueuses de l'environnement ne soient pas l'apanage des petits exploitants, elles sont souvent bien adaptées à cette échelle de production, tout en étant faciles à adopter (voir Encadré 10).

La vulnérabilité, la pauvreté et la faim touchant principalement les populations rurales pauvres, le fait d'investir dans les petites exploitations permettra de renforcer la résilience et d'accroître les revenus et la disponibilité des denrées alimentaires dans les zones affectées par la faim, surtout si cet investissement tient compte des inégalités hommes-femmes.¹³⁸ De plus, les expériences passées démontrent que l'investissement dans l'agriculture a fait office d'« étincelle de croissance » déterminante pour le décollage de la plupart des économies ayant réussi leur développement.¹³⁹

Encadré 10 : Une intensification durable

Pour relever le défi de la résilience, l'agriculture doit devenir moins consommatrice d'intrants et d'eau. Un kit de pratiques nommé « intensification durable » fournit des pistes en ce sens.

L'utilisation de fumier animal et végétal réduit la dépendance vis-à-vis des engrais non organiques coûteux, dont le prix est indexé sur celui du pétrole. L'agroforesterie et les méthodes de cultures intercalaires avec des légumineuses contribuent à améliorer les sols et à diversifier les revenus. Les techniques de gestion intégrée des parasites permettent de réduire le recours aux pesticides chimiques chers. La récupération de l'eau réduit les besoins en irrigation et aide à mieux faire face à l'imprévisibilité des précipitations. Les techniques de conservation des sols maintiennent les niveaux de nutriments dans les sols, ainsi que leur productivité.

Des études récentes sur ces pratiques ont donné des résultats passionnants. L'étude la plus complète porte sur 286 projets agricoles durables dans 57 pays et révèle une augmentation moyenne des rendements de 79 %.¹⁴⁰ D'après une autre étude portant sur 40 projets d'intensification durable dans 20 pays d'Afrique, les rendements moyens ont plus que doublé sur une période de 3 à 10 ans.¹⁴¹

Ces pratiques ayant précisément été développées pour les exploitants n'ayant pas accès aux intrants et aux équipements, dans des contextes pour lesquels la conservation des ressources naturelles était essentielle, elles ont eu une empreinte écologique largement réduite. Du fait du faible recours aux produits agrochimiques à base de pétrole et à des équipements fonctionnant au diesel, la fixation du carbone (en surface comme en sous-sol) peut être préservée, voire accrue. En outre, l'eau et les sols sont utilisés de manière plus efficace et plus réfléchie.

Le système SRI (System of Rice Intensification) en est un bon exemple : il s'agit d'une approche à faibles intrants externes largement adoptée par des exploitants en Inde, en Indonésie et au Vietnam. Développé pour aider les petits producteurs à accroître leur productivité et à réduire leur dépendance vis-à-vis des intrants, ce système a été promu par Oxfam et d'autres ONG dans un nombre croissant de pays à travers le monde. Les résultats sont saisissants : des études menées dans huit pays ont révélé une augmentation moyenne des rendements de 47 % et une réduction moyenne de la consommation d'eau de 40 %. Allié à une utilisation réduite de semences, d'engrais synthétiques, de pesticides et d'herbicides, cela a permis aux agriculteurs d'accroître leurs revenus de plus de 68 % en moyenne, tout en réduisant considérablement les émissions de méthane, l'un des plus puissants gaz à effet de serre.¹⁴²

Quatre mythes sur les petits producteurs

Les arguments à l'encontre des petites exploitations s'appuient souvent sur quatre idées fausses dues à une méconnaissance de la vie des paysans pauvres.

1. Faible productivité

Des données édifiantes en apparence révèlent des rendements moyens pour les céréales inférieurs à deux tonnes par hectare sur les petites exploitations en Afrique, contre 50 tonnes dans les grandes exploitations commerciales au Brésil.¹⁴³ Mais les petites exploitations ont souvent des rendements faibles précisément parce qu'elles utilisent les facteurs de production avec davantage de parcimonie.¹⁴⁴ En Afrique, les petites exploitations utilisent très peu d'engrais, environ un dix-huitième des doses utilisées en Inde, par exemple.¹⁴⁵ Elles préfèrent la main-d'œuvre au capital, et moins de 5 % des surfaces cultivées sont irriguées.¹⁴⁶ De plus, les petits exploitants ne peuvent que rêver des subventions faramineuses dont bénéficient les exploitations à grande échelle.

La prise en compte de ces autres facteurs dans le calcul de la productivité réduit considérablement cet écart. En d'autres termes : si les petits exploitants disposaient des intrants, de l'irrigation et des subventions dont bénéficient les grandes exploitations, les choses seraient tout autres. C'est pourquoi les études axées sur le rendement plutôt que sur la productivité totale révèlent que les petites exploitations sont plus efficaces.

Oxfam fait régulièrement ce constat dans ses projets avec les petits producteurs à travers le monde, comme lors d'un récent projet à Mnembo, au Malawi, qui a radicalement changé la vie de 400 familles. Des précipitations de plus en plus aléatoires avaient provoqué un déclin inexorable de leurs rendements de maïs. Mais, grâce à l'irrigation, à de nouvelles semences et à des engrais, la production a désormais considérablement augmenté et les exploitants se sont diversifiés dans le blé, le riz et les tomates.

'Case Study: Support for Small-Scale Production in Malawi' www.oxfam.org/grow

2. Aversion à la technologie et l'innovation

Les défenseurs du « Big is beautiful » affirment que les grandes exploitations adoptent plus rapidement les nouvelles technologies, oubliant peut-être que la Révolution verte en Inde n'a pas été que le fait des grandes exploitations commerciales, mais également des petits producteurs. Ce n'est pas par choix que les paysans vivant dans la pauvreté s'échinent avec des technologies rudimentaires et des pratiques obsolètes, mais parce que les technologies appropriées pour les petits producteurs n'ont jamais été une priorité pour l'État ou le secteur privé. Par exemple, les variétés OGM développées principalement pour les grandes exploitations n'ont pas donné de résultats satisfaisants pour les paysans pauvres, et ne sont pas parvenues à éradiquer la faim et la pauvreté ou à soutenir le développement.

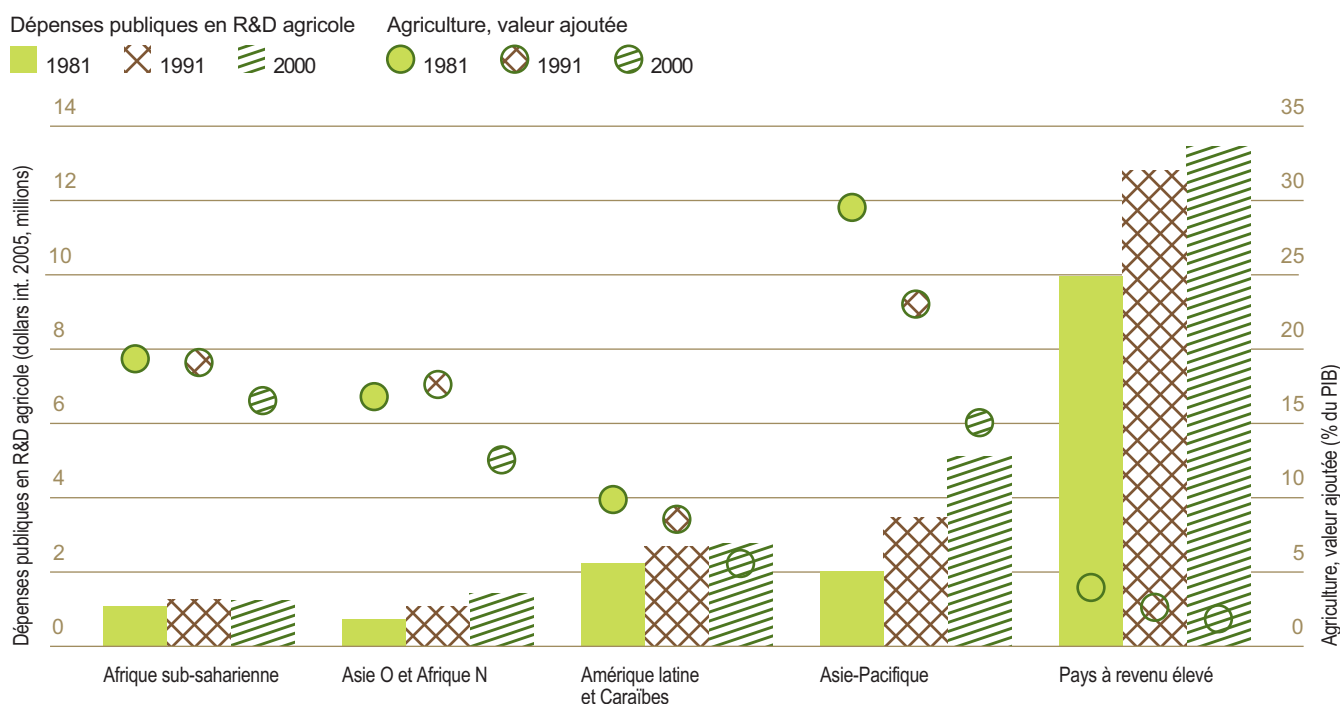
L'Afrique sub-saharienne a connu d'innombrables exemples de réussites technologiques à la pointe de l'innovation : de petits exploitants ont adopté des variétés améliorées de maïs et de riz, ainsi que du manioc résistant aux parasites.¹⁴⁷ Dans les districts de Dadeldhura et de Dailek, au Népal, Oxfam a aidé 15 communautés d'hommes et de femmes à planter de nouvelles variétés de semences résistantes à la sécheresse, à construire et à gérer de nouveaux systèmes d'irrigation, et à adopter de nouvelles pratiques de culture.

'Case Study: Improving Food Security for Vulnerable Communities in Nepal' www.oxfam.org/grow



À gauche : Edward Chikwawa tient les semences qu'il est sur le point de planter dans le champ irrigué de Chitimbe. (Malawi, 2008)

Graphique 22 : L'investissement dans la R&D agricole néglige l'Afrique



Sources : http://www.fao.org/docs/eims/upload//282426/GAT_Report_GCARD_2010_complete.pdf et <http://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NV.AGR.TOTL.ZS>

3. Aversion au risque

Certains affirment que les petits producteurs ne font pas suffisamment preuve d'esprit d'initiative et rechignent à prendre des risques. Évidemment, survivre avec moins d'1,20 dollar par jour, sans épargne ni assurance, réduit la marge de manœuvre de la prise de risque, par exemple avec une nouvelle variété de semences non encore éprouvée. La survie est la priorité, pas l'optimisation des profits. La solution serait d'aider les paysans pauvres à mieux gérer les risques : en fournissant de meilleures données et informations météorologiques, de meilleures infrastructures de stockage ou un accès aux assurances. De telles interventions peuvent inciter à l'innovation et contribuer à exploiter le potentiel productif, en particulier dans un contexte où le changement climatique multiplie rapidement les risques auxquels sont exposés les paysans pauvres.

4. Aversion aux marchés

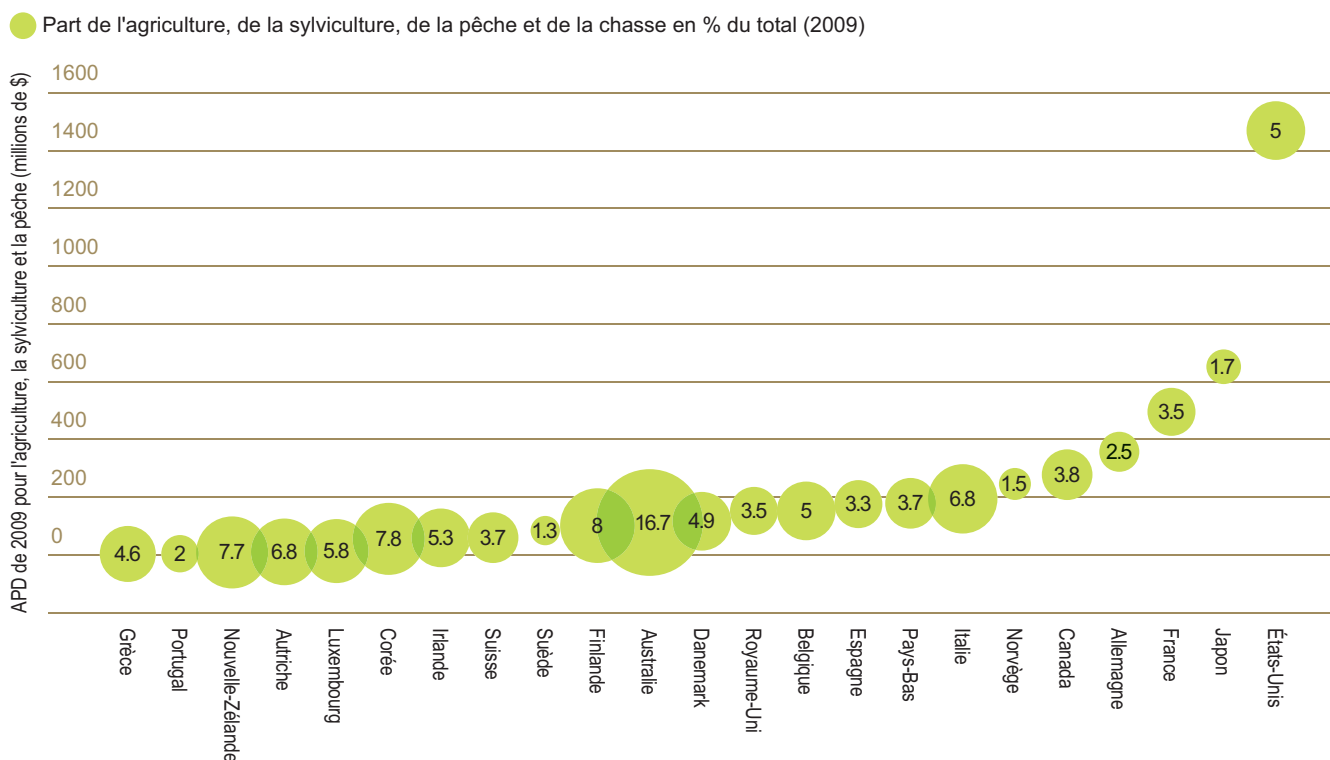
Dernier mythe concernant les petits exploitants : ils ne saisiraient pas les opportunités des marchés. Cela est absurde. Le fait que leur priorité soit de nourrir leur famille ne signifie pas que les paysans pauvres ne souhaitent pas produire et commercialiser des surplus. Oxfam a travaillé avec des organisations de producteurs et avec le secteur privé à de nombreuses occasions pour permettre aux paysans pauvres d'accéder aux marchés, avec des résultats exceptionnels. Par exemple, Oxfam aide l'entreprise sri lankaise Plenty Foods à intégrer 1 500 exploitants dans sa chaîne d'approvisionnement. Plenty Foods estime que le fait de s'approvisionner auprès de petits exploitants a contribué à une croissance annuelle de 30 % sur les quatre dernières années, tandis que les paysans ont bénéficié d'un meilleur accès aux terres, aux crédits, à l'appui technique et aux marchés, qui s'est traduit par une augmentation de leurs revenus.

Bien sûr, certains petits producteurs survivent tout juste, exploitant des terres épuisées en employant des techniques rudimentaires. Du fait de ces conditions, ils sont peu susceptibles de saisir les opportunités des marchés, ou en l'occurrence d'intéresser les acteurs des marchés. Mais il s'agit là d'exceptions, et non de la règle.

Ces quatre arguments ne justifient pas de ne pas investir dans les petites exploitations. Ils ne constituent nullement des preuves de faillites ou de fatalité inhérente. Le véritable problème est que les petits paysans n'ont jamais bénéficié du soutien ou de l'environnement réglementaire requis pour prospérer. Ils sont efficaces du point de vue des facteurs totaux, mais les rendements sont faibles à cause du sous-investissement et du manque d'accès aux ressources. L'adoption des nouvelles technologies est lente à cause du manque de R&D (recherche et développement) et de services d'extension appropriés. La prise de risque est faible en raison d'un manque de soutien pour renforcer la résilience et l'adaptation au changement climatique. L'implication dans les marchés est faible car les infrastructures sont insuffisantes et les acteurs du secteur privé sont réticents à les inclure dans les chaînes de valeurs.

Ces raisons ne plaident pas contre l'investissement, mais bien pour l'investissement.

Graphique 23a : Qui investit dans l'agriculture? APD agricole par pays donateur



Source : calculs tirés de <http://stats.oecd.org/qwids/>

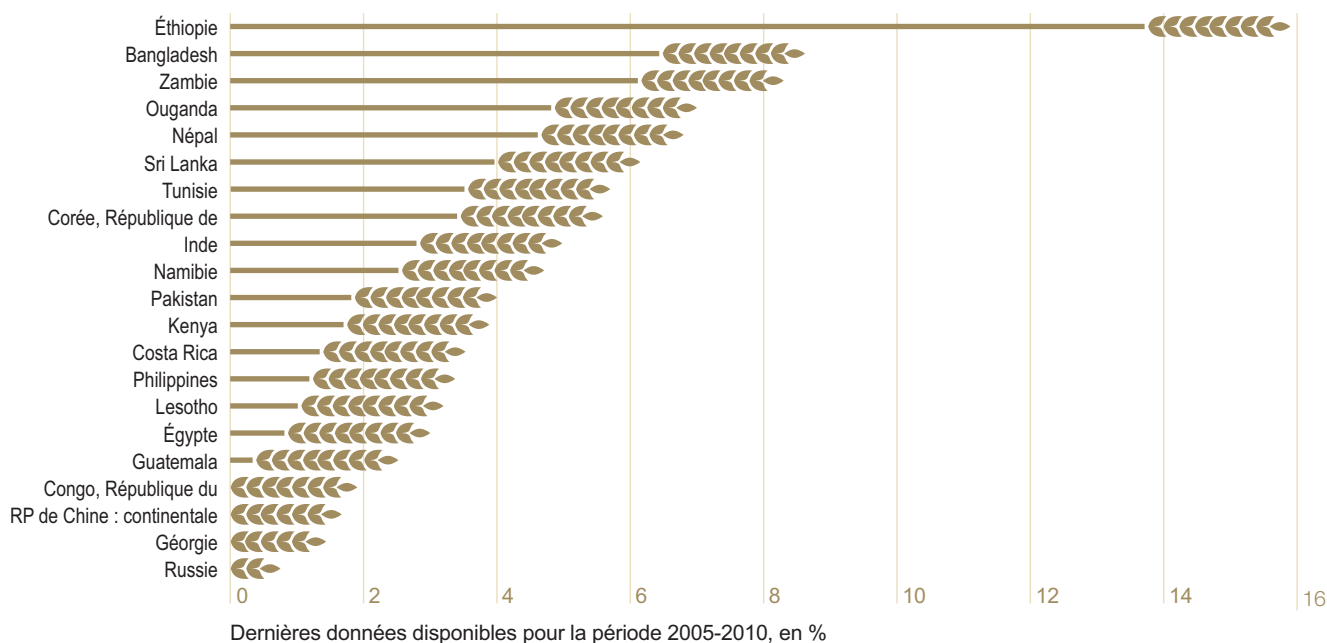
Nouveau programme d'investissements agricoles

L'intérêt d'un investissement public de grande envergure dans les petites exploitations et les infrastructures ne fait aucun doute. Les 500 millions de petites exploitations dans les pays en développement assurent la subsistance de près de deux milliards de personnes, soit près d'un tiers de la population mondiale,¹⁴⁸ et ce, sans avoir accès aux marchés, aux terres, aux financements, aux infrastructures et aux technologies dont bénéficient les grandes exploitations. Réduire cette inégalité criante, c'est se donner l'opportunité de relever les défis de la production durable, de la résilience et de l'égalité.

On observe désormais des signes laissant présager que la négligence désastreuse de l'agriculture des pays en développement pourrait toucher à sa fin. La part de l'agriculture dans l'APD affiche une tendance à la hausse, après un point bas historique en 2006, même si elle reste inférieure à 7 % de l'aide totale.¹⁴⁹ Dans de nombreux pays, cela se traduit par de nouveaux engagements des États, dont le plus remarquable est la Déclaration de Maputo adoptée en 2003 : tous les pays membres de l'Union africaine se sont engagés à porter à au moins 10 % la part de l'agriculture dans les budgets nationaux,¹⁵⁰ avec des effets positifs indéniables pour le continent, qui a vu la production alimentaire par habitant augmenter pour la première fois depuis des décennies.¹⁵¹

Certains signes indiquent également que le secteur privé prend les choses au sérieux. En 2011, lors du Forum économique mondial de Davos, 17 grandes entreprises ont lancé une Nouvelle vision pour l'agriculture s'engageant à augmenter la production de 20 % tout en diminuant les émissions de 20 % et en réduisant la pauvreté rurale de 20 % tous les dix ans.¹⁵² Dans le même temps, certains producteurs d'intrants se sont investis dans des partenariats avec les États, des organisations à but non lucratif et des instituts de recherche pour produire des semences adaptées aux contextes des pays en développement.¹⁵³

Graphique 23b : Qui investit dans l'agriculture? Part des pays en développement dans les dépenses totales pour l'agriculture



Source : calculs tirés de <http://www2.imfstatistics.org/GFS/>

Mais pour exploiter cette opportunité, il faut plus que quelques exemples encourageants des donateurs, des États et du secteur privé, si importants soient-ils. Cela nécessite un changement radical du niveau et de la nature de l'aide. Les donateurs et les organisations internationales doivent continuer d'augmenter la part des dépenses agricoles dans l'APD globale. Les pays riches doivent une bonne fois pour toutes mettre un terme à leurs subventions agricoles qui faussent les marchés. De nouvelles réglementations globales sont nécessaires pour régir l'investissement foncier afin de garantir des retombées sociales et environnementales positives. Les États doivent par ailleurs investir davantage dans l'agriculture, tout en veillant à bien réguler les investissements privés sur les terres et l'eau pour en garantir l'accès aux femmes et aux hommes vivant dans la pauvreté.

Les entreprises doivent saisir les opportunités que représentent les petites exploitations pour diversifier et sécuriser leur approvisionnement, pour développer et renforcer leurs marques ou pour développer de nouvelles technologies. Enfin, les États actifs doivent intervenir là où les entreprises ont peur de s'aventurer : orienter la R&D en faveur des technologies appropriées pour les productrices et les producteurs pauvres, établir des rapports commerciaux selon des termes équitables, assurer la diffusion des connaissances par le biais de services d'extension et garantir l'accès aux financements.

« Depuis le début du programme, nous ne manquons plus de nourriture. Ils nous ont donné une variété de maïs à pollinisation libre, à maturation rapide et résistante à la sécheresse. Nous avons également commencé à planter du soja et de l'arachide. [...] Les enfants peuvent désormais aller à l'école, car il y a assez de nourriture et ils ne souffrent plus de la faim. »

Jean Phombeya, chef de village, Mlanga, Malawi

3.4

Vers un nouvel avenir écologique

S'il est une chose qui ne fait aucun doute concernant l'avenir, c'est qu'il sera différent du passé. Et cela vaut mieux. Un développement selon le même modèle serait intenable et ne saurait être durable. Il saperait les perspectives de croissance et de prospérité à long terme et nuirait aux vies des personnes les plus pauvres.

Pour la décennie à venir, nous avons besoin d'une transition très rapide vers un nouveau modèle de développement, offrant une croissance respectueuse dans les limites de notre planète et basée sur l'équité. Les contours du nouveau modèle sont déjà clairs, mais nos dirigeants politiques doivent surmonter l'inertie et les intérêts particuliers qui pourraient l'anéantir dès sa naissance.

Cette transition ne sera possible qu'avec des cadres d'action et des engagements internationaux clairs, ainsi que de véritables politiques aux niveaux national et régional mobilisant l'investissement tout en faisant évoluer le comportement des entreprises et des consommateurs.

Ci-contre : Leyla Kayere, 76 ans, en train de désherber ses tomates. Le programme d'irrigation Mnembo financé par Oxfam a aidé 400 familles du Malawi à transformer leurs cultures traditionnelles à faible rendement en récoltes à grand volume exploitées toute l'année, source de nourriture et de revenus. (Malawi, 2009)

Répartition équitable des ressources rares

Le temps presse. Nous devons changer de voie dès maintenant pour pouvoir espérer une issue positive. Les beaux discours lors des sommets internationaux sur le changement climatique, la biodiversité et l'économie verte ne suffisent pas pour engendrer cette transition. Le succès ou l'échec de cette transition vers une nouvelle prospérité dépendra de la capacité de nos dirigeants politiques à fixer des objectifs globaux clairs en matière de changement climatique, de biodiversité et d'eau, entre autres, et à adopter des cadres d'action internationaux garantissant une transition rapide et équitable.

La CCNUCC reste le lieu idéal où définir le cadre d'action international sur le changement climatique, le défi le plus urgent pour la nouvelle prospérité. Un accord ambitieux et contraignant confirmera que la transition est en cours. Le G20 peut créer un consensus et utiliser sa puissance économique et financière pour réorienter les investissements et mobiliser les financements nécessaires. Mais il n'a pas la représentativité mondiale ou les structures requises pour assurer la transition à lui-seul. Le sommet « Rio + 20 » qui sera organisé au Brésil en juin 2012 pourrait précisément être l'opportunité attendue.

Au lendemain du Sommet de Copenhague, un cadre juste, ambitieux et contraignant pour lutter contre le changement climatique semblait très lointain. Mais, alors que le changement climatique s'accélère, la nécessité d'un accord revient sur le devant de la scène. En témoignent notamment la vitesse stupéfiante à laquelle la Chine investit dans les énergies renouvelables, la détermination des principaux pays européens à renforcer unilatéralement les objectifs de l'UE en matière de gaz à effet de serre et les avancées importantes en faveur de la mise en place d'un fonds mondial sur le climat lors du sommet de la CCNUCC en 2010 à Cancun.

Mais le rythme des négociations reste insuffisant, de même que leur ambition. De nombreux dirigeants en Europe, dans les pays particulièrement vulnérables, ainsi qu'en Chine, en Inde, au Brésil, au Mexique et en Afrique du Sud ont reconnu qu'un changement rapide vers une économie à faible émission de carbone était la voie la plus économique vers la compétitivité internationale à long terme et la durabilité environnementale. Le « Dialogue de Carthage »,¹⁵⁴ réunissant pays développés et en développement afin de lancer des ponts pour la CCNUCC, a mobilisé les pays en faveur d'un avenir à faibles émissions. L'UE et la Chine échangent de manière étroite sur les stratégies à faible émission de carbone, s'appuyant sur l'ambition du plan quinquennal chinois.

L'objectif est de faire pression sur ces pays et sur d'autres pour qu'ils s'affranchissent des lobbies industriels qui étouffent tout progrès à ce jour. Sur des thèmes comme le changement climatique et d'autres sujets, nous devons définir des objectifs globaux clairs pour l'action, ainsi que des cadres contraignants, vecteurs de certitude et de confiance pour traduire ces objectifs en réalité.

Transition équitable

Les accords internationaux sont importants. Ils peuvent entériner un engagement mondial ambitieux et partagé envers des objectifs clairs et fixer les règles du jeu. Mais la transition vers une économie mondiale respectueuse des limites de notre planète viendra principalement des actions nationales et régionales. Beaucoup est déjà fait pour réduire les émissions, développer de nouvelles technologies et évoluer vers une économie à faible émission de carbone. Mais il faut en faire encore beaucoup, beaucoup plus.

Pour les pays riches, cela exige un changement rapide en faveur de nouvelles infrastructures de transport et de nouvelles énergies à faible émission de carbone, ainsi que de nouveaux mécanismes financiers susceptibles de promouvoir ce changement et de financer le développement à faible émission de carbone dans les pays pauvres. Moyennant des cadres réglementaires appropriés, ce changement peut être le moteur d'une croissance équitable.¹⁵⁵

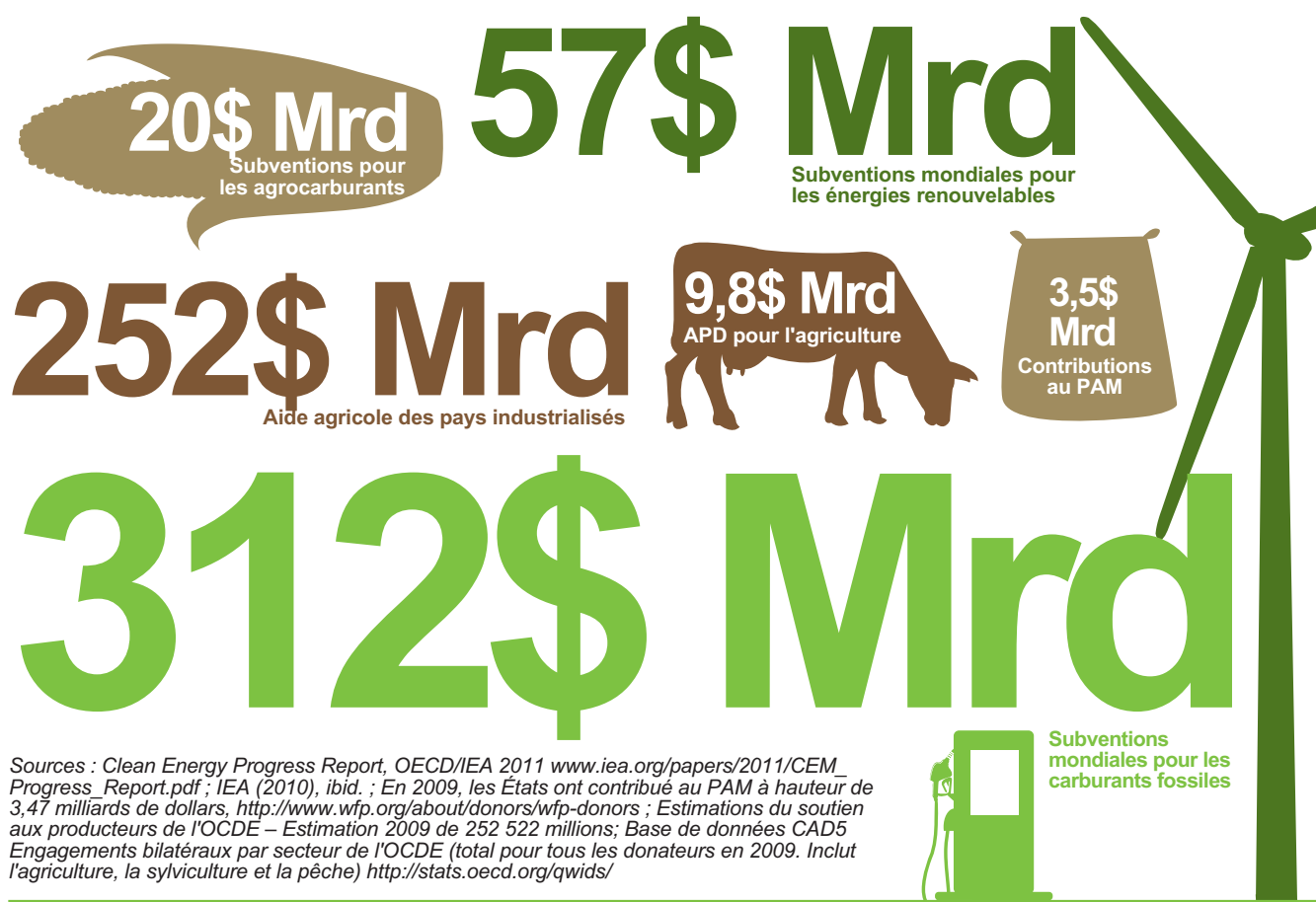
Pour les économies émergentes, il s'agit de dépasser les modèles de production très consommateurs de ressources qui ont fait tant de dégâts sur les plans social et environnemental, et de garantir les bienfaits pour l'économie mondiale. Les opportunités sont énormes pour ceux qui y parviendront le plus rapidement.

Pour les pays les plus pauvres, l'impératif reste l'emploi et la création de richesses bénéficiant aux populations les plus vulnérables sans nuire à l'environnement, dont dépend leur prospérité future. Heureusement, il existe de nombreuses stratégies contribuant à une croissance durable dans les pays pauvres. Comme nous l'avons déjà vu, l'intensification durable de l'agriculture offre d'importantes opportunités pour ce qui est d'accroître les revenus et de renforcer la sécurité alimentaire et la résilience, tout en préservant les ressources naturelles. La réduction de la dépendance vis-à-vis des carburants fossiles est une perspective très attirante, certains pays pauvres dépensant jusqu'à six fois plus pour l'importation de pétrole que pour les services essentiels tels que la santé.¹⁵⁶

Les prévisions vertigineuses en matière de prix du pétrole signifient que les pays importateurs de pétrole les plus pauvres sont au bord du gouffre économique : selon des études récentes, ces pays pourraient perdre 4 % de leur PIB à cause des augmentations tarifaires à venir.¹⁵⁷ De telles réalités économiques impitoyables, associées au fait qu'il s'agit des pays les plus exposés au changement climatique, ont poussé l'Éthiopie et les Maldives à « décarboniser » complètement leur économie dans les 10 à 15 ans à venir.



Graphique 24 : Des États si enclins à investir dans des secteurs néfastes pour le public



Livrés à eux-mêmes et aux intérêts particuliers qui les gouvernent, les marchés ne sont pas porteurs d'un nouvel avenir écologique. Les États doivent intervenir pour accélérer et guider la transition. Ils peuvent investir dans des biens publics comme la R&D dans le domaine des énergies renouvelables. Ils peuvent mettre en place des mesures incitatives par le biais de subventions ou de crédits d'impôts pour orienter les capitaux privés vers les domaines requis. Ils peuvent taxer les éléments indésirables (comme les émissions de gaz à effet de serre) pour orienter l'activité économique vers des choix plus bénéfiques. Et ils peuvent réguler afin d'empêcher, par exemple, les sociétés de polluer ou de les encourager à proposer des biens et des services qu'elles n'offriraient pas en l'absence de réglementation.

Jusqu'à présent, les États ont eu tendance à éviter de réglementer les grands marchés et ont préféré déléguer leurs missions à des groupes d'intérêt bien organisés (voir graphique 24) plutôt que d'orienter les fonds vers les secteurs qui le justifient. Mais cela va changer si une pression publique suffisante s'exerce afin de réaffecter l'argent public aux biens publics.

On observe de plus en plus d'actions pertinentes des États, contribuant à la transition globale dont nous avons tous besoin. L'Inde a mis en place une nouvelle taxe carbone sur les producteurs de charbon, qu'elle utilisera pour financer les énergies renouvelables. L'Union européenne cherche à inclure l'aviation dans son mécanisme d'échange de droits d'émission. Au Brésil, la déforestation est à son plus bas niveau jamais enregistré, suite à une action concertée de l'État et de la société civile.¹⁵⁸ Le douzième plan quinquennal chinois comporte une série d'objectifs et de mesures visant à accroître la consommation d'énergie renouvelable et à réduire les émissions polluantes.

Ci-contre : Une grand-mère et sa petite-fille rentrent de la récolte de moutarde dans le village de Belauhi, en Inde. Les paysans de Belauhi ont appris de nouvelles techniques agricoles telles que l'irrigation. L'utilisation de nouvelles variétés résistantes à la sécheresse, notamment des légumineuses et des graines oléagineuses, a en outre renforcé la sécurité alimentaire des habitants (Inde, 2011)



Pour mieux canaliser cette transition, nous devons commencer par la mesurer, mais notre mètre-étalon actuel est fondamentalement biaisé. Le PIB inclut des dépenses défensives, telles que le nettoyage des marées noires, tout en négligeant de nombreux biens sociaux précieux tels que l'aide non rémunérée au sein du foyer et de la communauté. De manière dévastatrice pour l'environnement, le PIB considère la consommation de ressources naturelles (comme la destruction d'une forêt pour la production de bois) comme un revenu, et non comme la perte d'une ressource. Toute entreprise gérée sur cette base perdrait rapidement ses investisseurs. Une étude¹⁵⁹ a estimé que l'intégration des coûts des dégradations environnementales dans le PIB révélerait un résultat mondial¹⁶⁰ 11 % plus faible (soit 6 600 milliards de dollars de moins), bien plus que le poids de l'économie chinoise. En restant sur notre lancée, ces coûts ignorés atteindront 28 600 milliards de dollars d'ici à 2050, soit 18 % du PIB mondial. Le secteur alimentaire est l'un des pires coupables, juste derrière les plus grands pollueurs : les producteurs d'énergie (pétrole et gaz), ainsi que la métallurgie et l'exploitation minière. Un simple calcul devrait nous montrer que nous ne pouvons pas continuer d'utiliser sans cesse plus de ressources sans risquer de nous retrouver à sec. Il est temps de généraliser certaines des nombreuses nouvelles mesures comptables de la productivité et du bien-être pour incorporer correctement les coûts sociaux et environnementaux dans nos activités.

Les institutions et les politiques requises pour un nouvel avenir écologique peuvent et doivent être mises sur pied dans la prochaine décennie. Il faut commencer dès maintenant. Mais le pouvoir d'initier cette transition est actuellement entre les mains de ceux-là mêmes qui bénéficient du statu quo. Il est temps de s'emparer de ce pouvoir. À ce jour, la plupart des États n'ont pas réussi à s'opposer aux intérêts particuliers. Pour faire de la nouvelle prospérité une réalité pour celles et ceux qui en ont le plus besoin, nous devons consacrer nos efforts à la lutte pour une voie meilleure.

3.5

Premières étapes : la feuille de route d'Oxfam

La mise en œuvre des trois changements évoqués prendra du temps. Oxfam, avec d'autres, propose la feuille de route suivante dès les prochaines années :

1. Afin de bâtir une **nouvelle gouvernance mondiale** pour prévenir les crises alimentaires, Oxfam fera campagne aux côtés d'autres acteurs pour :

- Réduire la volatilité des prix des denrées alimentaires et le risque de crises mondiales par le biais d'une pression publique accrue pour résoudre les principaux problèmes, dont l'opacité des marchés internationaux, l'incapacité à gérer les restrictions sur les exportations, les politiques néfastes sur les agrocarburants et la spéculation excessive.
- Les membres du G20 doivent s'entendre sur des mesures spécifiques pour reprendre les rênes des marchés, notamment des mesures visant à accroître la transparence, à gérer les interdictions d'exportation et à réguler la spéculation financière excessive. À moyen terme, le Comité de la sécurité alimentaire doit élaborer des mécanismes de coordination pour apporter des solutions plus larges à ces problèmes.
- L'UE et les États-Unis doivent mettre un terme à l'aide aux agrocarburants.
- Atténuer les répercussions des crises alimentaires à différents niveaux, en cherchant à :
 - instaurer des réserves alimentaires locales, nationales et régionales ;
 - encourager les États et les donateurs à créer et à maintenir des programmes de protection sociale dans les pays en

développement, adressés aux personnes en situation d'insécurité alimentaire et plus particulièrement aux femmes ;

- encourager les États et les donateurs à investir dans des systèmes d'alerte précoce améliorés et plus efficaces, dans la réduction des risques de catastrophe et l'adaptation climatique.
- Garantir une réponse rapide et équitable en cas de crise, notamment par les institutions internationales (telles que la Banque mondiale) offrant une aide à la balance des paiements, et par les donateurs et institutions responsables de la fourniture de l'aide alimentaire.
- Empêcher les investisseurs et les sociétés d'entreprendre des investissements fonciers irresponsables à grande échelle qui nuiraient à l'accès des populations vulnérables aux ressources et à la sécurité alimentaire :
 - Nommer publiquement, les investisseurs et les entreprises dont les chaînes de valeurs ou les investissements directs sont impliqués dans l'accaparement de terres ou d'eau ;
 - Veiller à maintenir les institutions et les normes influençant le comportement des investisseurs à un haut niveau d'exigence vis-à-vis des terres et des ressources naturelles ;
 - Contribuer à ce que les secteurs agroalimentaires ou les filières d'approvisionnement, à commencer par les négociants et les sociétés de l'alimentation et de la boisson, adoptent des politiques et des pratiques d'investissement responsables en matière foncière.

2. Afin de bâtir un **nouvel avenir pour l'agriculture**, nous ferons campagne pour promouvoir l'investissement public et privé dans les petites productions alimentaires. Nous demanderons que :

- Les donateurs et les États investissent dans la productivité, la résilience et la durabilité des petits producteurs alimentaires. À cette fin :
 - Les principaux donateurs doivent adopter des politiques qui promeuvent l'adaptation et une agriculture durable, résiliente et inclusive. Les donateurs seront tenus responsables de l'engagement pris à L'Aquila d'investir dans l'agriculture et la sécurité alimentaire, ainsi que de leurs engagements de Copenhague d'investir dans l'adaptation climatique.
 - Les États (et les organismes régionaux) doivent s'entendre sur des stratégies d'adaptation et des politiques de développement agricole promouvant une agriculture durable, résiliente et inclusive. Celles-ci doivent bénéficier d'investissements publics et inclure les petits producteurs et - et notamment les femmes productrices - dans le processus décisionnel.
- Les sociétés investissent dans la productivité, la résilience et la durabilité des petits producteurs. Pour y contribuer, nous allons :
 - Faire campagne pour que les grandes entreprises investissent dans une petite agriculture durable et résiliente. Cela impliquera de concevoir et de développer un indice de justice alimentaire qui évaluera l'évolution des différents acteurs privés par rapport à cet objectif.



- Faire campagne afin que les donateurs et les organismes de financement tels que la société financière internationale (IFI) promeuvent l'investissement du secteur privé dans une agriculture résiliente, durable et inclusive.
 - Soient encouragées la mise en œuvre et l'exécution des politiques renforçant les droits des petits producteurs - et notamment les femmes productrices - en matière de terres et de ressources naturelles, via :
 - Une législation pour améliorer l'accès sécurisé à la terre et aux ressources naturelles et des campagnes nationales pour permettre aux hommes et aux femmes de faire valoir leurs droits d'accès.
 - Des directives volontaires fortes sur les droits sur les terres et des ressources naturelles convenues par le CSA, servant de base pour l'action nationale.
3. Afin de concevoir l'architecture d'un **nouvel avenir écologique**, nous ferons campagne pour un accord mondial sur le changement climatique qui mette fin aux émissions excessives de gaz à effet de serre nuisibles à la production alimentaire. Oxfam travaillera aux côtés d'autres acteurs pour :
- Sensibiliser l'ensemble des acteurs à l'impact humain du changement climatique, en particulier dans les pays riches et ceux connaissant un développement rapide, afin de souligner l'urgence d'agir face au changement climatique ;
 - Créer un consensus au sein des États quant à leur part équitable d'efforts en matière de réduction des émissions afin d'empêcher des niveaux catastrophiques de réchauffement global ;
 - Faire pression pour davantage de financements pour le climat, ciblés en particulier sur les points suivants :
 - Rendre opérationnel un fonds mondial équitable sur le climat avec des mesures spécifiques pour répondre aux besoins des femmes et d'autres groupes vulnérables, notamment : la création d'une fenêtre d'adaptation dédiée avec des ressources garanties pour combler le fossé de l'adaptation ; des principes hommes-femmes forts dans la composition et les programmes du fonds ; des mécanismes pour garantir la pleine participation des communautés concernées à la gouvernance des ressources du fonds ;
 - L'établissement de nouvelles sources de financement sur le climat, fiables à long terme, pour garantir que le fonds n'est pas une coquille vide, incluant des contributions budgétaires équitables de la part des pays riches, aux côtés d'une taxe sur les transactions financières ou de mesures destinées à lever des fonds dans le domaine du transport international.



4

CONCLUSION

Notre système alimentaire mondial ne fonctionne que pour une minorité. Pour la majorité d'entre nous, il fait fausse route. Il laisse les milliards de consommateurs que nous sommes dans une situation d'impuissance et d'ignorance quant à ce que nous achetons et mangeons. Près d'un milliard d'entre nous ont faim, et la majorité des petits producteurs alimentaires se retrouvent désœuvrés et incapables d'exploiter leur potentiel productif. L'échec du système découle des échecs des États, de leur incapacité à réguler, corriger, protéger, résister, investir... laissant le champ libre à des sociétés, des groupes d'intérêt et des élites qui pillent nos ressources et détournent financements, connaissances et denrées alimentaires selon leurs intérêts.

Chaque jour, 925 millions souffrent de la faim par la faute de ce système.

Nous sommes aujourd'hui dans une période de crises qui s'amplifient, voyant les chocs succéder aux chocs : flambée vertigineuse des prix des denrées alimentaires et du pétrole, phénomènes météorologiques dévastateurs, récessions financières et contagion mondiale. Derrière chacun de ces chocs, des crises sous-jacentes continuent de couver : un changement climatique rampant et insidieux, des inégalités croissantes, une vulnérabilité et une faim chroniques, l'érosion de nos ressources naturelles. Le système alimentaire défaillant est à la fois responsable et victime de cette fragilité.

En l'absence d'action urgente pour relever les défis étroitement liés de la production, de l'équité et de la résilience, l'avenir est promis à un *statu quo* entre les États, à l'accaparement des ressources par de puissantes élites, et à la crise écologique.

Cette période de crises est une terrible menace, mais elle est aussi porteuse d'immenses opportunités. Elle peut être le terreau d'un nouveau consensus et jeter les bases d'une prospérité nouvelle. Cet autre avenir possible repose sur la coopération plutôt que la division, reconnaissant la valeur de chaque individu et de notre environnement et permettant à tous d'en jouir de manière équitable. Cela exigera toute l'énergie, l'ingéniosité et la volonté politique que peut mobiliser l'humanité. Nous devons mener des campagnes ambitieuses pour changer radicalement la manière dont nos sociétés affrontent les menaces communes et gèrent les ressources communes.

Nous devons aller au-delà des intérêts particuliers voués à l'échec, mais qui résisteront avec force. Les puissantes élites contrôlant les terres et bloquant les réformes dans les pays pauvres. Les lobbies agricoles des pays riches qui pillent le trésor public, faussant le jeu aux dépens des paysans pauvres. Les industries polluantes qui s'opposent systématiquement à toute action sur le changement climatique. Les producteurs de semences qui raisonnent à court terme, dans une course aux brevets sapant la recherche publique et marginalisant les paysans pauvres. Les négociants multinationaux qui profitent de la situation sur les marchés alimentaires. Les institutions financières qui spéculent en ce sens.

Les États doivent redevenir les gardiens du bien public qu'ils n'auraient jamais dû cesser d'être, plutôt que de se laisser dominer par une poignée d'élites. Ils doivent mener des politiques dans l'intérêt du plus grand nombre, et non d'une minorité. Ils doivent protéger les plus vulnérables. Ils doivent réguler les sociétés trop puissantes. Ils doivent corriger les marchés défaillants. Les exemples du Brésil et du Vietnam, entre autres, montrent que des dirigeants politiques forts ayant un sens développé de l'éthique peuvent contribuer à la réussite de leur État.



À gauche : Épices à vendre, Inde

À droite : Nilanthi (à droite) et Kusumawathi (à gauche) ramasse du thé sur son propre terrain. Elle est secrétaire de "Diriya Smallholder Tea Society" qui représente 42 petits producteurs de la région qui possèdent tous moins d'un demi-hectare de terre.



La crise économique marque la fin de l'ère du G8, qui a vu une poignée d'États riches tenter d'élaborer des solutions globales dans leur coin. Les anciennes lignes de front entre le Nord et le Sud sont de moins en moins pertinentes. Le pouvoir (sur l'alimentation, les ressources et les émissions) est concentré dans les mains des pays du G20, au sein duquel les économies émergentes doivent encore beaucoup s'améliorer, mais apportent également une énergie et des solutions nouvelles. Le monde a beaucoup à apprendre du Brésil en matière de lutte contre la faim. En 2012, il accueillera le Sommet « Rio + 20 », un rendez-vous décisif. La Chine est le principal investisseur au monde dans les technologies renouvelables¹⁶¹ et a multiplié par dix ses échanges commerciaux avec l'Afrique en une décennie, doublant ainsi les États-Unis et l'UE pour s'imposer comme le premier partenaire commercial dans de nombreux secteurs.¹⁶² En 2011, l'Afrique du Sud préside les discussions sur le climat de la CCNUCC, succédant au Mexique.

Désormais, les principales puissances (anciennes et nouvelles) doivent coopérer, et non s'affronter, pour partager les ressources, renforcer la résilience et combattre le changement climatique. Les États les plus pauvres doivent également pouvoir siéger autour de la table, car ils sont en première ligne du changement climatique, où se livrent de nombreuses batailles pour la terre, l'eau et la nourriture.

Les entreprises responsables ont elles aussi un rôle essentiel à jouer. Elles peuvent rompre avec les intérêts particuliers afin de renforcer la volonté des politiques et des États à résister. Elles peuvent adopter des réglementations progressistes plutôt que de chercher à les saper ou à les diluer. Elles peuvent orienter leurs pratiques et leurs modèles commerciaux afin de relever les défis auxquels nous sommes confrontés.

Mais les actions isolées des entreprises responsables et des États ayant une vision à long terme ne suffiront pas pour passer outre les élites et les intérêts particuliers qui cherchent à empêcher tout changement. Les États doivent être résolus à leur résister et à réguler, corriger, protéger et investir. Les citoyens doivent exiger cette détermination de leur part. Les mesures incitatives régissant le fonctionnement des entreprises doivent évoluer afin qu'elles ne puissent pas faire porter leurs coûts sociaux et environnementaux par d'autres, tout en leur permettant de tirer parti des ressources de manière optimale. Les consommateurs doivent exiger ces changements de leur part.

Les décisions que nous prenons et les choix que nous faisons sont décisifs.

Inspirés par de telles idées et la volonté d'un avenir meilleur, des organisations, des entreprises, des mouvements et des réseaux pour une prospérité nouvelle voient le jour, se développent et tissent des liens dans le monde entier. Des organisations d'agriculteurs pauvres réclamant une part équitable dans les budgets nationaux et les chaînes de valeurs des marchés. Des ONG de développement travaillant sur l'agriculture durable. Des organisations de défense de l'environnement militant pour un avenir durable. Des groupes de femmes faisant valoir leurs droits aux ressources. Des communautés ayant un mode de vie à faible émission de carbone. Des mouvements, tels que le commerce équitable, impliquant consommateurs éthiques et secteur privé. Des campagnes locales demandant le respect du droit à l'alimentation. La liste est longue et ne cesse de s'allonger.

Oxfam est fier d'être à leurs côtés.

Notes

- 1 <http://donnees.banquemondiale.org>
- 2 Au Niger, 44 % des enfants souffrent de malnutrition chronique, Programme alimentaire mondial, <http://www.wfp.org/countries/niger>
- 3 <http://hdrstats.undp.org>
- 4 http://www.fao.org/hunger/hunger_graphics/fr/
- 5 J. Von Braun (2008), « Food and Financial Crises: Implications for Agriculture and the Poor », Rapport sur les politiques alimentaires de l'IFPRI. Washington DC : Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires.
- 6 <http://www.fao.org/news/story/fr/item/20568/icode/>
- 7 Par exemple, Nike et Apple ont quitté publiquement la Chambre de commerce des États-Unis lorsque cette dernière a refusé de soutenir la législation américaine sur le climat. <http://www.businessgreen.com/bg/news/1800576/greenpeace-heat-oil-giants-linked-astroturf-protests>
- 8 <http://www.unep.org/publications/ebooks/annual-report09/Content.aspx?id=ID0EXEAC>
- 9 Le Groupe de travail du Quatrième rapport d'évaluation du GIEC sur les mesures d'atténuation (Groupe de travail III) a déclaré que « Le pic des émissions devrait être atteint en 2015 pour la catégorie inférieure des scénarios d'atténuation ». Voir GIEC (2007), « Changements climatiques 2007 : Rapport de synthèse, Un rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat », Genève : GIEC : Note 20.
- 10 FAO (2009), « Comment nourrir le monde en 2050 ».
- 11 <http://esa.un.org/wup2009/unup/index.asp?panel=1>
- 12 Calculs d'Oxfam d'après <http://faostat.fao.org/DesktopDefault.aspx?PageID=452&lang=fr>
- 13 HSBC (2011), « Le monde en 2050 ».
- 14 M. Cecchini, F. Sassi, J. A. Lauer, Yong Y Lee, V. Guajardo-Barron, D. Chisholm (2010), « Tackling of unhealthy diets, physical activity, and obesity: health effects and cost-effectiveness », *The Lancet*, Vol. 376, 20 novembre 2010, pp. 1775–83.
- 15 Prospective (2007), « Tackling Obesities: Future Choices », The Government Office for Science, Londres. Dans le monde en développement, l'obésité semble surtout affecter les classes moyennes, avec des personnes menant une vie plus sédentaire et consommant davantage de produits transformés. Dans les pays riches, ce fléau touche les plus pauvres, car la nourriture saine est souvent plus onéreuse. Aux États-Unis, sept des dix États affichant les plus forts niveaux de pauvreté figurent également parmi les dix États les plus affectés par l'obésité, http://www.nytimes.com/2009/08/11/health/11stat.html?_r=1&ref=science
- 16 <http://www.ers.usda.gov/Publications/WRS0801/> R. Trostle (2008), « Global Agricultural Supply and Demand: Factors Contributing to the Recent Increase in Food Commodity Prices ». On prévoit une augmentation de la demande en denrées alimentaires de plus de 1,3 % en moyenne par an jusqu'en 2050 (taux de croissance composé moyen basé sur une augmentation de la demande de 70 % d'ici 2050).
- 17 R. Trostle (2008), op. cit.
- 18 On prévoit une augmentation de seulement 9 % de la superficie totale d'irrigation entre 2000 et 2050, Global Water Security (2010), « Engineering the Future ». Voir également Bruinsma (2009), « Les ressources à l'horizon 2050. Dans quelle mesure faudra-t-il intensifier l'utilisation des terres et de l'eau et les rendements des cultures à l'horizon 2050 ? », document présenté lors de la Réunion d'experts sur le thème « Comment nourrir le monde en 2050 », Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Rome. Ce document soutient que la superficie équipée pour l'irrigation pourrait augmenter de 11 % de 2005 à 2050, cette extension se concentrant principalement en Asie du Sud-est, au Proche-Orient et en Afrique du Nord.
- 19 Dans les zones tropicales semi-arides, situées principalement dans des pays en développement dont l'agriculture est largement tributaire des précipitations et constituée principalement de petites exploitations pauvres, les rendements potentiels avec des intrants de qualité et une gestion avancée des cultures pourraient être en moyenne 3,6 fois plus importants que les rendements moyens actuels. La gestion de l'humidité des sols et la récupération des eaux pluviales pourraient augmenter de 10 % supplémentaires en moyenne le rendement de ces intrants à fort potentiel, tout en atténuant davantage le caractère variable des rendements et le nombre d'années à récolte déficitaire. Voir http://www.iwmi.cgiar.org/assessment/files_new/publications/ICRISATReport_54.pdf
- 20 Calculs d'après la base de données CAD5 « Engagements bilatéraux par secteur » de l'OCDE ; sylviculture et pêche incluses.
- 21 En 2006, l'aide de l'OCDE aux producteurs est estimée à 252 508 millions de dollars, voir <http://www.oecd.org/dataoecd/30/58/45560148.xls?contentId=45560149>
- 22 L'APD de l'OCDE au secteur agricole était de 3,2 milliards de dollars en 2006.
- 23 OCDE (2009), « Politiques agricoles des pays de l'OCDE : Suivi et évaluation 2009 ».
- 24 Legrain (2010), « Au-delà de la PAC : pourquoi le budget de l'UE doit être réformé », document électronique du Lisbon Council, n° 09/2010.
- 25 On estime que les pays riches ont dépensé au moins 13 à 15 milliards de dollars par an en subventions pour les agrocarburants pendant la période ayant précédé la crise du prix des denrées alimentaires de 2008. On considère que la demande croissante en agrocarburants était à l'origine d'environ 30 % de l'augmentation du prix des denrées alimentaires sur la période en question, Oxfam (2008), « Une autre vérité qui dérange », <http://www.oxfam.org/fr/campaigns/climatechange/highlights>
- 26 Oxfam International (2010), « Réduire de moitié la proportion de la population qui souffre de la faim », <http://www.oxfam.org/fr/policy/reduire-de-moitie-la-proportion-de-la-population-qui-souffre-de-la-faim-est-ce-encore-possible>
- 27 Banque mondiale, <http://donnees.banquemondiale.org/indicateur/AG.LND.ARBL.HA.PC/countries/1W?display=default>
- 28 Selon les conclusions d'une récente étude, il faut partir du principe qu'il reste peu de nouvelles terres pour l'agriculture. Prospective (2011) « The Future of Food and Farming, Final Project Report », The Government Office for Science, Londres, <http://www.bis.gov.uk/foresight/our-work/projects/current-projects/global-food-and-farming-futures/reports-and-publications>. Une autre estime l'augmentation de la superficie des terres arables comme infime, à savoir 12,4 % dans le monde en développement (où l'on trouve le meilleur potentiel de nouvelles terres) d'ici 2050 (voir <http://goo.gl/64ZAI>).
- 29 <http://goo.gl/64ZAI> p. 13.
- 30 D. Molden (ed.) (2007), « L'eau pour l'alimentation, l'eau pour la vie : Évaluation globale de la gestion de l'eau en agriculture », Londres : Earthscan, et Colombo : International Water Management Institute.
- 31 R. Clarke et J. King (2004) « The Atlas of Water », Londres : Earthscan Books.
- 32 <http://www.bis.gov.uk/go-science/news/speeches/the-perfect-storm>
- 33 http://www.iwmi.cgiar.org/assessment/files_new/synthesis/Summary_French.pdf
- 34 Brown (2011), « The Great Food Crisis of 2011 », *Foreign Policy*, 10 janvier 2011.
- 35 Selon les estimations, les États du Moyen-Orient représentent plus d'un cinquième des investissements identifiés en Afrique sub-saharienne. <http://www.commercialpressuresonland.org/monitoring-land-transactions>

- 36 Selon la Banque mondiale, la demande foncière en Afrique était de 39,7 millions d'hectares en 2009, comparé à l'extension annuelle moyenne de la superficie de 1,7 million d'hectares constatée entre 1961 et 2007.
- 37 D'après des données préliminaires issues d'un projet de suivi d'acquisitions de terres de grande échelle par Oxfam, le CIRAD, le CDE de l'Université de Bern et International Land Coalition. Ces données (mars 2011) sont en cours de vérification et seront publiées en septembre 2011. Les contrats relatifs aux terres compris dans la base de données datent de dès 2001. Toutefois, la majorité des contrats datent de 2007 à 2011.
- 38 Il est pour ainsi dire impossible d'obtenir des données fiables sur les investissements fonciers : la transparence est quasi inexistante et les transactions sont souvent chargées de corruption et de malversation. Oxfam travaille avec l'International Land Coalition (ILC), le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD) et le Centre pour le Développement et l'Environnement (CDE) de l'Université de Bern pour contrôler et compiler les données existantes et collecter de nouvelles informations sur le terrain. Plus de détails à l'adresse <http://www.commercialpressuresonland.org>
- 39 Banque mondiale (2010), « Rising Global Interest in Farmland: Can it Yield Sustainable and Equitable Benefits? », septembre 2010, p. 45.
- 40 Ibid. L'étude la plus complète à ce jour suggère que 80 % des projets mentionnés dans les médias sont sous-développés, et révèle que seuls 20 % auraient déjà commencé l'exploitation à proprement parler.
- 41 Susan Payne, fondatrice et directrice générale d'Emergent Asset Management, citée dans « Food is Gold, So Billions Invested in Farming », Diana B. Henriques, New York Times, 5 juin 2008.
- 42 Inspiré de la présentation de Susan Payne, PDG d'Emergent Asset Management lors de l'édition 2010 de la World Agriculture Investment Conference.
- 43 D'après une étude menée aux Philippines, voir <http://www.jstor.org/pss/3372571>
- 44 W. Cline (2007), « Global Warming and Agriculture: Impact Estimates by Country », Center for Global Development. Disponible à l'adresse <http://www.cgdev.org/content/publications/detail/14090>
- 45 S. Jennings et J. Magrath (2009), « What Happened to the Seasons? » (Qu'est-il arrivé aux saisons ?), Oxfam Grande-Bretagne. <http://publications.oxfam.org.uk/display.asp?k=002R0193>
- 46 <http://spreadsheets.google.com/ccc?key=tt8j-Ns4J9xxoQIFLfvMfQ#gid=0>
- 47 Oxfam (2010), « Crying Wolf: Industry lobbying and climate change in Europe », Oxfam Media Briefing, 21 novembre 2010, <http://www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/crying-wolf-eu-lobbying-climate-change-media-briefing-231110.pdf>
- 48 « Cap or Trap? How the EU ETS risks locking-in carbon emissions », Sandbag, 2010
- 49 Greenpeace (2008), « Cool farming: Climate impacts of agriculture and mitigation potential », <http://www.greenpeace.org/international/en/publications/reports/cool-farming-full-report/>
- 50 Ibid.
- 51 Les émissions issues de l'utilisation d'engrais et de l'élevage devraient augmenter de 35 à 60 % d'ici 2030, Greenpeace (2008) op. cit.
- 52 Ibid.
- 53 Cheng Hai Teoh (2010), « Key Sustainability Issues in the Palm Oil Sector, A Discussion Paper for Multi-Stakeholders Consultations » (accrédité par le Groupe de la Banque mondiale).
- 54 Calcul d'Oxfam.
- 55 Cheng Hai Teoh (2010) op. cit.
- 56 Oxfam International (2008), « Une autre vérité qui dérange », op. cit.
- 57 D. Willenbockel (2011) 'Exploring Food Price Scenarios Towards 2030 with a Global Multi-Region Model', Oxford: Oxfam et IDS, www.oxfam.org/grow
- 58 Ce document de référence vise à contribuer au présent rapport Oxfam en explorant une série de scénarios via le modèle GLOBE. La méthodologie et les hypothèses sur lesquelles il se base sont entièrement détaillées dans le rapport d'étude de référence, disponible à l'adresse www.oxfam.org/grow
- 59 Selon le modèle de l'IFPRI, il devrait y avoir 49 millions d'enfants souffrant de malnutrition en moins dans les pays en développement en 2050 (référence) par rapport à 2010, contre seulement 37 millions de moins si le changement climatique perdure. Voir www.ifpri.org/sites/default/files/publications/climate_monograph_advance.pdf
- 60 Banque mondiale (2008), « Rising Food and Fuel Prices: Addressing the Risks to Future Generations », voir <http://siteresources.worldbank.org/DEVCOMEXT/Resources/Food-Fuel.pdf> Le modèle étudie deux effets opposés en action déterminant la part de l'alimentation dans les dépenses totales d'un foyer. Cette part diminue lorsque le revenu par habitant augmente ; les foyers/pays riches consacrent une part nettement moindre de leurs revenus à l'alimentation que les foyers/pays pauvres. La hausse du prix des denrées alimentaires par rapport à d'autres biens produit un effet opposé sur la part consacrée à l'alimentation.
- 61 <http://siteresources.worldbank.org/DEVCOMEXT/Resources/Food-Fuel.pdf>
- 62 www.ifpri.org/sites/default/files/publications/climate_monograph_advance.pdf
- 63 <http://www.ifpri.org/sites/default/files/publications/ifpridp01042.pdf>
- 64 Prospective (2011) op. cit., 4.4.
- 65 Ibid.
- 66 CIPCA-OXFAM, « Agroforestry Systems in Bolivia: A way of life, a way to adapt », à paraître en 2011.
- 67 Rapport sur le développement humain des Nations Unies (2006), « Au-delà de la pénurie : pouvoir, pauvreté et crise mondiale de l'eau ».
- 68 http://www.unmillenniumproject.org/reports/tf_hunger.htm
- 69 Conseil des droits de l'Homme des Nations Unies : « Preliminary study of the Human Rights Council Advisory Committee on discrimination in the context of the right to food », 22 février 2010, p. 12. <http://www2.ohchr.org/english/bodies/hrcouncil/docs/13session/A-HRC-13-32.pdf>
- 70 G. Nanda, K. Switlick et E. Lule (2005), « Accelerating Progress towards Achieving the MDG to Improve Maternal Health: A Collection of Promising Approaches », HNP, Banque mondiale. Voir <http://siteresources.worldbank.org/HEALTHNUTRITIONANDPOPULATION/Resources/281627-1095698140167/NandaAcceleratingProgresswithCover.pdf>
- 71 <http://www.fao.org/docrep/013/i2050f/i2050f00.htm>
- 72 USDA National Agricultural Statistics Service, « 2007 Census of Agriculture – United States Data », Table 58, pp. 66–7.
- 73 Censo Agropecuario Nacional 2003, www.ine.gob.gt/
- 74 Nidhi Tandon (2010), « New agribusiness investments mean wholesale sell-out for women farmers », Gender and Development, Vol. 18(3), novembre 2010.
- 75 Selon cette étude, les acquisitions à grande échelle provoquent bien souvent la perte des moyens de subsistance. L'étude a permis d'identifier des problèmes tels que le déplacement des populations locales sans compensation, la cession de terres à des prix très inférieurs à leur valeur potentielle et des répercussions néfastes sur les autres zones environnantes. Banque mondiale (2010), « Rising Global Interest in Farmland », p. xxi.

- 76 Cette image globale masque d'importantes différences entre les pays, voire au sein d'une même région. En Afrique par exemple, la part de femmes propriétaires varie de moins de 5 % au Mali à plus de 30 % au Botswana, au Cap-Vert et au Malawi.
- 77 http://www.unhabitat.org/downloads/docs/1556_72513_CSDWomen.pdf
- 78 http://www.future-of-food.com/downloads/2010/london/report_20100428.pdf
- 79 D'après les ventes de 2007 sur le marché mondial des semences propriétaires, G. Meijerink et M. Danse, (2009), « Riding the Wave: High Prices, Big Business? The role of multinationals in the international grain markets », LEI Wageningen UR.
- 80 D'après une étude Ibisworld, « Global Fertilizers and Agricultural Chemicals Manufacturing 10 » (2009), citation dans « TNCs and the Right to Food », document rédigé par les étudiants en droit spécialisés dans les droits de l'Homme à la New York University School of Law, préparé à la demande du Rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à l'alimentation, 2009. Les six principaux producteurs sont BASF, Bayer, Dow, DuPont, Monsanto et Syngenta.
- 81 L'institut de recherche brésilien EMBRAPA est l'un des plus importants financeurs au monde dans le domaine de la R&D agricole, avec un budget d'environ 1,1 milliard de dollars. Les dépenses de la Chine en R&D agricole augmentent d'environ 10 % par an depuis 2001, et représentaient 1,8 milliard de dollars en 2007.
- 82 Voir M. Hendrickson, J. Wilkinson, W. Heffernan et R. Gronski (2008), « The Global Food System and Nodes of Power », analyse préparée pour Oxfam Amérique, 2008 ; concernant le mode opératoire, voir le communiqué d'Etc Group, « Patenting the "Climate Genes"...And Capturing the Climate Agenda », disponible à l'adresse <http://www.etcgroup.org/en/node/687>
- 83 <http://www.nature.com/news/2010/100728/full/466548a.html>
- 84 En 2007, le budget fédéral des États-Unis en matière de science agricole était de 1,1 milliard de dollars. Le budget annuel du CGIAR est de 500 millions de dollars.
- 85 Arcand (2004) dans M. Mercoiret et J. M. Mfou'ou (2006), « Rural Producer Organisations, Empowerment of Farmers and Results of Collective Action », Thème N° 1, « Les organisations paysannes et rurales (OPR) pour un développement durable en faveur des pauvres », rapport de l'atelier de Paris, Rapport sur le développement dans le monde 2008 : L'agriculture au service du développement.
- 86 Recherche de l'Université de Leuven citée dans GCGF et CIPE (2007), « Corporate Governance and Co-operatives », Rapport de l'atelier d'examen par les pairs, 8 février 2007, Londres, organisée par le Global Corporate Governance Forum (GCGF) et le Centre for International Private Enterprise (CIPE).
- 87 IDS (2008), « Reforming Land Reform in the Philippines ». De nombreux points posent toujours problème. Par exemple, une grande partie des terres redistribuées jusqu'à présent correspondait à des terres marginales, proposées à des prix souvent jugés trop élevés.
- 88 <http://www.oxfamblogs.org/fp2p/?s=bogota&x=44&y=10>
- 89 D. Green (2008), « From Poverty to Power », p. 31, p. 146.
- 90 Von Braun (2008), op. cit. Voir <http://www.ifpri.org/sites/default/files/publications/pr20.pdf>
- 91 FAO (2008), « Perspectives de récoltes et situation alimentaire »
- 92 Banque mondiale, <http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/NEWS/0,,contentMDK:21827681~pagePK:64257043~piPK:437376~theSitePK:4607,00.html>
- 93 Ivanic et Martin (2008), « The Implications of Higher Global Food Prices for Poverty in Low-Income Countries », Document de travail de recherche sur les politiques, Banque mondiale.
- 94 <http://www.ids.ac.uk/index.cfm?objectid=7BEEE2E6-E888-1C81-4222828ABE71B95A>
- 95 Gimenez et Patel (2009), « Food Rebellions », Pambazuka Press, p. 18.
- 96 Javier Blas, « Tackle Export Bans to Ease Food Crisis », Financial Times, 3 février 2011.
- 97 En 2011, Cargill devrait réaliser sa meilleure année à ce jour, profitant des perturbations ayant affecté les récoltes et de la volatilité des prix. « Cargill enregistre des revenus solides dans une période de volatilité des marchés des denrées et de changements géopolitiques », a déclaré Greg Page, PDG. Gregory Meyer, « Cargill Set for Record Yearly Profit », Financial Times, 13 avril 2011, voir <http://www.ft.com/cms/s/0/0c0ee826-65d5-11e0-baee-00144feab49a.html#axzz1JYtZYouV>
- 98 Gregory Meyer, « Bunge Rides on Volatility of Food Markets », Financial Times, 28 décembre 2010, voir <http://www.ft.com/cms/s/0/89e80c8a-12a8-11e0-b4c8-00144feabdc0.html#axzz1JbmlzZxQ>
- 99 Par exemple, l'Alliance for Abundant Food and Energy (Alliance pour une nourriture et une énergie abondantes), créée par ADM, Monsanto et l'Association pour les carburants renouvelables aux États-Unis.
- 100 http://www.fao.org/es/ESC/common/ecg/584/en/Panel_Discussion_paper_2_English_only.pdf
- 101 Lester Brown (2011), « World on the Edge: How to Prevent Environmental and Economic Collapse », Earth Policy Institute.
- 102 Ibid.
- 103 Banque mondiale (2008), « Double Jeopardy: Responding to High Food and Fuel Prices », document préparé pour le sommet du G8 de Hokkaido-Toyako, le 2 juillet 2008. Voir <http://goo.gl/BhRWa>
- 104 <http://www.ifpri.org/sites/default/files/publications/rr165.pdf>
- 105 <http://www.ft.com/cms/s/0/a2aa510a-1e89-11e0-87d2-00144feab49a.html#axzz1CFL7EY11>
- 106 F. Kaufman (2010), « The food bubble: how Wall Street starved millions and got away with it », Harper's Magazine, n° 32, juillet 2010.
- 107 Voir par exemple : FAO (2010), « Final Report of the Committee on Commodity Problems: Extraordinary Joint Intersessional Meeting of the Intergovernmental Group (IGG) on Grains and the Intergovernmental Group on Rice » ; O. de Schutter (Rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à l'alimentation) (2010), « Food Commodities Speculation and Food Price Crises: Regulation to Reduce the Risks of Financial Volatility » ; C. Gilbert (Trento University) (2010), « How to Understand High Food Prices », Journal of Agricultural Economics ; ou Banque mondiale (2010), « Placing the 2006/2008 Commodity Price Boom into Perspective ».
- 108 Système de suivi financier du Bureau de coordination des affaires humanitaires des Nations Unies. Les données sont publiées à l'adresse <http://fts.unocha.org/pageloader.aspx?page=home>
- 109 A. Evans (2010), « Globalization and Scarcity: Multilateralism for a World with Limits », NYU Center on International Cooperation. Disponible à l'adresse http://www.cic.nyu.edu/scarcity/docs/evans_multilateral_scarcity.pdf
- 110 Les opérations d'urgence du Programme alimentaire mondial (PAM) ne sont actuellement financées qu'à hauteur de 65 %, tandis que ses interventions dans les contextes de famine chronique sont financées à moins de 50 %. PAM, « Resource Situation Summary », 27 février 2011, diagramme récapitulatif des contributions confirmées aux opérations d'urgence, <http://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/research/wfp229123.pdf>. PAM, « Resource Situation Summary », 27 février 2011, diagramme récapitulatif des contributions confirmées aux opérations d'aide longues, <http://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/research/wfp228935.pdf>
- 111 Système de reporting INTERFAIS du PAM (mesures des denrées alimentaires en tonnes), 1988–2009. Rapport généré le 18 avril 2011, <http://www.wfp.org/fais/reports/quantities-delivered-report/run/year/2009;2008;2007;2006;2005;2004;2003;2002;2001;2000;1999;1998;1997;1996;1995;1994;1993;1992;1991;1990;1989;1988/donor/All/mode/All/cat/All/recipient/All/code/All/basis/0/subtotal/0/>

- 112 Système de reporting INTERFAIS du PAM (mesures des denrées alimentaires en tonnes), 1988–2009. Rapport généré le 18 avril 2011, <http://www.wfp.org/fais/reports/quantities-delivered-report/run/year/2009;2008;2007;2006;2005;2004;2003;2002;2001;2000;1999;1998;1997;1996;1995;1994;1993;1992;1991;1990;1989;1988/donor/United+States+of+America/mode/All/cat/All/recipient/All/code/All/basis/0/subtotal/0/>
- 113 Direction de l'audit du Congrès américain (GAO) (2009), « International Food Assistance: Local and Regional Procurement Can Enhance the Efficiency of US Food Aid, but Challenges May Constrain Its Implementation Purchase », GAO-09-570. Washington DC : GAO. <http://www.gao.gov/new.items/d09570.pdf>
- 114 Oxfam Amérique (2011), « Under Pressure: reducing disaster risk and enhancing US emergency response capacity in an era of climate change ».
- 115 D'après les volumes d'aide alimentaire pour 2009. Calcul d'Oxfam basé sur des données tirées de http://www.usaid.gov/our_work/humanitarian_assistance/ffp/fy09.ifar.pdf Remarque : les États-Unis ont commencé à prépositionner leur aide alimentaire en des points stratégiques à travers le monde. Tout en réduisant les délais d'acheminement de l'aide alimentaire, cela peut toutefois alourdir le coût total de cette aide à cause des coûts de stockage dans les points stratégiques et de l'étape de transport supplémentaire. Cela peut réduire le chiffre de 15,2 %, et donc le nombre absolu de bénéficiaires supplémentaires (de manière limitée).
- 116 Oxfam International (2010), « Réparer deux injustices : En mettant en place un nouveau Fonds mondial pour le climat qui puisse aider les populations pauvres », voir <http://www.oxfam.org/fr/policy/repaper-deux-injustices-0>
- 117 Nations Unies, Équipe spéciale de haut niveau sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire, Cadre exhaustif d'action 2008, p. 9.
- 118 Banque mondiale, Indicateurs de développement dans le monde.
- 119 Calculs tirés de <http://www.fao.org/economic/ess/ess-data/ess-fs/ess-fadata/en/>
- 120 Calculs tirés de <http://faostat.fao.org/DesktopDefault.aspx?PageID=550&lang=fr#ancor>
- 121 Calculs tirés de <http://www.fao.org/economic/ess/ess-data/ess-fs/ess-fadata/en/>
- 122 La part de la population sous-alimentée au Brésil est passée de 11 % en 1990–2 à 6 % en 2005–6 (soit une réduction de 45 %), voir <http://www.fao.org/docrep/013/i1683f/i1683f.pdf>
- 123 CONSEA 2009, « Building up the National Policy and System for Food and Nutrition Security: the Brazilian experience »
- 124 Banque mondiale (2008), « Double Jeopardy », op. cit. Voir <http://goo.gl/BhRWa>
- 125 Le rapport « World Energy Outlook 2010 » de l'IEA estime le montant de l'aide aux agrocarburants en 2009 à 20 milliards de dollars, dont une écrasante majorité aux États-Unis et en Union européenne. Ce montant devrait atteindre 45 milliards de dollars d'ici 2020 et 65 milliards de dollars d'ici 2035.
- 126 Il y a eu quelques progrès dans ce domaine avec la création du Fonds central pour les interventions d'urgence (CERF, Central Emergency Response Fund) des Nations Unies en 2006, garantissant la disponibilité de ressources pour les interventions d'urgence sous-financées et les crises soudaines. Il s'agit d'un fonds central et la plupart des montants ne sont pas spécifiquement destinés à une cause particulière. Néanmoins, même si cela a allégé le problème du manque de financement par des donateurs volontaires pour certaines urgences, cela ne fait que déplacer le problème sur un autre terrain, car le CERF lui-même dépend de la bonne volonté des donateurs pour le réapprovisionner.
- 127 On a également observé quelques progrès vers davantage de programmes basés sur les espèces. Le PAM a adopté l'idée, mais n'a consacré que 7 % de son portefeuille aux programmes en espèces en 2010–2011. (J. Prout, PAM, « Cash and Vouchers », présentation lors du 2nd atelier Global Cash and Vouchers du PAM, 22–23 novembre 2010, Rome). Les donateurs changent eux aussi, mais ils restent nombreux à continuer de consacrer le plus gros de leur financement à l'aide alimentaire. Par exemple, la DG du Service d'Aide Humanitaire de la Commission Européenne (ECHO) alloue actuellement quelque 10 % de son portefeuille d'aide alimentaire aux programmes en espèces, tandis que 60 % sont déployés sous forme d'aide en nature (le reste étant fourni sous forme mixte). DG ECHO, « DG ECHO Perspectives on Cash Transfer Programming », présentation à l'événement d'apprentissage mondial CaLP, 16 février 2011, Bangkok.
- 128 Banque mondiale (2008), « Double Jeopardy », op. cit.
- 129 Nations Unies, Équipe spéciale de haut niveau sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire (2008), Cadre exhaustif d'action.
- 130 Par exemple, concernant les transferts d'espèces, voir http://www.dfid.gov.uk/r4d/PDF/Articles/Evidence_Paper-FINAL-CLEARAcknowledgement.pdf
- 131 L'Initiative pour un socle de protection sociale des Nations Unies (SPF) promeut l'accès universel aux services et transferts sociaux essentiels. Des calculs de différentes agences des Nations Unies révèlent qu'un socle de base pour les transferts sociaux est globalement abordable à pratiquement tout niveau de développement économique, même si le financement n'est pas encore disponible partout. Le SPF correspond à un ensemble de services, d'équipements et de droits sociaux de base bénéficiant à tous. Voir <http://www.ilo.org/gimi/gess/ShowTheme.do?tid=1321>
- 132 <http://www.ids.ac.uk/go/idsproject/the-new-bottom-billion>
- 133 Oxfam International (2010), « Réduire de moitié la proportion de la population qui souffre de la faim », op. cit.
- 134 Ibid.
- 135 L'une des principales réalisations du CSA est un nouveau cadre stratégique global sur la sécurité alimentaire et la nutrition. Il s'agit d'un cadre dynamique proposant un ensemble de règles garantissant la coopération et la cohérence des politiques entre les pays, capable d'évoluer pour répondre aux défis se faisant jour en période de crise.
- 136 Forum d'experts de haut niveau de la FAO (2009), « The Special Challenge for Sub-Saharan Africa », http://www.fao.org/fileadmin/templates/wsfs/docs/Issues_papers/HLEF2050_Africa.pdf
- 137 The Economist, 26 août 2010, « The Miracle of the Cerrado », http://www.economist.com/node/16886442?story_id=16886442
- 138 L'agriculture est la principale source d'emploi des femmes dans les zones rurales de la plupart des pays en développement, FAO (2011) « State of Food and Agriculture ».
- 139 La croissance imputable à l'agriculture, en particulier dans le secteur des petits exploitants, bénéficie au moins deux fois plus aux personnes les plus pauvres que la croissance issue des secteurs non agricoles, FAO (2010), « How to Feed the World », p. 2. Voir également Ha-Joon Chang (2009), « Rethinking Public Policy in Agriculture: Lessons from History, Distant and Recent », *Journal of Peasant Studies*, 36:3, juillet 2009, pp. 477-515.
- 140 Jules Pretty et al., « Resource-Conserving Agriculture Increases Yields in Developing Countries », *Environmental Science and Technology*, 40:4, 2006, pp. 1114–9. Le chiffre de 79 % se rapporte aux 360 comparaisons de rendement durable issues de 198 projets. Les résultats ont fait état d'une grande disparité, 25 % des projets rapportant une augmentation de 100 % ou plus.
- 141 J. Pretty et al., « Sustainable Intensification in African Agriculture », *International Journal of Agricultural Sustainability*, 9:1, à paraître en 2011.
- 142 Africare, Oxfam Amérique, projet WWF–ICRISAT (2010), « More Rice for People, More Water for the Planet », projet WWF–ICRISAT, Hyderabad, Inde.

- 143 P. Collier et S. Dercon (2009), « African Agriculture in 50 Years: Smallholders in a Rapidly Changing World? », présentation au Forum d'experts de haut niveau de la FAO, <http://ftp.fao.org/docrep/fao/012/ak983e/ak983e00.pdf>
- 144 Faibles rendements ne signifient pas faible productivité. Les premiers mesurent la récolte par surface cultivée. La seconde mesure la récolte divisée par l'ensemble des facteurs de production : terre, capital, etc.
- 145 « A Special Report on Feeding the World », The Economist, 24 février 2011.
- 146 PNU (2010), « Africa Water Atlas: Improving the Quantity, Quality and Use of Africa's Water », http://na.unep.net/atlas/africaWater/downloads/chapters/africa_water_atlas_123-174.pdf
- 147 FIDA (2011), « Des variétés [de riz] à haut rendement [ont été adoptées] sur plus de 200 000 hectares », Rapport sur la pauvreté rurale, <http://www.ifad.org/rpr2011/report/f/rpr2011.pdf>
- 148 <http://www.ifad.org/operations/food/farmer.htm>
- 149 Comparé aux 20,4 % en 1983. Calculs d'après la base de données CAD5 Engagements bilatéraux par secteur de l'OCDE. Sylviculture et pêche incluses.
- 150 Les progrès ont été irréguliers, mais le nombre de pays atteignant ou dépassant les objectifs avait doublé en 2006. CAADP (2009), « How are Countries Measuring up to the Maputo Declaration? », note de synthèse du Programme Global de Développement de l'Agriculture Africaine (CAADP), juin 2009.
- 151 The Economist, 25 février 2011.
- 152 <http://www.weforum.org/issues/agriculture-and-food-security/index.html>
- 153 Mars, l'entreprise de produits alimentaires et de boissons, a récemment entamé une collaboration avec IBM et le ministère de l'Agriculture des États-Unis pour séquencer le génome du cacao et le rendre public, affirmant que cela améliorerait à long terme la viabilité de la production de cacao, issue principalement de petites exploitations. Voir www.cacaogenomedb.org
- 154 Le Dialogue de Carthage pour l'action progressive est un espace informel ouvert à tous les pays en négociation pour un accord dans le cadre de la CCNUCC. Il sert de forum au sein duquel les parties prenantes peuvent s'affranchir des blocs de négociation traditionnels et débattre ouvertement de leurs positions et des raisons qui les motivent, avec, en ligne de mire, un consensus pour faire avancer et approfondir les négociations formelles. 30 pays y participent actuellement.
- 155 PNU (2011), Towards a Green Economy.
- 156 « Sustainable Bioenergy: A Framework for Decision Makers », UN-Energy, 2007.
- 157 Sur la base d'une augmentation d'un tiers du prix du pétrole sur les deux prochaines années. http://blogs.odi.org.uk/blogs/main/archive/2011/03/16/oil_prices_poor_countries_africa_shocks_vulnerabilities.aspx?utm_source=mediarelease&utm_medium=email&utm_campaign=20110316
- 158 http://news.mongabay.com/2010/1201-brazil_deforestation_2010.html
- 159 PNU (2010), « Universal Ownership: Why environmental externalities matter to institutional investors ».
- 160 En 2010, le PIB de la Chine était estimé à 5 750 milliards de dollars au taux de change officiel selon le Factbook de la CIA.
- 161 Selon le Pew Centre Research, la Chine a dépassé les investissements du G20 en faveur des solutions renouvelables, investissant 34,6 milliards de dollars en 2009, contre 18,6 milliards de dollars pour les États-Unis, qui pointent à la deuxième place. http://spreadsheets.google.com/ccc?key=tt8j-Ns4J9xxoQIFLf_vMfQ#gid=0
- 162 http://www.ft.com/cms/s/0/85632536-74ed-11df-aed7-00144feabdc0,dwp_uuid=e11d5c1a-74ee-11df-aed7-00144feabdc0.html#axzz1GpyYZcG

Photos

Couverture : des fermiers dans la région d'Astuaire, Ghana. Chris Young/Oxfam.

p3 La famille Phon cultive son riz paddy à Kompong Thom, Cambodge, Abbie Trayler Smith/Oxfam

p4 & 25 Sok Nain et Mach Bo Pha, vendeurs de riz au marché Dem Kor de Phnom Penh. Les vendeurs expliquent que leurs bénéfices ont chuté de 30 % lors de la flambée des prix du riz au Cambodge, en 2008. (Cambodge, 2008) Abbie Trayler-Smith/Oxfam

p6 Des familles de Flinigue, au Niger, reçoivent des bons alimentaires d'Oxfam. Ces bons leur laissent la liberté de choisir ce qu'ils achètent dans une boutique particulière. (Août 2010) Caroline Gluck/Oxfam.

p7 Kimba Kidbouli, 60 ans, Niger. Caroline Gluck/Oxfam.

p9 Des femmes du village de Dola construisent un bassin pour irriguer leurs cultures maraîchères. Les districts des montagnes népalaises ont manqué d'investissements dans l'agriculture et sont confrontés à l'augmentation du prix des denrées alimentaires et à une diminution des rendements à cause du changement climatique. (Népal, 2010) Tom Pietrasik

p10 Yolanda Contreas Suarez, 53 ans, 8 enfants, agricultrice et femme au foyer, San Cristobal. Lucy Brinicombe/Oxfam

p14 Charles Kenani dans sa rizière. Le programme d'irrigation Mnembo financé par Oxfam a aidé 400 familles du Malawi à transformer leurs cultures traditionnelles à faible rendement en récoltes à grand volume exploitées toute l'année, source de nourriture et de revenus. (Malawi, 2009) Abbie Trayler-Smith

p16 Au Cambodge, le prix du riz a atteint des sommets en 2008. Le tas de riz sur la gauche a été acheté en 2008 et le tas sur la droite montre la quantité que la même somme aurait permis d'acheter en 2007. (Cambodge, 2008) Abbie Trayler-Smith/Oxfam

p28 & 45 Noograi Snagsri passe maintenant moins de temps aux champs, grâce au nouveau système de culture intégré dans lequel l'eau est directement acheminée par des tuyaux jusque dans les champs. En 2007, les paysans de la province de Yasothon, dans le nord-est de la Thaïlande, ont été frappés par le plus long épisode de sécheresse depuis des décennies. (Thaïlande, 2010) Mongkhonsawat Luengvorapant/Oxfam

p29 Fruits du palmier, matière première utilisée pour produire divers produits alimentaires, du savon et des agrocarburants. Tom Greenwood/Oxfam GB

p33 Norma Medal Sorien, agricultrice. Norma n'a aucun bail légal pour exploiter la terre, qui appartient à son frère. Mais elle est pleine d'espoir, car c'est la première année d'un projet de goutte-à-goutte financé par Oxfam, destiné à rendre l'irrigation plus efficace et à réduire la quantité d'eau consommée. (Mexique, 2010) Lucy Brinicombe/Oxfam

p37 Suren Barman avec la vache qu'il a été contraint de vendre. « Les produits de première nécessité sont extrêmement chers. Je ne peux pas me permettre d'acheter régulièrement de la nourriture. Je vends progressivement tous mes biens pour subvenir aux besoins de ma famille. » (Dinajpur, Bangladesh 2008) Oxfam GB

p40 Aide alimentaire des États-Unis : dans un centre de distribution alimentaire de l'état, un sac contenant un mélange de maïs et de soja attend d'être distribué. (Éthiopie, 2008) Sara Livingston/Oxfam America

p41 Pesée du riz au centre Gor Khamhi pour le système public de distribution. Même s'il constitue un filet de sécurité important pour les personnes souffrant de la faim, le système public de distribution indien (Public Distribution System, PDS) ne répond pas de manière satisfaisante aux besoins caloriques des communautés rurales vulnérables. (Inde, 2011) Tom Pietrasik/Oxfam

p42 Mère isolée et agricultrice, Bayush espère une vie meilleure après sa formation dans le cadre du programme de développement d'entreprise pour vendre de l'huile de graines de sésame. L'entreprise d'agriculteurs Assosa, soutenue par Oxfam, est destinée à optimiser les revenus des légumes et des cultures de ses membres. (Éthiopie, 2010) Carol Salter/Oxfam

p44 Osvaldo Penaranda, 48 ans, et ses tomates entre des lits de semence surélevés (camellones). Les inondations sont de plus en plus imprévisibles dans cette région du Bassin amazonien. (Bolivie, 2007) Mark Chilvers

p48 Un moulin à vent pompe l'eau vers un réservoir de stockage alimentant l'exploitation de Manoon Phupa. En 2007, les paysans de la province de Yasothon, dans le nord-est de la Thaïlande, ont été frappés par le plus long épisode de sécheresse depuis des décennies. Oxfam travaille avec l'organisation locale Earth Net Foundation depuis 2004, promouvant la production agricole biologique et la commercialisation équitable auprès des agriculteurs. (Thaïlande, 2010) Mongkhonsawat Luengvorapant/Oxfam

p49 Roni, Marta et Denilson prenant leur déjeuner gratuit à la crèche Vila Irma Dulce, Brésil. La communauté a fait pression pour obtenir l'école, les enseignants et les déjeuners gratuits pour les enfants. (Brésil, 2004) Gilvan Barreto/Oxfam

p52 Des résidents de Trinidad, en Bolivie, traversent un pont entre des lits de semence surélevés (camellones). Les inondations sont de plus en plus imprévisibles dans cette région du Bassin amazonien. (Bolivie, 2007) Jane Beesley/Oxfam

p54 Edward Chikwawa tient les semences qu'il est sur le point de planter dans le champ irrigué de Chitimbe. (Malawi, 2008) Nicola Ward/Oxfam.

p59 Leyla Kayere, 76 ans, en train de désherber ses tomates. Le programme d'irrigation Mnembo financé par Oxfam a aidé 400 familles du Malawi à transformer leurs cultures traditionnelles à faible rendement en récoltes à grand volume exploitées toute l'année, source de nourriture et de revenus. (Malawi, 2009) Abbie Trayler-Smith

p61 Une grand-mère et sa petite-fille rentrent de la récolte de moutarde dans le village de Belauhi, en Inde. Les paysans de Belauhi ont appris de nouvelles techniques agricoles telles que l'irrigation. L'utilisation de nouvelles variétés résistantes à la sécheresse, notamment des légumineuses et des graines oléagineuses, a en outre renforcé la sécurité alimentaire des habitants (Inde, 2011) Tom Pietrasik

p63 Tomates, Malawi. Abbie Trayler-Smith

p64 Mandefro Tesfay a rejoint un programme de multiplication des semences financé par Oxfam en Éthiopie en 2005. Les agriculteurs apprennent à optimiser les rendements et ont accès à des engrais et à des semences améliorées, résistantes à la sécheresse et à maturation précoce. (Éthiopie, 2009) Caroline Gluck/Oxfam

p66 Épices à vendre, Inde. Tom Pietrasik

p67 Nilanthi (à droite) et Kusumawathi (à gauche) ramasse du thé sur son propre terrain. Elle est secrétaire de "Diriya Smallholder Tea Society" qui représente 42 petits producteurs de la région qui possèdent tous moins d'un demi-hectare de terre. Caroline Gluck/Oxfam

Quatrième de couverture : Récolte d'olives dans la coopérative Sir. David Levene/Oxfam



Le système alimentaire mondial ne fonctionne que pour une minorité. Pour la majorité d'entre nous, il est défaillant. Il laisse les milliards de consommateurs que nous sommes dans une situation d'impuissance et d'ignorance quant à ce que nous achetons et mangeons. La majorité des petits producteurs alimentaires se retrouvent désœuvrés et incapables d'exploiter leur potentiel productif. L'échec du système découle des échecs des États, de leur incapacité à réguler, corriger, protéger, résister, investir... laissant le champ libre à des sociétés, des groupes d'intérêt et des élites qui pillent les ressources et détournent financements, connaissances et denrées alimentaires.

Ce rapport décrit une nouvelle période de crises : flambée des prix des denrées alimentaires et du pétrole, phénomènes météorologiques dévastateurs, récessions financières et contagion mondiale. Derrière chacun de ces chocs, des crises sous-jacentes continuent de couvrir : un changement climatique rampant et insidieux, des inégalités croissantes, une vulnérabilité et une faim chroniques, l'érosion de nos ressources naturelles. S'appuyant sur l'expérience et les recherches d'Oxfam et de ses partenaires dans le monde entier, le rapport « Cultiver un avenir meilleur » démontre comment le système alimentaire défaillant est à la fois responsable et victime de cette fragilité. En outre, il explique pourquoi, au XXI^e siècle, 925 millions de personnes souffrent de la faim. Le rapport s'appuie sur des recherches récentes annonçant une flambée des prix de l'ordre de 120 à 180 % au cours des vingt prochaines années, du fait de l'intensification des pressions sur les ressources et de l'accélération du changement climatique.

Le rapport « Cultiver un avenir meilleur » soutient une nouvelle campagne qui véhicule un message simple : un autre avenir est possible, et nous pouvons le construire ensemble. Au cours des prochaines années, des actions décisives menées dans le monde entier pourraient permettre à des centaines de millions de personnes de nourrir leur famille et d'éviter que les désastres du changement ne détruisent leur avenir (et le nôtre). Des réseaux de citoyens, des consommateurs, des producteurs, des communautés, des mouvements sociaux et des organisations de la société civile militeront pour un changement et influenceront sur les stratégies politiques et commerciales par les décisions qu'ils prennent et les choix qu'ils font. Dans le cadre de sa campagne « Cultivons », Oxfam travaillera aux côtés de ces groupes (et de nombreux autres groupes similaires) pour générer une dynamique inarrêtable en faveur du changement.

WWW.OXFAM.ORG/CULTIVONS